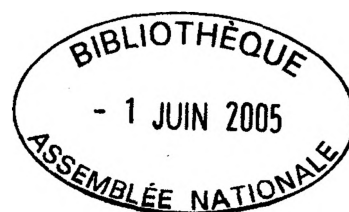


Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS

2005 2006

Cahier explicatif des crédits



Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PARTIE I – CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

1.	Mission	2
2.	Contexte et enjeux	2
3.	Orientations stratégiques pour 2005-2006	5
4.	Organisation administrative	5
5.	Ressources humaines et financières	7
6.	Composition du Conseil du trésor	9

TABLEAUX

Tableau I	Ventilation des ressources
Tableau II	Crédits et effectifs totaux
Tableau III	Prévisions financières du Fonds des technologies de l'information
Tableau IV	Prévisions financières du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Tableau V	Prévisions financières du Fonds relatif à la tempête de verglas

1. MISSION

Le Secrétariat assiste le Conseil du trésor et sa présidente dans leurs fonctions de gouverne. Il les conseille en matière de gestion des ressources et de modernisation de l'État.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Le Secrétariat soutient le Conseil du trésor et sa présidente en vue de :

- préparer annuellement un projet de prévision de dépenses des ministères et des organismes avant le début de chaque année financière ;
- prendre des décisions appropriées sur la gestion des ressources et l'organisation administrative de l'État ;
- assister le gouvernement dans son rôle d'employeur du personnel de la fonction publique, de régulateur et de coordonnateur de négociations dans les secteurs public et parapublic ;
- faire des recommandations au gouvernement sur les demandes et les projets présentés par les ministères et les organismes.

En ce qui concerne son rôle d'organisme central, le Secrétariat donne des orientations aux ministères et aux organismes en matière de gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles et informationnelles.

CLIENTÈLE

La clientèle du Secrétariat se compose du Conseil du trésor, des ministères et des organismes, des citoyens et des citoyennes et des entreprises qui utilisent les services du Secrétariat pour faire affaire avec le gouvernement.

PRINCIPAUX PARTENAIRES

Afin de remplir adéquatement son rôle central, le Secrétariat compte sur plusieurs partenaires :

- les ministères et les organismes ;
- les associations et les regroupements interministériels dans le domaine administratif ;
- les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ;
- des centres de recherche et des universités ;
- des entreprises privées ;
- les fournisseurs du gouvernement et leurs associations ;
- des gouvernements étrangers.

2. CONTEXTE ET ENJEUX

Le Secrétariat est invité à revoir le cadre de gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles et informationnelles de l'administration publique dans le cadre de la modernisation de l'État. En tant qu'acteur de premier plan, le Secrétariat exercera un rôle prédominant dans la révision des lignes directrices permettant une gestion optimale de l'État.

Ainsi, les principaux éléments qui influenceront les actions du Secrétariat du Conseil du trésor au cours des prochaines années seront :

- L'état des finances publiques ;
- La mutation de la fonction publique ;
- Les relations entre l'État et le secteur privé ;

- La capacité de l'État à se renouveler et à s'adapter ;
- La modernisation du Secrétariat.

L'ÉTAT DES FINANCES PUBLIQUES

Contexte : La pression sur la croissance des dépenses et de l'effectif

Les besoins croissants de la population en matière de santé, d'éducation et de soutien à la famille se traduisent par des demandes budgétaires accrues de la part des ministères et des organismes. Ainsi, la dynamique de croissance des programmes en place jumelée aux marges de manœuvre budgétaire limitées diminuent l'éventail des choix. Le gouvernement doit également composer avec les fluctuations de la conjoncture économique qui ont aussi une incidence importante sur l'équilibre budgétaire.

Par son rôle de gardien des dépenses publiques, le Secrétariat doit constamment être à l'affût des facteurs économiques et sociaux qui pourraient affecter l'équilibre budgétaire. Le Secrétariat devra notamment s'assurer du respect des enveloppes budgétaires allouées aux ministères et aux organismes. À cet effet, le Secrétariat effectuera le suivi des dépenses et fournira des recommandations sur les mesures à prendre par le Conseil du trésor.

En matière de réduction de l'effectif, le Secrétariat devra s'assurer que l'objectif de réduction de la taille de l'État, de l'ordre de 20 % au cours des dix prochaines années, sera respecté par les ministères et les organismes.

D'autre part, les programmes de subventions ne sont actuellement pas soumis à une évaluation systématique en fonction d'objectifs préalablement établis. Ainsi, certains chevauchements constatés entre les programmes de subventions se sont traduits par un accroissement indu des coûts d'intervention de l'État. En vue de répondre à cette problématique, le Secrétariat introduira un cadre de gestion dans lequel tous les programmes de subventions seront soumis à un examen triennal basé sur une évaluation des résultats obtenus.

En ce qui concerne les investissements, les nombreuses immobilisations contractées par l'État font en sorte que l'endettement élevé de l'État constitue une préoccupation constante. Il est nécessaire de poursuivre les investissements en immobilisations de manière à maintenir la qualité des actifs tout en réduisant la pression sur les dépenses publiques et en limitant l'endettement du secteur public. Le Secrétariat, en consultation avec les ministères concernés, élaborera une politique à l'égard des immobilisations qui tiendra compte de l'endettement de l'État et des besoins de renouvellement des actifs.

Enjeux : Le respect de la politique budgétaire

LA MUTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Contexte : Le vieillissement de l'effectif de la fonction publique et les départs anticipés

Le vieillissement de la population observé depuis plusieurs années touche aussi l'effectif de la fonction publique. Ainsi, au cours des dix prochaines années, 40 % du personnel et 60 % des cadres pourraient quitter leur emploi. Par ailleurs, le gouvernement mise sur l'attrition (principalement les départs à la retraite) pour réduire la taille de l'État. La cible 2004-2005 de réduction de l'effectif, fixée à 926 ETC, a été largement dépassée car la réduction a atteint 1 400 ETC. L'objectif de réduction pour l'exercice 2005-2006 est de 1 109 ETC.

Les objectifs gouvernementaux de réduction de l'effectif combinés aux nouvelles orientations en matière de modernisation de l'État exigent de revoir de façon substantielle le cadre de gestion des ressources humaines.

Pour ce faire, le Secrétariat du Conseil du trésor a élaboré un Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007 qui propose différentes initiatives, dont le développement des compétences du personnel et la préparation de la relève.

Enjeux : L'actualisation de la gestion des ressources humaines

LES RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LE SECTEUR PRIVÉ

Contexte : La demande des fournisseurs de l'État pour des règles simplifiées en matière d'octroi de contrats

Actuellement, les règles d'octroi de contrats sont différentes entre les secteurs public et parapublic. Tel qu'inscrit dans le Plan de modernisation, cette absence d'harmonisation a un coût. Les entreprises doivent composer avec un grand nombre de normes variant d'un contrat à l'autre selon l'interlocuteur.

De plus, l'État ne bénéficie pas de la mise en commun des regroupements d'achats en place dans le secteur public et dans le secteur parapublic.

Des efforts devront être consentis afin d'uniformiser les règles d'octroi de contrats qui sont différentes dans le secteur public (ministères et organismes) et dans le secteur parapublic (santé, éducation, municipalités). Lors de la révision de ce cadre légal, le Secrétariat devra promouvoir le décloisonnement des regroupements d'achat entre les secteurs public et parapublic en vue de bénéficier d'économies d'échelle substantielles.

Le Secrétariat procédera aux consultations nécessaires afin de définir l'approche à privilégier dans le dossier et de pouvoir préparer le cas échéant, selon le résultat de ces consultations, un projet de loi répondant aux objectifs énoncés.

Enjeux : L'optimisation des relations avec le secteur privé
--

LA CAPACITÉ DE L'ÉTAT À SE RENOUVELER ET À S'ADAPTER

Contexte : La multiplicité des organismes publics et le bilan de la Loi sur l'administration publique

L'État doit faire preuve d'une grande capacité d'adaptation pour répondre aux besoins de la société québécoise qui elle évolue rapidement. Cette capacité d'adaptation doit se refléter, entre autres, dans le renouvellement des structures et dans la mise à jour du cadre légal qui régit l'administration publique.

Au cours des dernières années, de nombreux organismes ont vu le jour venant gonfler ainsi la taille de l'État. Dans certains cas, des services similaires sont offerts par deux organismes ou plus.

Par ailleurs, tel que prescrit par l'article 253 de la Loi sur l'administration publique, la présidente du Conseil du trésor doit, au plus tard le 1^{er} octobre 2005, faire rapport au gouvernement sur la mise en œuvre de la présente loi et sur l'opportunité, le cas échéant, de la modifier.

Le Secrétariat est responsable d'examiner chacun des 188 organismes publics ciblés et de recommander, s'il y a lieu, la pertinence de les maintenir ou non en place. Déjà, une soixantaine d'organismes ont été analysés au cours de la période 2004-2005.

De plus, le Secrétariat sera responsable de faire évoluer la Loi sur l'administration publique et de l'adapter en tenant compte des nouvelles orientations gouvernementales.

Enjeux : L'amélioration de la performance et de la capacité d'innover de l'État
--

LA MODERNISATION DU SECRÉTARIAT

Contexte : Les façons de faire à revoir en fonction de la modernisation de l'État

Pour répondre aux impératifs de la modernisation de l'État, le Secrétariat devra revoir ses façons de faire et concentrera son action sur son rôle de soutien à la gouverne et de conseiller auprès du Conseil du trésor.

En matière de technologies de l'information, le Secrétariat devra simplifier ses processus d'affaires, notamment dans les domaines des ressources financières et matérielles. Pour ce faire, le nouveau système gouvernemental de gestion des ressources sera implanté en premier lieu au Secrétariat.

Tous ces changements auront un impact majeur sur le personnel de l'organisation. De plus, les départs à la retraite représentent une perte d'expertise dans certains domaines spécialisés. Afin de relever ces défis, le Secrétariat se dotera d'une planification de la main-d'œuvre lui permettant de redéployer ses employés là où sont les nouveaux besoins tout en assurant le renouvellement et la représentativité de sa main-d'œuvre.

Enjeux : La modernisation au Secrétariat du Conseil du trésor
--

3. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES POUR 2005-2006

Le Secrétariat du Conseil du trésor a retenu cinq orientations stratégiques qui découlent de son plan stratégique 2005-2007 :

- Assurer une gestion plus rigoureuse des dépenses et de l'effectif ;
- Assurer l'implantation du plan de gestion des ressources humaines ;
- Moderniser le cadre de relations entre l'État et le secteur privé ;
- Réviser les structures en vue de les simplifier et de les recentrer ;
- Revoir les façons de faire du Secrétariat du Conseil du trésor afin de répondre aux priorités étatiques.

4. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le Conseil du trésor et son Secrétariat se situent au cœur de l'activité gouvernementale du Québec, compte tenu de leur rôle d'orientation et d'encadrement sur le plan gouvernemental et en raison de leur mandat de soutien auprès des ministères et des organismes.

Conformément à la Loi sur l'administration publique, le Conseil du trésor favorise l'adaptation continue du cadre de gestion à la situation de chaque ministère et de chaque organisme tout en mettant en œuvre les actions requises pour respecter la politique budgétaire du gouvernement. La ministre responsable de l'Administration gouvernementale agit à titre de présidente du Conseil du trésor.

Le personnel du Secrétariat du Conseil du trésor soutient la présidente dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur l'administration publique et la Loi sur la fonction publique.

Les activités du Secrétariat du Conseil du trésor sont placées sous la responsabilité du secrétaire du Conseil du trésor, qui a rang de sous-ministre. L'équipe de direction est composée des personnes suivantes :

Secrétaire	M. Luc Meunier
Secrétaires associés(es)	M ^{me} Denise Fortin M. Marcel Gilbert M. Jacques Lafrance M. Daniel Bienvenue M. Gilles Paquin
Greffier	M. Serge Martineau
Directeur général de l'administration	M. Claude Sicard

La structure administrative du Secrétariat comprend cinq grands secteurs :

Le premier secteur, soit le **Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes**, consiste à assister le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'allocation des ressources et de gestion budgétaire. À cet effet, le sous-secrétariat prépare, en collaboration avec les ministères et les organismes, le budget de dépenses qui est déposé annuellement à l'Assemblée nationale par la présidente du Conseil du trésor, effectue le suivi de l'exécution du budget de dépenses et soumet des avis au Conseil du trésor sur les demandes d'autorisation présentées par les ministères et les organismes ainsi que sur les politiques et orientations gouvernementales en matière de gestion budgétaire et financière.

Le second secteur, soit le **Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic**, élabore et propose au gouvernement des orientations et une politique globale visant les ressources humaines des secteurs public et parapublic, notamment en ce qui concerne la rémunération et les régimes collectifs. Il est également responsable d'implanter ces orientations et cette politique et d'en assurer le suivi. De plus, il assure la coordination des négociations avec les syndicats et les associations professionnelles, de même que les consultations auprès des associations de cadres dans la fonction publique, dans le réseau de l'éducation et dans celui de la santé et des services sociaux ainsi que dans les organismes gouvernementaux dont le personnel n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Le troisième secteur, à savoir le **Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique**, est responsable de contribuer à l'évolution de la gestion des ressources humaines auprès des autorités gouvernementales et ministérielles, en rendant disponibles des services d'expertise et de conseil ainsi qu'en réalisant des activités à caractère interministériel. De plus, ce sous-secrétariat représente l'employeur en matière de relations de travail lors de la négociation des conventions collectives pour le personnel nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique, de l'établissement des conditions de travail et du règlement de griefs.

Quant au quatrième secteur, à savoir le **Sous-secrétariat aux marchés publics**, il assure un encadrement (règlements, guides et directives) à la gestion des biens et services et gère le Fichier des fournisseurs du gouvernement. Il participe également à la négociation et au suivi des accords de libéralisation des marchés publics.

Le cinquième secteur, le **Sous-secrétariat à la modernisation de l'État**, a pour mandat de coordonner, en concertation avec tous les intervenants concernés, l'ensemble des travaux de modernisation. De plus, il collabore avec les ministères et les organismes à la mise en œuvre du cadre de gestion de l'administration publique et fournit des services de soutien en la matière.

Ces sous-secrétariats sont soutenus par le dernier secteur, nommé **Direction et administration**, qui regroupe le Bureau du secrétaire du Conseil du trésor, le Greffe et la Direction générale de l'administration. En plus de diriger et coordonner les activités du Secrétariat, ce secteur offre appui et soutien au Conseil du trésor.

5. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

EFFECTIF

L'effectif alloué au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » pour l'exercice 2005-2006 s'établit à 661 équivalents à temps complet ou ETC, selon les données présentées au Livre des crédits. L'effectif de la Commission de la fonction publique s'établit à 38 ETC, alors que celui du Secrétariat du Conseil du trésor sera de 623 (tableau I).

L'effectif total consenti au programme 1 est de 623 ETC (tableau II). L'effectif alloué à l'élément 01 pour le soutien au Conseil du trésor est de 452 ETC. De plus, les « Fonctions gouvernementales » (élément 2) nécessiteront 171 ETC dont 48 pour la mise en œuvre du Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées, 31 pour les concours de recrutement public et scolaire, 59 pour la Direction de la dotation et des bureaux régionaux, alors que les 33 autres sont réservés pour la coordination et le soutien à la gestion des ressources.

Quant au personnel de l'Agence des partenariats public-privé, (élément 6), il n'est pas nommé en vertu de la Loi sur la fonction publique.

L'effectif alloué au programme 2 est de 38 ETC pour la Commission de la fonction publique.

PROGRAMME 1 : SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement, de soutien et de coordination à la gestion des ressources. Ce programme pourvoit aussi aux contributions du gouvernement à titre d'employeur ainsi qu'au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996. Finalement, ce programme inclut une provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.

De 2004-2005 à 2005-2006, le budget de dépenses de ce programme augmente de 2,7 M\$ pour s'établir à 119,2 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à un montant supplémentaire de 5 M\$ accordé pour le Plan gouvernemental de gestion des ressources humaines qui vise notamment à favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre et en assurer la représentativité. En contrepartie, les sommes accordées aux fonds dédiés aux sinistres et aux contributions de l'employeur sont en diminution.

PROGRAMME 2 : COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de produire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emploi aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

PROGRAMME 3 : RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

Ce programme regroupe des dépenses de 300 M\$ pour les régimes de retraite des juges et des employés des ministères et organismes budgétaires ainsi que de 4,4 M\$ pour les assurances collectives sur la vie des employés des secteurs public et parapublic. Les dépenses du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ainsi que du Régime de retraite des enseignants (RRE) des employés des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux se retrouvent dans les budgets des ministères concernés. Par ailleurs, le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN) est inclus au budget de dépenses de l'Assemblée nationale.

La hausse de 0,5 M\$ par rapport à 2004-2005 s'explique exclusivement par les régimes de retraite. Cette faible hausse est attribuable à la baisse anticipée de l'effectif dans la fonction publique.

PROGRAMME 4 : FONDS DE SUPPLÉANCE

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses additionnelles encourues dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux. Le total des dépenses affectées à ce programme en 2005-2006 s'élève à 381 M\$.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements du Secrétariat se compose principalement d'une provision de 375,1 M\$ au titre de la supercatégorie « Prêts, placements et avances » se situant au programme 4 Fonds de suppléance. Cette provision a pour but de pourvoir aux besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes, à la condition que les sommes ajoutées soient remboursées à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice. Cette provision n'a pas pour effet de modifier la prévision de dépenses.

FONDS SPÉCIAUX

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

Les investissements prévus visent le maintien des infrastructures du réseau et du parc bureautique. De plus, des efforts additionnels seront consentis pour le développement de systèmes d'information et d'outils de gestion. Il est prévu également d'investir dans la relève de certains systèmes existants. Les revenus du Fonds sont prévus au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ».

FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES

Ce fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues en juillet 1996, principalement dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Le Fonds est également affecté au financement du programme de reconstruction et de relance économique des régions concernées.

Un des objectifs visés par la mise en place du Fonds consiste à rassembler l'ensemble des coûts reliés au sinistre afin de faciliter la production, par le ministère de la Sécurité publique, des demandes d'avances et des réclamations au gouvernement du Canada pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

En regard des dépenses prévues pour 2005-2006, la contribution du gouvernement du Canada est estimée à 0,3 M\$ (0,6 M\$ en 2004-2005), alors que les autres

dépenses, soit 3 M\$ (1,9 M\$ en 2004-2005) sont assumées à même les crédits inscrits au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ». Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds. Par ailleurs, le montant indiqué pour l'investissement, soit 32 M\$ (6,3 M\$ en 2004-2005), concerne la réalisation de l'aménagement d'infrastructures visant à régulariser les crues du bassin versant du Lac Kénogami ainsi que la première phase de mise en place du système amélioré de gestion prévisionnelle.

Depuis l'exercice 1996-1997, les dépenses comptabilisées au Fonds totalisent 491,6 M\$. La part assumée par le gouvernement du Québec est de 143,9 M\$, alors que celle du gouvernement du Canada est de 347,7 M\$.

FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS

Le Fonds relatif à la tempête de verglas permet de rassembler les informations reliées à ce sinistre survenu du 5 au 9 janvier 1998, touchant plus spécifiquement les régions de la Montérégie et de Montréal. Il facilite également la production des demandes d'avances et des réclamations de remboursements présentées par le ministère de la Sécurité publique au gouvernement fédéral pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

Les dépenses remboursables par le gouvernement fédéral sont comptabilisées distinctement dans un compte à fin déterminée. Ce compte permet le dépôt des sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Canada au regard du sinistre.

Pour le gouvernement du Québec, l'affectation budgétaire provient en partie du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, soit 24,4 M\$ par année jusqu'à l'exercice 2014-2015. Cette affectation vise à répondre à l'engagement du gouvernement du Québec à verser annuellement à Hydro-Québec une compensation pour le rétablissement du réseau. Les sommes se rapportant aux autres dépenses imputées au Fonds, soit 2,9 M\$ pour 2005-2006 et 1,6 M\$ pour 2004-2005, sont prévues au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ». Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds.

Depuis l'exercice 1997-1998, les dépenses comptabilisées au Fonds totalisent 1 139,2 M\$. De ce total, un montant de 547,4 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 591,8 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.

6. COMPOSITION DU CONSEIL DU TRÉSOR

MEMBRES DU CONSEIL DU TRÉSOR

Monique Jérôme-Forget
Présidente du Conseil du trésor
Ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Monique Gagnon-Tremblay,
Vice-présidente du Conseil du trésor
Ministre des Relations internationales
Ministre responsable de la Francophonie
Ministre responsable de la région de l'Estrie

Yvon Marcoux
Ministre de la Justice

Yvon Vallières
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Michel Després
Ministre des Transports
Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

TABLEAU I

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

VENTILATION DES RESSOURCES* (000,0 \$)			
	CRÉDITS À VOTER	EFFECTIFS RÉGULIERS	EFFECTIFS TOTAUX
PROGRAMME 01			
ÉLÉMENT 01 : SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR			
DIRECTION	3 247,8	28	28
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	19 812,2	107	107
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	4 251,9	61	61
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	3 447,4	55	55
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL - SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	4 495,2	59	59
SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	7 263,6	111	111
SOUS-SECRÉTARIAT À LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT	3 050,0	31	31
SOUS-TOTAL ÉLÉMENT 01	45 568,1	452	452
ÉLÉMENT 02 : FONCTIONS GOUVERNEMENTALES	13 237,5	79	171
ÉLÉMENT 03 : CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR	53 658,6		
ÉLÉMENT 04 : FONDS DÉDIÉS AUX SINISTRES	5 870,0		
ÉLÉMENT 05 : PROVISION POUR CESSIION DE BIENS ENTRE MINISTÈRES ET ORGANISMES	100,0		
ÉLÉMENT 06 : AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ	1 500,0		
MOINS : Crédits permanents	(1 509,6)		
Report de crédits de 2004-2005	(1 541,3)		
Crédits votés le 22 mars 2005	(28 256,2)		
TOTAL PROGRAMME 01	88 627,1	531	623
PROGRAMME 04 : FONDS DE SUPPLÉANCE	756 001,9		
MOINS : Crédits votés le 22 mars 2005	(124 639,9)		
TOTAL PROGRAMME 04	631 362,0		
GRAND TOTAL	719 989,1	531	623

* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU II

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

VENTILATION DES RESSOURCES* (000,0 \$)				
	CRÉDITS COMPARATIFS 2004-2005	CRÉDITS À VOTER 2005-2006	EFFECTIFS COMPARATIFS 2004-2005	EFFECTIFS À VOTER 2005-2006
PROGRAMME 01				
ÉLÉMENT 01 : SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR				
DIRECTION	3 024,9	3 247,8	26	28
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	19 024,5	19 812,2	106	107
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	4 731,5	4 251,9	70	61
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	3 583,1	3 447,4	58	55
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL - SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	4 582,6	4 495,2	62	59
SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	7 554,1	7 263,6	113	111
SOUS-SECRÉTARIAT À LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT	3 049,4	3 050,0	31	31
SOUS-TOTAL ÉLÉMENT 01	45 550,1	45 568,1	466	452
ÉLÉMENT 02 : FONCTIONS GOUVERNEMENTALES	7 793,5	13 237,5	172	171
ÉLÉMENT 03 : CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR	54 380,0	53 658,6		
ÉLÉMENT 04 : FONDS DÉDIÉS AUX SINISTRES	8 855,7	5 870,0		
ÉLÉMENT 05 : PROVISION POUR CESSIION DE BIENS ENTRE MINISTÈRES ET ORGANISMES	100,0	100,0		
ÉLÉMENT 06 : AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ	528,5	1 500,0		
MOINS : Crédits permanents	(9,6)	(1 509,6)		
Report de crédits de 2004-2005	(1 685,8)	(1 541,3)		
Crédits votés le 22 mars 2005		(28 256,2)		
TOTAL PROGRAMME 01	115 512,4	88 627,1	638	623
PROGRAMME 04 : FONDS DE SUPPLÉANCE	465 346,8	756 001,9		
MOINS : Crédits votés le 22 mars 2005	0,0	(124 639,9)		
TOTAL PROGRAMME 04	465 346,8	631 362,0		
GRAND TOTAL	580 859,2	719 989,1	638	623

* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABEAU III

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DE 2004-2005 À 2005-2006) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2004-2005	PRÉVISIONS 2005-2006
Revenus	1 353,7	1 443,0
Dépenses		
Fonctionnement	50,0	32,0
Amortissement des actifs informationnels	1 209,0	1 205,9
Intérêts	<u>94,7</u>	<u>205,1</u>
	1 353,7	1 443,0
Résultats	0,0	0,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU IV

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES (DE 2004-2005 À 2005-2006) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2004-2005	PRÉVISIONS 2005-2006
Revenus		
Affectation de crédits par le ministère responsable	1 889,5	2 970,0
Autres revenus	<u>620,0</u>	<u>310,0</u>
SOUS-TOTAL	2 509,5	3 280,0
Dépenses		
Ministère de l'Environnement	425,0	200,0
Ministère des Transports	100,0	250,0
Ministère de la Sécurité publique	650,0	125,0
Autres ministères	<u>44,5</u>	<u>45,0</u>
	1 219,5	620,0
Intérêts	<u>1 290,0</u>	<u>2 660,0</u>
SOUS-TOTAL	2 509,5	3 280,0
Résultats	0,0	0,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABEAU V

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS (DE 2004-2005 À 2005-2006) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2004-2005	PRÉVISIONS 2005-2006
Revenus		
Affectation de crédits par les ministères responsables	25 999,0	27 300,0
SOUS-TOTAL	25 999,0	27 300,0
Dépenses		
Programmes d'assistance financière		
- Hydro-Québec	24 400,0	24 400,0
- Autres dépenses	50,0	50,0
- Ajustement 2003-2004	-451,0	
	23 999,0	24 450,0
Intérêts	2 000,0	2 850,0
SOUS-TOTAL	25 999,0	27 300,0
Résultats	0,0	0,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux	Page
1	Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006 compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005	1
2	Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone	3
3	Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) <ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution 	5
4	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2004 <ul style="list-style-type: none"> - endroits et date de départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coût; - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés 	9
5	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none"> - la liste des ententes signées et/ou annoncées; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; - les investissements annoncés 	25
6	Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger	27
7	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense 	29
8	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : <ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat 	37
9	Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme : <ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat; - copie du contrat 	39

#	Demandes de renseignements généraux	Page
10	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le montant et le résultat (rapport ou document final); - le coût - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions 	45
11	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions 	97
12	<p>Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005 de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec 	99
13	<p>Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005 de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec 	101
14	<p>Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme 	103
15	<p>À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...):</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique 	105

#	Demandes de renseignements généraux	Page
16	Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1 ^{er} avril 2002 : <ul style="list-style-type: none"> - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années 	111
17	Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail 	151
18	Liste des baux auxquels la Société immobilière du Québec a mis fin en 2004-2005, et prévisions 2005-2006	153
19	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles : <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire et/ou le nom de la firme 	155
20	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour	157
21	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} avril 2004 en indiquant pour chaque individu : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2004; - le nombre total d'employés au cabinet - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i> 	159

#	Demandes de renseignements généraux	Page
22	Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : - le nom de l'organisme ou de la personne concerné; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat	167
23	La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008	177
24	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant : - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - la prévision 2005-2006 et 2006-2007	179
25	Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005	185
26	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels	187
27	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu	189
28	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu	191
29	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère : - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu	193
30	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régions régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite	195
31	Liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)	197
32	Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun : - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc.	203

#	Demandes de renseignements généraux	Page
33	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	217
34	Dépenses effectuées en 2004-2005 dans les technologies de l'information : <ul style="list-style-type: none"> - téléphonie; - matériel informatique; - logiciels; - programmation; - formation 	219
35	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale	221
36	Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats	223
37	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats	225
38	Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués	227
39	Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement	229
40	Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail	231
41	Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006	233
42	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique	235
43	Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques	237
44	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : <ul style="list-style-type: none"> - liste; - mandats; - contrats; - résultat du travail effectué; - échéances prévues; - sommes impliquées 	239
45	Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions	241
46	Les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues	243

#	Demandes de renseignements généraux	Page
47	Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel	245
48	Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel	247
49	Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2004-2005 - nombre de refus; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours	249
50	Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : - coûts; - nombre de ressources affectées; - nombre de rencontres; - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre	251
51	Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005	253
52	Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles	255
53	Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles	257
54	Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc...)est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées	259
55	Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005	261
56	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires	263

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 1 COMPARAISON PAR POSTE BUDGÉTAIRE ENTRE LES CRÉDITS 2004-2005 ET 2005-2006		
PROGRAMME : 01		
CRÉDITS 2004-2005 (000,0 \$) 130 426,8	CRÉDITS 2005-2006 (000,0 \$) 119 934,2	ÉCART (000,0 \$) (10 492,6)
EXPLICATION DE L'ÉCART		
- Diminution du report de crédits		(673,0)
- Transferts d'effectifs avec d'autres ministères et organismes		313,3
- Transfert du solde de l'élément 01 du programme 2 de 2004-2005 à l'élément 01 du programme 1 de 2005-2006		1 315,1
- Transfert au portefeuille « Services gouvernementaux » de la Direction générale des Acquisitions et d'une portion de l'administration		(13 451,6)
- Ajout budgétaire pour le plan gouvernemental de gestion des ressources humaines		5 000,0
- Ajout budgétaire pour la création de l'Agence des partenariats public-privé		1 000,0
- Mesures d'équilibre au budget de dépenses		(3 996,4)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 1 COMPARAISON PAR POSTE BUDGÉTAIRE ENTRE LES CRÉDITS 2004-2005 ET 2005-2006		
PROGRAMME : 02		
CRÉDITS 2004-2005 (000,0 \$) 34 546,1	CRÉDITS 2005-2006 (000,0 \$) 0,0	ÉCART (000,0 \$) (34 546,1)
EXPLICATION DE L'ÉCART		
- Diminution du report de crédits de 2003-2004 à 2004-2005		(205,7)
- Transfert d'effectifs avec d'autres ministères et organismes		384,1
- Transfert au portefeuille « Services gouvernementaux » du Sous-secrétariat à l'inforoute et aux ressources informationnelles (élément 1 en 2004-2005)		(10 209,4)
- Transfert au portefeuille « Services gouvernementaux » de la Provision pour projets reliés au gouvernement en ligne (élément 2 en 2004-2005)		(23 200,0)
- Transfert du solde de l'élément 01 du programme 2 de 2004-2005 à l'élément 01 du programme 1 de 2005-2006		(1 315,1)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 2
ORGANIGRAMME

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

)

)

4

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Le point sur (octobre 2004) portant sur la gestion de la carrière et le développement des compétences des gestionnaires de l'État	5 500	460,00	Différents ministères et organismes	Impression Stampa
Le point sur (novembre 2004) portant sur le concours interministériel de promotion - cadres IV	5 500	460,00	Différents ministères et organismes	Impression Stampa
Le point sur (février 2005) portant sur le Centre québécois de leadership	5 500	460,00	Différents ministères et organismes	Impression Stampa
Bulletin « Échange » : Des concepts étonnants pour une gestion renouvelée - juin 2004	6 000	1 736,00	Administrateurs d'État, cadres, CGRH, bibliothèques, abonnés	Imprimerie Le Renouveau inc.
Bulletin « Échange » : Notre rapport au temps - décembre 2004	6 000	2 308,00	Administrateurs d'État, cadres, CGRH, bibliothèques, abonnés	K Impressions
« La réintégration au travail à la suite d'un problème de santé mentale », publication produite dans le cadre de la recherche du Centre d'expertise en gestion des ressources humaines intitulée : La réintégration au travail à la suite d'un problème de santé mentale	68 600	2 274,97	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Directeurs des ressources humaines ➤ Membres du comité clientèle et des comités du Centre d'expertise en gestion des ressources humaines ➤ Sur demande, des copies additionnelles aux directions des ressources humaines 	Reprographie gouvernementale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
« Vieillissement de la main-d'œuvre, rapports intergénérationnels et pratiques de gestion », publication produite dans le cadre de la recherche du Centre d'expertise en gestion des ressources humaines intitulée : Vieillissement de la main-d'œuvre, rapports intergénérationnels et pratiques de gestion	27 200	794,00	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Directeurs des ressources humaines ➤ Membres du comité clientèle et des comités du Centre d'expertise en gestion des ressources humaines ➤ Sur demande, des copies additionnelles aux directions des ressources humaines 	Les copies de la Capitale inc.
« Guide d'éthique organisationnelle », publication produite dans le cadre de la recherche du Centre d'expertise en gestion des ressources humaines intitulée : Raisonnement éthique dans un contexte de marge de manœuvre accrue	50 880	1 475,50	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Directeurs des ressources humaines ➤ Membres du comité clientèle et des comités du Centre d'expertise en gestion des ressources humaines ➤ Sur demande, des copies additionnelles aux directions des ressources humaines ➤ Membres du réseau des répondants en éthique 	Reprographie gouvernementale

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
L'Explorateur	9 235	3 688,75	Personnel du Secrétariat du Conseil du trésor	Imprimerie Olympique et Imprimerie Le Renouveau
Revue de presse	24 420	97 686,00	Personnel du Secrétariat du Conseil du trésor	Reprographie gouvernementale
Rapport annuel de gestion 2003-2004	800	4 644,18	Personnel de la fonction publique et membres de l'Assemblée nationale	CopieXpress
Rapport de la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'administration gouvernementale sur l'application de la loi sur l'administration publique 2003-2004	600	2 296,54	Personnel de la fonction publique et membres de l'Assemblée nationale	CopieXpress
Budget de dépenses 2004-2005	2 500	60 915,52	Personnel de la fonction publique et membres de l'Assemblée nationale	Reprographie gouvernementale

()

()

8

()

()

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la ministre					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
JÉRÔME-FORGET, Monique	Présidente du Conseil du trésor	Merrickville Ontario	Participation à la conférence « Women Leader's Canadian Conference » organisée par le Conference Board du Canada	4 au 6 juin 2004	2 429,78
LAMOUREUX, Jean-Sébastien	Directeur de Cabinet	Londres Angleterre et Dublin Irlande	Participation à une mission dans le cadre des partenariats public-privé	11 au 19 septembre 2004	4 535,16
JÉRÔME-FORGET, Monique	Présidente du Conseil du trésor	Vancouver Colombie-Britannique	Participation à une rencontre fédérale-provinciale-territoriale concernant l'organisation des services administratifs en soutien aux ministères et organismes du secteur public	14 au 17 octobre 2004	3 880,72



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire et autres unités administratives					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BÉRUBÉ, Mishèle	Directrice du Comité des responsables de la vérification interne	Victoria Colombie-Britannique	Participation à un forum organisé par la Fondation canadienne pour la vérification intégrée sous le thème « La vérification interne - Assurer sa valeur grâce à une gouverne et à une reddition de comptes efficaces »	2 au 9 octobre 2004	1 425,15

)

)

)

)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
FALARDEAU, Simon-Pierre	Directeur des politiques et des opérations financières	Regina Saskatchewan	Participation à la 23 ^e Conférence intergouvernementale annuelle sur le budget	17 au 21 août 2004	1 555,18
PAQUIN, Gilles	Secrétaire associé	Paris France	Participation à une rencontre organisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques portant sur les besoins globaux en infrastructures et sur le rôle de public et du privé par rapport à cet enjeu	28 septembre au 6 octobre 2004	3 908,12
PAQUIN, Gilles	Secrétaire associé	Philadelphie Pennsylvanie États-Unis	Participation au congrès de l'« American economic association »	6 au 9 janvier 2005	1 298,23



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
HIVON, Chantal	Conseillère en gestion des ressources humaines	Toronto Ontario	Participation à un atelier de travail ayant pour but de définir un agenda de recherche complet destiné à orienter au plan canadien les projets et les actions des intervenants concernés en matière de santé mentale et de travail	27 au 29 avril 2004	815,13
PAQUET, France	Responsable de l'accès à l'égalité	Saratov Russie	Participation à un séminaire dont les besoins et intérêts ont été élaborés par l'Académie régionale de la fonction publique de Saratov pour y présenter le volet « accès à l'égalité » FRAIS ASSUMÉS PAR L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET PAR L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	1 ^{er} au 16 juillet 2004	
TESSIER, Bernard-M.	Conseiller en développement	Toronto Ontario	Participation à une rencontre de représentants du Conseil du trésor de l'Ontario en vue de préciser les termes d'une entente bilatérale favorisant les échanges de fonctionnaires entre les deux provinces dans une perspective de collaboration et de développement du personnel impliqué	15 au 16 septembre 2004	1 528,90
BOLDUC, Catherine	Chef d'équipe	Toronto Ontario	Participation à l'« Interjurisdictionnal Human Resources Conference »,	21 au 24 septembre 2004	1 470,75

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BARCELO, Sylvie	Secrétaire associée au personnel de la fonction publique	Halifax Nouvelle-Écosse	Participation à la 41 ^e conférence annuelle des responsables de fonction publique des provinces canadiennes et territoires	26 au 28 septembre 2004	1 212,93
BAZINET, André	Directeur	Ottawa Ontario	Participation à une rencontre organisée avec des responsables de la Commission de la fonction publique fédérale afin d'approfondir les aspects de la dotation fédérale en regard avec le Plan de gestion des ressources humaines	13 au 14 mars 2005	935,93
GAUTHIER, Martine	Conseillère en politiques de personnel				

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LAPOINTE, Marcel	Chef du Service d'analyse, de recherche et comparaison de marché	Toronto Ontario	Participation à l'« Interjurisdictionnal Human Resources Conference »	21 au 24 septembre 2004	2 754,61
NEVEU, Michelle	Conseillère en gestion des ressources humaines				
GAUTHIER, Dominique	Directrice des politiques de rémunération et de conditions de travail	Toronto Ontario	Participation à la rencontre pour « Compensation Research Centre of The Conference Board of Canada »	14 au 15 octobre 2004	574,24

○

○

18

○

○

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BROWN, Michel	Directeur des politiques de marchés publics	Ottawa Ontario	Participation au 15 ^e atelier national annuel de la gestion du matériel	17 au 19 mai 2004	2 436,84
TURCOTTE, Lucien	Chef du Service de la réglementation en biens et services				
CORRIVEAU, Denis	Directeur des services à la gestion contractuelle	France et Belgique	Participation à une formation sur les partenariats public-privé dans le cadre des ententes entre le Québec et la France	22 au 30 mai 2004	4 350,60
SARRA-BOURNET, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics	Calgary Alberta	Participation à la Table de négociations sur les marchés publics mise sur pied pour améliorer le chapitre 5 sur les marchés publics de l'Accord sur le commerce intérieur	16 au 18 juin 2004	2 634,37
DOUTRIAUX, Bruno	Coordonnateur				
SARRA-BOURNET, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics	Vancouver Colombie-Britannique	Participation au Forum canadien des marchés publics 2004 organisé par le Conseil canadien des marchés publics	2 au 7 octobre 2004	2 795,15
LAFRANCE, Jacques	Secrétaire associé	Toronto Ontario	Réunion avec des membres du ministère du Travail de l'Ontario	1 ^{er} février 2005	1 808,41
BROWN, Michel	Directeur				
SARRA-BOURNET, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4
LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
SARRA-BOURNET, Marc	Chef du Service de la tarification et des accords sur les marchés publics	Toronto Ontario	Participation à la réunion du conseil d'administration du Conseil canadien des marchés publics	9 au 10 mars 2005	798,96

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux partenariats public-privé					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
GAGNÉ, Jocelyn L.	Conseiller	Paris France et Bruxelles Belgique	Participation à une formation sur les partenariats public-privé dans le cadre des ententes entre le Québec et la France	22 au 30 mai 2004	4 457,44
GAGNÉ, Jocelyn L.	Conseiller	Liverpool Angleterre et Irlande	Participation à une rencontre afin d'approfondir les connaissances en matière correctionnelle dans un univers de partenariat public-privé	31 mai au 4 juin 2004	3 616,82
LEFEBVRE, Pierre	Secrétaire associé	Londres Dublin	Participation à une mission dans le cadre des partenariats public-privé	11 au 19 septembre 2004	5 194,09
LEFEBVRE, Pierre	Secrétaire associé	Toronto Ontario	Participation au 12 ^e Congrès annuel du Conseil canadien des sociétés publiques-privées	21 au 23 novembre 2004	2 371,53
MACKAY, Robert	Professionnel				
COSSETTE, Robert	Professionnel	Toronto Ontario	Participation à une rencontre avec les responsables publics des services correctionnels de l'Ontario et le partenaire privé responsable de la gestion du centre carcéral de Penetanguishene dans le cadre de l'évaluation du projet de construction et d'opération d'une nouvelle prison en Montérégie en mode partenariat public-privé	1 ^{er} au 3 décembre 2004	779,87

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux partenariats public-privé					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LEFEBVRE, Pierre	Secrétaire associé	Vancouver Colombie- Britannique	Participation à une rencontre avec des exécutifs de « British-Columbia Partnerships » et des intervenants du secteur partenariat public-privé de Colombie-Britannique	3 au 9 janvier 2005	1 294,37
COSSETTE, Robert	Conseiller en partenariats d'affaires	Londres Angleterre et Paris France	Participation à la mission de la ministre de la Culture et des Communications dans le cadre des partenariats public-privé	4 au 12 février 2005	5 305,09

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4
LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
DUTIL, Jacques	Chargé des relations publiques et internationales	Paris France et Bruxelles Belgique	Participation à l'organisation de la formation sur les partenariats public-privé dans le cadre des ententes entre le Québec et la France	22 au 30 mai 2004	6 044,18
DUTIL, Jacques	Chargé des relations publiques et internationales	Londres Angleterre et Dublin Irlande	Participation à une mission dans le cadre des partenariats public-privé	11 au 19 septembre 2004	4 553,24
SAURIOL, Jocelyne	Directrice du Centre d'expertise sur la prestation de services	Winnipeg Manitoba	Participation à une rencontre du Conseil de la prestation des services du secteur public	25 au 29 septembre 2004	1 627,34
PAGÉ, Louise	Secrétaire associée à la réingénierie de l'État	Paris France	Participation à la délégation québécoise lors de la rencontre officielle de la 60 ^e Commission permanente de coopération franco-québécoise	11 au 20 mars 2005	9 220,10
DUTIL, Jacques	Chargé des affaires publiques et internationales				



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 5

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :
LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES, LES DÉTAILS DE CES ENTENTES, LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR

Le ministère des Relations internationales répondra à cette demande.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 6
SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES
ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

La réponse à cette demande est incluse dans celles transmises aux demandes générales numéros 4 et 45.

)

)

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7A LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ INCLUANT SUR INTERNET POUR 2004-2005			
NOM	DÉPENSES 2004-2005		TOTAL
	OBLIGATOIRE	MANDAT	
CABINET	—	—	—
GREFFE	—	—	—
BUREAU DU SECRÉTAIRE	—	—	—
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	—	—	—
SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	5 600	—	5 600
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL, SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	—	70	70
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	7 621	—	7 621
SOUS-SECRÉTARIAT À LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT	—	—	—
SOUS-SECRÉTARIAT AUX PARTENARIATS PUBLIC ET PRIVÉ	—	—	—
TOTAUX	13 221	70	13 291



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7B
LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ INCLUANT SUR INTERNET POUR 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction des communications

OBJECTIFS ET MOYENS

Le budget de publicité du Secrétariat du Conseil du trésor pour 2005-2006 (voir aussi l'information à la demande générale n° 5A) servira principalement à faire connaître les postes à pourvoir au sein de la fonction publique et, plus spécifiquement, au Secrétariat du Conseil du trésor. Par ailleurs, l'enveloppe publicitaire sera également utilisée pour faire connaître les produits et les services offerts par les différentes unités administratives du Secrétariat.

En 2004-2005, le Secrétariat du Conseil du trésor a utilisé, pour ses placements publicitaires, les médias écrits (quotidiens, hebdomadaires, et, à l'occasion, revues spécialisées).

AGENCE DE COORDINATION

Le Secrétariat du Conseil du trésor réalise ses placements-médias par l'entremise d'une agence de coordination, et ce, conformément à la Directive concernant les campagnes de publicité et les services de placement-média. Cette réglementation s'applique aux ministères et organismes dont les crédits sont votés, en tout ou en partie, par l'Assemblée nationale.

Cette agence, qui a été sélectionnée à la suite d'un appel d'offres public par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, est responsable de la négociation et de l'achat d'espace dans les journaux et de temps d'antenne à la radio et à la télévision pour la diffusion de campagnes gouvernementales de publicité.

PUBLICITÉ OBLIGATOIRE

Les dépenses du Secrétariat du Conseil du trésor en matière de publicité obligatoire, en 2004-2005, ont servi, comme pour les années passées, aux fins suivantes.

Recrutement (appels de candidatures)

Postes à doter dans la fonction publique et, plus spécifiquement, au Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7B
LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ INCLUANT SUR INTERNET POUR 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction des communications

Appels d'offres publics

- Appels de soumissions pour l'acquisition de biens et de services
- Information concernant la disposition de biens meubles excédentaires

Avis publics

Information aux entreprises et, parfois, au public

PUBLICITÉ PAR MANDAT

Le Secrétariat du Conseil du trésor a effectué, en 2004-2005, des dépenses de publicité pour faire connaître ses activités ainsi que les produits et services qu'il offre.

BILAN POUR 2004-2005

Publicité obligatoire

Recrutement (appels de candidatures)

5 600 \$

Appels d'offres et avis public

7 621

SOUS-TOTAL

13 221 \$

Publicité par mandat

Information relative aux produits et services du Secrétariat du Conseil du trésor

70 \$

GRAND TOTAL

13 291 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique			
DESCRIPTION	NOM DU FOURNISSEUR	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Dépliant « Les examens de la fonction publique québécoise » recrutement public (versions française et anglaise)	JB Deschamps inc.	2 221,00	Promotion des emplois offerts dans la fonction publique et tenue de concours
Brochure « Une carrière à la mesure de vos ambitions - recrutement dans la fonction publique québécoise » (versions française et anglaise)	K2 Impressions	4 412,00	Idem
Négatif du formulaire « Offre de service - recrutement public »	Service de reprographie Denis Gendron enr.	44,00	Idem
Brochure « Offre de service en matière de personnel excédentaire »	Imprimerie Le Laurentien	916,00	Idem
Cédérom - recrutement	Asystel inc.	457,30	Idem
	Contact Visuel	119,75	
Affiches « Une carrière à la mesure de vos ambitions - recrutement collégial (janvier 2005) »	Imprimerie Laurentide	731,00	Idem
Affiche « Une carrière à la mesure de vos ambitions - recrutement collégial (août 2004) »	Imprimerie Litho	695,00	Idem

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique			
DESCRIPTION	NOM DU FOURNISSEUR	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Brochure « Appels de candidatures - recrutement universitaire » (versions française et anglaise)	Imprimerie Litho Jill Leslie Golberg (traduction - version anglaise)	7 185,00 887,60	Idem
Formulaire « Offre de service - recrutement étudiant »	Imprimerie Moderne	2 760,00	Idem
Brochure « Appels de candidatures - recrutement collégial » (versions française et anglaise)	JB Deschamps Inc.	4 922,75	Idem
Brochure « Le recrutement dans la fonction publique québécoise - recrutement étudiant » (versions française et anglaise)	K2 Impressions	2 580,00	Idem

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État			
DESCRIPTION	NOM DU FOURNISSEUR	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Livre : Québec, trésor d'Amérique	Les Éditions du Chien Rouge	199,00	Remercier des collaborateurs français pour leur participation à nos activités



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8 LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État		
NOM	MONTANT	OBJET
SOM	14 950,00	Validation des données permettant la mesure des indicateurs des relations État-citoyens, notamment au moyen de groupes de discussion

0

0

38

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 9 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics		
NOM	MONTANT	OBJET
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	8 000,00	Analyse externe des méthodes proposées par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Société immobilière du Québec dans le cadre de la révision de la réglementation



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 9 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux partenariats public-privé		
NOM	MONTANT	OBJET
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	24 500,00	Synthèse critique d'expériences significatives de partenariats public-privé dans les domaines des infrastructures de traitement et de distribution de l'eau potable et de traitement des eaux usées et de l'opération, de la réfection et de la construction de routes
Price Waterhouse Coopers S.R.L.	24 700,00	Réaliser une étude visant à examiner les possibilités d'un partenariat public-privé pour l'exploitation de l'hôtel d'application de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 9 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État		
NOM	MONTANT	OBJET
Price Waterhouse Coopers S.R.L.	24 700,00	Explorer des modèles de financement des infrastructures d'eau



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de la ministre et présidente du Conseil du trésor						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Buffet Il Gabbiano	Fournisseur			X		1 800,00
Club Richelieu LaSalle inc.	OSBL				X	2 000,00
Club voyages Claire Champoux	Fournisseur			X		3 574,22
Lord, Michel	Fournisseur				X	4 500,00
The Conference Board of Canada	Fournisseur				X	2 000,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire et autres unités administratives

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Actualisation	Fournisseur				X	Conférence dans le cadre du Forum des jeunes	4 700,00
Ambition Groupe	Fournisseur				X	Préparation à une conférence sur «Comment développer son INTRAPRENEURSHIP»	1 500,00
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Fournisseur				X	Publicité dans Le Journal de l'Association des employés du gouvernement du Québec	1 320,00
Bélanger, Emily	Fournisseur				X	Directrice artistique de la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 250,00
Bélanger, Emily	Fournisseur				X	Conception des décors pour Chantraide 2004	1 500,00
Bernadet, Henry	Fournisseur				X	Réalisateur de la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	3 000,00
Boisvert, Yves	Fournisseur				X	Analyse et conseils en éthique appliquée dans le dossier des retenues à la source	2 000,00
Bourque, Karine	Fournisseur				X	Coordonner l'élaboration du plan triennal 2005-2008 du Forum des jeunes	8 000,00
Campagna, Mathieu	Fournisseur				X	Musique et enregistrement pour la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 150,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire et autres unités administratives

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Contact visuel	Fournisseur				X	Reproduction de la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 262,50
Contact visuel	Fournisseur				X	Reproduction de la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 535,00
Contact visuel	Fournisseur				X	Reproduction de la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 795,15
Delta Québec	Fournisseur			X		Location de salle dans le cadre du colloque pour le Forum des jeunes	1 068,75
Deschênes, Vincent	Fournisseur				X	Assistant à la réalisation de la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 000,00
Formules d'affaires modernes ltée	Fournisseur			X		Réimpression de pièces de communication pour la campagne 2004	4 142,22
Hôtel Palace Royal	Fournisseur			X		Location de salle pour une réunion du Forum des jeunes	1 013,21
Hôtel Plaza Québec	Fournisseur			X		Location de salle dans le cadre du colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	5 904,12
Imprimerie Bourg Royal	Fournisseur			X		Impression du rapport annuel du comité des responsables de la vérification interne	1 229,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire et autres unités administratives						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Imprimerie Nicober inc.	Fournisseur			X		1 442,00
Imprimerie Provinciale	Fournisseur			X		14 220,00
La conférence de Montréal	Fournisseur				X	2 000,00
Mill, Marie-Andrée	Fournisseur				X	1 550,01
Mirage 3DFX	Fournisseur				X	1 595,00
Olivier, Anne-Marie	Fournisseur				X	2 000,00
Ose desing inc.	Fournisseur				X	1 200,00
Paradis, Sonia Communication Design	Fournisseur				X	21 761,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire et autres unités administratives

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approuv- sionement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Perreault, François	Fournisseur				X	Montage et mixage sonore pour la vidéocassette de sensibilisation Centraide 2004	1 700,00
Savard, Manon	Fournisseur				X	Collaborer à l'effort de coordination des travaux du Forum des jeunes au cours de la période estivale pour assurer le suivi de certains dossiers pour le Conseil d'administration	1 068,48
Servant, Patrice	Fournisseur				X	Fournir des services de communication à l'égard des négociations	24 500,00
Services conseils Parhon inc.	Fournisseur				X	Accompagnement à l'implantation d'une démarche d'éthique organisationnelle	23 000,00
Siel Imprimerie	Fournisseur			X		Impression de pièces de communication pour la campagne 2004	1 170,00
Siel Imprimerie	Fournisseur			X		Impression de pièces de communication pour la campagne 2004	16 185,00
Verreault, Myriam	Fournisseur				X	Réalisation, recherche et montage de 8 clips sur la modernisation «Chantraide»	4 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10							
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction de la vérification interne							
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
AMJ Campbell (Québec)	Fournisseur			X		Déménagement d'un employé	2 859,29
Ordre des comptables agréés du Québec	OSBL				X	Frais d'inscription pour la formation continue	1 695,00

○

○

52

○

○

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10							
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes							
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Centre Microbur	Fournisseur				X	Correction de 18 tests «Habilités à effectuer des tâches de secrétaire, classe principale»	1 620,00
Club voyages Claire Champoux	Fournisseur			X		Billet d'avion pour Paris	1 432,77
École nationale d'administration publique (ENAP)	Organisme public ou parapublic				X	Frais de participation pour la formation sur l'appréciation par simulation (APS)	1 275,00
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	OSBL				X	Abonnement institutionnel (5 places) aux déjeuners-conférences pour la programmation 2004-2005	1 000,00
Institut de la gestion financière (IGF)	OSBL				X	Forfait de groupe (renouvellement d'adhésion) pour la programmation 2004-2005	2 960,00
Technologia formation	Fournisseur				X	Formation sur la conception de sites Web ergonomiques	5 895,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU PAR APPEL D'OFFRES

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Chevrier, Jean	Fournisseur				X	Révision de la classification	7 170,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Blanchet, Bernard C.	Fournisseur				X	Expertise conseil dans les dossiers d'assurance traitement	12 730,00
Centre de formation patronale-syndicale	Fournisseur				X	Séminaire : Éviter les erreurs disciplinaires fréquentes	1 590,00
Centre des congrès de Québec	Fournisseur			X		Location de locaux	20 354,00
Centre Louis-Jolliet	Organisme public ou parapublic			X		Location de locaux	2 760,00
CGI	Fournisseur				X	Réalisation d'une étude de positionnement de l'offre de services du secteur de l'information de gestion	22 866,07
Chevrier, Jean	Fournisseur				X	Révision de la classification	15 000,00
Club Voyages Élite	Fournisseur			X		Billet d'avion pour Rouyn-Noranda	1 110,00
Conférences-Conseils Bill Marchesin	Fournisseur				X	Frais d'inscription à la conférence	1 008,85
Conférences-Conseils Bill Marchesin	Fournisseur				X	Formation : Souriez c'est lundi	1 044,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Crête, Raymonde	Fournisseur				X	Assurer la formation de l'équipe de correcteurs afin que ceux-ci acquièrent une connaissance et une compréhension approfondies du contenu des grilles de correction de l'examen et procéder à la révision de 10 premières copies d'examen corrigées par l'équipe de correcteurs	1 500,00
Desnoyers, Gilles	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	1 020,00
Desnoyers, Gilles	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	2 766,75
Desrosiers, Jacques	Fournisseur				X	Élaboration de guides d'entrevues pour les concours du Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées	6 000,00
Dionne, Jean-Marc	Fournisseur				X	Produire un rapport d'analyse écrit portant sur l'identification de besoins d'information des membres de communautés culturelles dans le cadre des examens écrits	3 850,00
DMR conseil	Fournisseur				X	Formation portant sur les biens livrables	3 000,00
École nationale d'administration publique	Organisme public ou parapublic				X	Rencontre pour la formation de correcteurs sur l'étude de cas du Secrétariat du Conseil du trésor	1 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
École nationale d'administration publique	Organisme public ou parapublic				X	Formation : Appréciation par simulation (APS)	1 500,00
Fortin, Pierre A.	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	1 225,18
Fortin, Pierre A.	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	6 449,45
France Asselin Sténographes off.	Fournisseur				X	Services de sténographie	4 146,32
Girard, Jocelyne	Fournisseur				X	Expertise conseil dans les dossiers d'assurance traitement	6 947,10
Gosselin, Alain	Fournisseur				X	Revoir l'organisation de la fonction de gestion des ressources humaines dans la fonction publique québécoise	6 000,00
Hôtel Plaza	Fournisseur			X		Location de salle pour une session de formation portant sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre pour les ministères et organismes	1 573,08
Hôtellerie Le Boulevard	Fournisseur	X				Tenue du forum de la fonction publique en Estrie	5 636,70
Iain Gow	Fournisseur				X	Donner des avis en regard de la révision du cadre normatif (législatif et réglementaire) en gestion des ressources humaines de la fonction publique	10 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
ID & T Multimédia	Fournisseur				X	Production de la téléconférence en ligne portant le titre «Tournée en région - 2004»	5 620,00
Institut d'administration publique de Québec	OSBL				X	Commandite pour le Prix «gestion des personnes» au gala des Prix d'excellence de l'administration	15 000,00
Ladouceur, André	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	1 439,95
Lalande, Serge	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	1 112,73
Lalande, Serge	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	1 244,12
Lavery, Daniel	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	4 680,00
Lavoie, Gilles	Fournisseur				X	Arbitrage de griefs	1 360,00
Le Groupe Ressources (D.G.O.)	Fournisseur				X	Formation sur le coaching	1 130,22
Les entreprises Fletcher	Fournisseur				X	Formation : La communication orientée vers les solutions	2 550,00
L'Hôtel Québec	Fournisseur			X		Location de salle pour une session de formation portant sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre pour les ministères et organismes	1 064,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
L'Hôtel Québec	Fournisseur			X		Location de salle pour une session de formation portant sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre pour les ministères et organismes	1 346,00
L'Hôtel Québec	Fournisseur			X		Location de salle pour une session de formation portant sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre pour les ministères et organismes	1 415,00
McCarthy Tétrault	Fournisseur				X	Services juridiques pour représenter le gouvernement à la Cour	2 727,13
Palace Royal	Fournisseur			X		Location de salle pour une expérimentation de deux examens pour les cadres 4	1 975,88
Parlimage C.C.F. inc.	Fournisseur				X	Formation en communication intitulée «Faire face aux médias»	1 106,10
PGI - Pierre Gravel	Fournisseur				X	Conférence de Jean-Marc Chaput	3 000,00
Pigepro inc.	Fournisseur				X	Validation et modification des programmes SAS	8 000,00
Pouliot, L'Écuyer	Fournisseur				X	Services juridiques pour représenter le gouvernement à la Cour	1 282,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Pouliot, L'Écuyer	Fournisseur				X	Services juridiques pour représenter le gouvernement à la Cour	4 576,30
Pouliot, L'Écuyer	Fournisseur				X	Services juridiques pour représenter le gouvernement à la Cour	23 093,73
Regain	Fournisseur				X	Formation en mobilisation d'équipe	1 700,00
Rivard, Jean-François	Fournisseur				X	Produire un rapport d'analyse écrit portant sur l'identification de besoins d'information des membres de communautés culturelles dans le cadre des examens écrits	2 000,00
Solutions ERM	Fournisseur				X	Définition des besoins d'affaires en ressources humaines	22 950,00
SPB Psychologie organisationnelle	Fournisseur				X	Développer trois exemples de questions de l'examen «Habilité à répondre à des demandes de citoyens» à l'intention des candidats de la fonction publique du Québec	2 500,00
Speedware Corporation	Fournisseur				X	Formation sur le logiciel Média	3 300,00
The Conference Board of Canada	Fournisseur				X	Conférence - Nouvelles perspectives en matière de rémunération et de ressources humaines 2004	1 575,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou parapublic 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Transport Lyon inc.	Fournisseur			X		Déménagement d'un conseiller en gestion des ressources humaines à Québec	2 653,45
Trellisys Technologies inc.	Fournisseur				X	Outil et méthodes exclusives permettant de visualiser l'évolution du profil de ses ressources humaines	10 000,00
Université d'Ottawa	Organisme public ou parapublic				X	Cours d'anglais	1 620,00
Versalys	Fournisseur				X	Cours Excel intermédiaire	1 840,00

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

DEMANDE DE LIVRAISON

63

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10							
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail - secteurs public et parapublic							
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou parapublic 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Bureau du Conseil des ministres, gouvernement de l'Ontario	Autres (ministère ou organisme d'un autre gouvernement)				X	Données de rémunération, comparaisons interprovinciales	6 000,00
HEC Montréal	Organisme public ou parapublic				X	Formation : «Leadership : profil personnalisé et plan d'action»	1 147,50
Jobin, Dr Denys	Fournisseur				X	Formateur sur les lésions professionnelles des membres supérieurs (tendinite, épicondylite, tunnel carpien)	2 000,00
Les systèmes de formation et de gestion Perform inc.	Fournisseur				X	Formation : Les grands sommets du secteur public 2004 - Partenariats public-privé, comment les réussir? pour 2 participants	2 990,00
The Conference Board	Fournisseur				X	Participer aux activités d'un centre de recherche (Compensation Research Center)	20 250,00
Vigneault, Richard	Fournisseur				X	Coordination de l'information entre le ministère de l'Éducation, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le Secrétariat du Conseil du trésor et le ministère du Conseil exécutif et assurer les relations avec les médias	24 500,00

(

(

(

(

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10							
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics							
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
9102-0156 Québec inc. (Consultation Réal Jacob)	Fournisseur				X	Présentation en vidéoconférence d'une étude portant sur le concept de la communauté de pratique mise en place au Secrétariat du Conseil du trésor	1 000,00
Ayograph	Fournisseur				X	Conception graphique et infographie du guide sur les communautés de pratique élaboré par le CEFRIO	9 415,00
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	OSBL				X	Analyse externe des méthodes proposées par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Société immobilière du Québec dans le cadre de la révision de la réglementation	8 000,00
Club voyages Claire Champoux	Fournisseur			X		Billets d'avion pour Vancouver	1 093,00
École nationale d'administration publique	Organisme public ou parapublic				X	Frais de participation à une appréciation par simulation (APS)	1 275,00
École nationale d'administration publique	Organisme public ou parapublic				X	Frais de participation à la formation au cycle de réflexion et d'information destinée aux administrateurs d'État et aux cadres supérieurs du gouvernement	2 250,00
KLMNOP Canada inc.	Fournisseur				X	Réalisation de la rédaction d'un guide sur les communautés de pratique en collaboration avec le CEFRIO	8 000,00
L'Institut canadien	Fournisseur				X	Forum québécois sur les partenariats public-privé	2 099,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
L'Institut canadien	Fournisseur				X	Forum québécois sur les partenariats public-privé 2 099,00
L'Institut canadien	Fournisseur				X	Forum québécois sur les partenariats public-privé 2 099,00
L'Institut canadien	Fournisseur				X	Forum québécois sur les partenariats public-privé 2 099,00
L'Institut canadien	Fournisseur				X	Conférence spécialisée dans le domaine de la construction 2 599,00
Voyages Paradis	Fournisseur			X		Billets d'avion pour Calgary pour 2 personnes 1 821,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux partenariats public-privé						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	OSBL				X	24 500,00
Mercier, Jean	Fournisseur				X	2 800,00
Price Waterhouse Coopers S.R.L.	Fournisseur				X	24 700,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
AGTI Services conseil inc.	Fournisseur				X	Soumettre une planification du projet de mise en œuvre du scénario de consolidation de la reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec	19 750,00
BPR	Fournisseur				X	Proposer une stratégie globale visant le financement autonome de l'entretien et de la rénovation des infrastructures reliées à l'eau et établir un plan d'action pour mettre en œuvre une telle stratégie	24 000,00
École nationale d'administration publique	Organisme public ou parapublic				X	Formation sur le processus de la planification stratégique dans les administrations publiques et la modernisation	7 165,00
Lemieux, Lyse	Fournisseur				X	Faire un relevé et une analyse des données ayant trait à la prestation des services et à la gestion de la performance	9 450,00
Mercier, Jean	Fournisseur				X	Fournir des conseils sur des composantes d'un projet de plan d'organisation administrative	1 150,00
Pelletier, Isabelle	Fournisseur				X	Montage du guide de simplification de la communication gouvernementale en vue de l'édition	1 560,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Price Waterhouse Coopers S.R.L.	Fournisseur				X	Explorer des modèles de financement des infrastructures d'eau	24 700,00
SOM	Fournisseur				X	Validation des données permettant la mesure des indicateurs des relations État-citoyens, notamment au moyen de groupes de discussion	14 950,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU PAR APPEL D'OFFRES

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Bell Canada	Fournisseur	X				Aquisition de commutateurs Cisco 2950G-EL	6 078,24
Bell Canada	Fournisseur	X				Acquisition de 10 commutateurs Cisco 2950	20 908,90
Compugen	Fournisseur	X				Acquisition de disques rigides enfichables à chaud et d'unités de stockage	12 694,00
Conseillers en gestion et informatique CGI inc	Fournisseur				X	Assistance dans la préparation de trousse d'installation automatisée du client Notes, Domino Designer et Administrator	22 900,00
Folia design	Fournisseur			X		Entretien des plantes vertes	23 410,60
Kiwi technologies inc.	Fournisseur				X	Développement et administration Lotus Notes	17 600,00
MBH, mobilier de bureau	Fournisseur	X				Système de classement sur rails	8 773,00
MCDA inc.	Fournisseur				X	Réaliser une analyse préliminaire en vue du développement d'un système de gestion du personnel en priorité de placement	23 310,00
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition de 7 disques durs 146.8 GB	5 243,00
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition de «DSRAZOR for eDirectory\NDS»	5 508,00
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition de 3 commutateurs Cisco 2950	7 958,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10						
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration						
CONTRAT CONCLU PAR APPEL D'OFFRES						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition de 5 câbles à fibres optiques et 5 adaptateurs
Nexinnovations	Fournisseur			X		Maintien des services opérationnels à l'édifice Cyrille Duquet
Nexinnovations	Fournisseur				X	Configuration et entretien d'équipements
Télus Solutions d'affaires	Fournisseur				X	Gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
1E ltd	Fournisseur				X	Support informatique pour l'installation de Right Click	8 937,50
1E ltd	Fournisseur			X		Installation du logiciel Rightclick	14 300,00
1E ltd	Fournisseur			X		Acquisition de licences du logiciel Rightclick	18 500,00
ACJ Communication	Fournisseur				X	Travaux réalisés en regard du Gouvernement en ligne - vision stratégique	1 050,00
ACJ Communication	Fournisseur				X	Conférences téléphoniques, recherche sur Internet et rédaction aux opérations de communication pour le Gouvernement en ligne	2 300,00
Alis Technologies inc.	Fournisseur				X	Traduction de deux documents de référence sur les partenariats public-privé pour la modernisation de la gestion publique	3 239,00
Anglocom	Fournisseur				X	Traduction en anglais de deux présentations PowerPoint pour le Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles du Secrétariat du Conseil du trésor	1 389,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Association des directeurs municipaux du Québec	Fournisseur			X		Location d'emplacements pour le congrès de l'association des directeurs municipaux du Québec	1 400,00
Association des cadres scolaires du Québec	Organisme public ou parapublic			X		Location d'emplacements pour le Salon de la 28 ^e Session de perfectionnement de la commission professionnelle des services de l'approvisionnement	1 145,42
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	OSBL	X				Parution d'articles dans le Journal des employés et employées du gouvernement du Québec	19 845,00
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	OSBL				X	Publicité du Secrétariat du Conseil du trésor dans le Journal des employés et employées du gouvernement du Québec	1 000,00
Asystel	Fournisseur			X		Impression d'affiches pour la campagne Centraide	1 150,00
Atelier André Lemieux inc.	Fournisseur	X				Acquisition de sérigraphies remises lors de la soirée du personnel retraité au Secrétariat du Conseil du trésor	8 460,00
Autodesk Canada	Fournisseur			X		Renouvellement du contrat de souscription pour Architectural Desktop	1 229,48

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Autodesk Canada	Fournisseur			X		Renouvellement du programme de souscription pour Architectural Desktop	1 446,44
Avance Services Réseaux	Fournisseur			X		Renouvellement du contrat d'entretien du logiciel Netscout	8 900,00
Beaumont, Hélène	Fournisseur				X	Analyser et codifier les dossiers administratifs de la direction des politiques et des opérations budgétaires	9 000,00
Bell Canada	Fournisseur			X		Maintenance CISCO WS-C6006	22 041,60
Boulay, Julien - traducteur	Fournisseur				X	Traduction du document : Citizen KSDs KPIs CFs Vses pour le gouvernement du Québec	1 551,22
Burefor inc.	Fournisseur				X	Préparation et animation d'une atelier ayant pour terme - Comment profiter de la turbulence - pour le personnel de la Direction des communications	1 000,00
Café Restaurant du Musée	Fournisseur			X		Buffet pour la soirée du personnel retraité et du personnel ayant 25 ans de service au Secrétariat du Conseil du trésor	5 575,72
Caméléon	Fournisseur				X	Conception et montage d'un dépliant pour Services Québec	1 600,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Caractéra	Fournisseur				X	Programmation standardisée en usabilité du site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor	1 500,00
Caractéra	Fournisseur			X		Production d'un CD-ROM pour la modernisation de la gestion publique	3 087,50
CCM Architectes	Fournisseur				X	Réaliser et corriger des plans d'aménagement de bureaux	9 520,00
Centre Le Décapeur A.C. inc.	Fournisseur			X		Décapage et refinition d'un mobilier de bureau	1 338,00
Charest, Rémy	Fournisseur				X	Rédaction de textes dans différents dossiers aux fins de communication	12 364,00
Comité organisateur local du Congrès GFOA - Montréal 2006	OSBL				X	Commandite de partenaires associés pour le 100 ^e Congrès annuel de la «Government Finance Officers Association»	10 000,00
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Fournisseur				X	Fournir des services conseils et/ou d'analyse en matière de gestion de projet et contribuer à la réalisation des biens livrables essentiels à la mise en œuvre du projet SAGIR	22 650,00
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Fournisseur				X	Ressources spécialisées en configuration de postes de travail	23 520,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Fournisseur				X	23 800,00
Contact visuel	Fournisseur			X		1 707,00
Contact visuel	Fournisseur			X		2 403,00
CopieXpress	Fournisseur			X		2 296,54
CopieXpress	Fournisseur			X		4 644,18
Cose inc.	Fournisseur				X	1 165,90
DMR Conseil	Fournisseur			X		2 250,00
DMR Conseil	Fournisseur	X				7 875,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvisionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
DMR Conseil	Fournisseur			X		Acquisition du parcours «Développement de sites Web légers»	8 000,00
DMR Conseil	Fournisseur				X	Entretien du système suivi des dossiers de direction (SDD)	20 000,00
DMR Conseil	Fournisseur				X	Consultation en organisation des ressources informationnelles	23 200,00
Docucom Imaging Solutions	Fournisseur			X		Contrat de maintenance sur numériseur Fujitsu	2 718,60
Dos-Ghali, Dominique	Fournisseur				X	Révision de deux documents : Rapport annuel de gestion 2003-2004 et rapport de la présidente du Conseil du trésor sur l'application de la Loi sur l'administration publique	1 540,00
Dos-Ghali, Dominique	Fournisseur				X	Révision linguistique du document - La réintégration au travail à la suite d'un problème de santé	2 170,00
Dynamiques	Fournisseur			X		Impression de 300 brochures - L'Explorateur - spécial retraités	1 013,00
Électricité Hamo inc.	Fournisseur		X			Pose de colonnettes	1 487,77

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Exactsoft	Fournisseur				X	Outils d'administration et frais d'installation V-Tools	10 000,00
Expo Contech	Fournisseur			X		Location d'emplacements au Salon Expo-Contech à Rimouski et Sherbrooke - Service du fichier	1 446,85
Expo Contech	Fournisseur			X		Location d'emplacements au Salon Expo-Contech à Québec et Montréal - Service du fichier	3 214,80
F.D. JUL inc.	Fournisseur			X		Déménagement et installation du système Montel de Place Québec à l'édifice H	1 177,77
Gilles Demers - Conseil et Formation inc.	Fournisseur				X	Expertise sur le climat organisationnel	1 361,80
Graphiscan	Fournisseur			X		Impression de 100 pochettes - Rencontre des comités conjoints	1 829,00
Groupe d'accords	Fournisseur				X	Révision du guide de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre pour la Direction de la planification, de l'évaluation et du développement des compétences pour le Secrétariat du Conseil du trésor	1 050,00
Groupe d'accords	Fournisseur				X	Révision linguistique de 9 standards informatiques pour le gouvernement du Québec	1 458,33

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
HEC Montréal	Organisme public ou parapublic				X	1 402,50
Imagina Solutions Technologiques	Fournisseur			X		1 041,93
Imagina Solutions Technologiques	Fournisseur			X		1 041,93
Imagina Solutions Technologiques	Fournisseur			X		2 875,00
Imprimerie BourgRoyal	Fournisseur			X		1 272,00
Imprimerie C.P.L. inc.	Fournisseur			X		1 260,00
Imprimerie Héon & Nadeau limitée	Fournisseur			X		2 497,20
Imprimerie Joseph Clermont inc.	Fournisseur			X		1 298,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Imprimerie Laurentide de Québec inc.	Fournisseur			X		Impression de 2 000 couvertures pour le Gouvernement en ligne	1 725,00
Imprimerie le Laurentien	Fournisseur			X		Impression de 2 000 brochures - Encan Québec (printemps 2004)	5 024,00
Imprimerie le Laurentien	Fournisseur			X		Impression de 2 000 brochures - Encan Québec (automne 2004)	5 599,00
Imprimerie le Laurentien	Fournisseur			X		Impression de 2 000 brochures - Encan Montréal (automne 2004)	5 677,00
Imprimerie le Laurentien	Fournisseur			X		Impression de 4 000 couvertures et impression de 2 000 brochures - Encans Québec et Montréal (printemps 2004)	6 224,00
Imprimerie le renouveau (1988) inc.	Fournisseur			X		Impression de la brochure : Échange (juin 2004)	1 736,00
Imprimerie le renouveau (1988) inc.	Fournisseur			X		Impression de 9 000 cartons aide-mémoire - le Portail - Approvisionnement - Québec	2 374,00
Imprimerie Moderne de Beauce	Fournisseur			X		Impression de 10 000 dépliants - Offres de service - Recrutement étudiant dans la fonction publique	1 380,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Imprimerie Moderne de Beauce	Fournisseur			X		Réimpression de 10 000 dépliants - Offres de service - Recrutement étudiant dans la fonction publique	1 380,00
Institut de gestion financière du Québec	OSBL				X	Abonnement aux déjeuners-conférences sous divers thèmes	2 960,00
Italiques	Fournisseur				X	Révision linguistique du document : Vieillissement de la main-d'œuvre, relations intergénérationnelles et pratiques de gestion	1 140,00
Italiques	Fournisseur				X	Révision linguistique du document - L'équité dans les processus de sélection - l'état de la question	1 627,50
Italiques	Fournisseur				X	Révision linguistique de documents pour l'intranet du Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informatiques portant sur le Gouvernement en ligne	2 010,00
Ixmédia	Fournisseur				X	Réalisation du site Internet sur la modernisation de l'État	6 700,00
JB Deschamps inc.	Fournisseur			X		Impression de 8 000 dépliants - Les examens de la fonction publique québécoise	2 221,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration						
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
JB Deschamps inc.	Fournisseur			X		Impression de 1 000 brochures - Moderniser l'État (En bref) - Plan de modernisation 2004-2007 2 250,00
JB Deschamps inc.	Fournisseur			X		Impression de 3 500 brochures : Moderniser l'État (En bref) - Plan de modernisation 2004-2007 3 744,00
JB Deschamps inc.	Fournisseur			X		Impression de 1 000 volumes : Plan d'action - Moderniser l'État 4 794,00
JB Deschamps inc.	Fournisseur			X		Impression de 11 000 brochures - Campagne annuelle de recrutement collégial 2005 4 922,75
JB Deschamps inc.	Fournisseur			X		Réimpression de 2 500 volumes : Plan d'action - Moderniser l'État 8 363,00
K2 impressions	Fournisseur			X		Impression de 6 000 brochures - Échange (décembre 2004) 2 308,00
K2 impressions	Fournisseur			X		Impression de 2 500 brochures - Le recrutement étudiant dans la fonction publique québécoise 2 580,00
K2 impressions	Fournisseur			X		Impression de 11 000 brochures - Une carrière à la mesure de vos ambitions 4 412,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvisionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
K2 impressions	Fournisseur			X		Impression de 15 000 brochures pour la campagne de recrutement dans la fonction publique	5 850,00
Kiwi technologies inc.	Fournisseur				X	Évolution de support Domino Notes	19 800,00
L'Association des régions du Québec	OSBL	X				Acquisition d'ameublements de bureaux	8 485,00
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Numbered G to C Model v2 pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	1 001,88
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Numbered G to E Model pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	1 114,08
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Government to Business Report Text (introduction) pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	1 588,40
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Numbered G to B Model pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	1 675,52

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Government to Business Report Text (efficiency) pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	1 769,68
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Government to Employee Report Text - (Accountability - Final) pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	2 101,00
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Numbered G to G Mode v21 pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	2 449,26
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Government to Citizen Report Text pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	2 599,74
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction du document - Government to Business Report Text (impact - final) pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	3 713,60

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Le Bel Accent	Fournisseur				X	Traduction de 4 documents - Government to Citizen Report Text pour le Sous-Secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles	5 671,60
Le Groupe Ressources (D.G.O.)	Fournisseur				X	Évaluation des aptitudes et des capacités de gestion du personnel	5 200,00
Le point en administration scolaire inc.	Fournisseur				X	Page de publicité recto-verso - Répertoire des ressources et fournisseurs de produits et services en établissements scolaires 2004-2005	1 500,00
Les systèmes de formation et de gestion Perform inc.	Fournisseur				X	Colloque «Partenariats Public-Privé, comment les réussir?»	1 495,00
L'Institut canadien	Fournisseur				X	Inscription à la conférence : Atteindre les objectifs de la modernisation de l'État	1 499,00
Litho Chic imprimeur	Fournisseur			X		Impression de 1 500 dépliants - Groupe de travail sur l'intégration de services aux citoyens et aux entreprises	1 145,00
Litho Chic imprimeur	Fournisseur			X		Impression de 3 000 brochures - Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007	3 860,00
Litho Chic imprimeur	Fournisseur			X		Impression de 12 500 brochures - Campagne de recrutement dans la fonction publique	7 185,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration							
CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou parapublic 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvisionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Logicil inc	Fournisseur				X	Soutien pour l'opération et la résolution de problèmes reliés à SMS	19 000,00
MAB Profil	Fournisseur			X		Modification de 5 huches de 36 pouces en 72 pouces	1 525,00
MAB Profil	Fournisseur			X		Modification de 5 huches de 36 pouces en 72 pouces	1 525,00
MCDA inc.	Fournisseur				X	Soutien dans le cadre de l'évolution des systèmes	16 800,00
Mercier, Jean	Fournisseur				X	Évaluation des emplois des conseillers en gestion des ressources humaines (CGRH)	20 000,00
Musée national des beaux-arts du Québec	Organisme public ou parapublic			X		Location de salle pour la soirée du personnel retraité et du personnel ayant 25 ans de service	2 200,00
Neuro Design inc	Fournisseur				X	Entretien et évolution du système CIG pour le greffe	19 800,00
Nexinnovations	Fournisseur	X				Mise à niveau de 4 licences SecurePath	5 340,00
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition d'un ensemble de 10 licences SecurePath	14 818,00
Nexxlink Technologies	Fournisseur			X		Maintenance du progiciel CITRIX	5 751,00
Nurun	Fournisseur				X	Analyse préliminaire concernant le système de la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre	21 294,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Ouimet, Gérard	Fournisseur				X	Conférencier invité à la rencontre des cadres	3 000,00
Salon Emploi-Formation	Fournisseur			X		Location d'emplacements pour le Salon Emploi-Formation	3 395,00
Septembre éditeur	Fournisseur				X	Publicité - Palmarès des carrières 2005 pour le recrutement collégial	1 500,00
Service d'infographie Denis Gendron enr.	Fournisseur				X	Réalisation en édition électronique du document - Gestion des ressources budgétaires et financières	1 188,00
Service d'infographie Denis Gendron enr.	Fournisseur				X	Réalisation en édition électronique du document - La réintégration au travail à la suite d'un problème de santé mentale	1 878,40
Service d'infographie Denis Gendron enr.	Fournisseur				X	Réalisation en édition électronique du document - Rapport annuel de gestion 2003-2004 du Secrétariat du Conseil du trésor	2 719,20
Signabec	Fournisseur			X		Impression numérique de chevalets et d'affiches pour le Service aérien gouvernemental	3 690,84

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou parapublic 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approuvionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Société GRICS	Fournisseur			X		Location d'emplacements pour la réunion nationale de la Gestion du réseau informatique des commissions scolaires "GRICS"	1 055,00
Soucy, Godbout Architectes	Fournisseur				X	Service-conseil en décoration	6 000,00
Technicolor Services créatifs Canada inc.	Fournisseur				X	Production d'une vidéo d'une durée de huit minutes destinée aux employés du gouvernement du Québec et portant sur les services en ligne	10 561,87
Télus Solutions d'affaires	Fournisseur				X	Soutien dans le cadre de développements sous Oracle	9 500,00
Thompson, Suzanne	Fournisseur				X	Évaluation des emplois des conseillers en gestion des ressources humaines (CGRH)	20 000,00
Transcontinental Médias S.E.N.C.	Fournisseur				X	Deux pages de publicité dans la revue Force touchant l'apport du multiculturalisme dans la fonction publique québécoise	6 000,00
Université du Québec à Montréal	Organisme public ou parapublic				X	Commandite pour le Colloque MCETECH 2005 - Université du Québec à Montréal	4 000,00
Université du Québec à Montréal	Organisme public ou parapublic				X	Commandite pour le Congrès 2004 de l'Association francophone de gestion des ressources humaines (AGRH)	5 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Versacom	Fournisseur				X	Présentation PowerPoint pour Services Québec et traduction d'une allocution pour le Gouvernement en ligne	1 072,50
Versacom	Fournisseur				X	Traduction de deux documents : Moderniser l'État (En bref)	1 919,90
Versacom	Fournisseur				X	Traduction du documents intitulé - Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007	2 635,88
Versalys formation	Fournisseur	X				Acquisition de matériel didactique	5 000,00
Vigile consultation inc.	Fournisseur				X	Adaptation et implantation du système de suivi des dossiers de direction développé pour le ministère des Ressources naturelles	24 395,00
Vigile consultation inc.	Fournisseur				X	Entretien et travaux d'amélioration du système du suivi des dossiers de direction sur demande selon l'analyse des besoins d'évolution et les problèmes signalés	20 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10							
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration							
DEMANDE DE LIVRAISON							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Atelier des sourds du Québec	OSBL			X		Réparation de classeurs métalliques selon l'offre permanente numéro 040364	3 851,00
Atelier des sourds du Québec	OSBL			X		Réparation de classeurs métalliques selon l'offre permanente numéro 040256	13 228,00
Atelier des sourds du Québec	OSBL			X		Rénovation et modification des cloisons amovibles selon l'offre permanente numéro 040284	20 530,00
Atelier des sourds du Québec	OSBL			X		Recouvrement de chaises selon l'offre permanente numéro 040255	21 714,75
Dell Computer - Canada	Fournisseur	X				Acquisition de 4 portables selon l'offre permanente numéro 416709	9 010,24
Dolbec transport inc.	Fournisseur			X		Transport, déménagement et aménagement selon l'offre permanente numéro 040270	1 606,50
Les Ateliers de l'Établissement de détention de Québec	Autres (fonds au bénéfice des personnes incarcérées)			X		Rénovation et modification des cloisons amovibles selon l'offre permanente numéro 040284	7 860,00
Minolta	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	5 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005						
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration						
DEMANDE DE LIVRAISON						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Minolta	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition de serveurs Intel Le montant du contrat représente 3 commandes pour une moyenne de 13 194,86 \$ par commande.
Nexinnovations	Fournisseur	X				Acquisition de serveurs Proliant selon l'offre permanente numéro 416711 Le montant du contrat représente 2 commandes pour une moyenne de 21 084,20 \$ par commande.
Proshred	Fournisseur			X		Destruction de papier confidentiel selon l'offre permanente numéro 040236
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005**

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

DEMANDE DE LIVRAISON

NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	8 000,00
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	10 800,00
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	14 400,00
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	18 000,00
Ricoh	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	20 000,00
Transport Inter-Bourg inc.	Fournisseur			X		Transport, déménagement et aménagement selon l'offre permanente numéro 040270 Le montant du contrat représente 43 commandes pour une moyenne de 2 390,90 \$ par commande.	102 808,50
Versalys Formation	Fournisseur				X	Formation sur Novell 5.0 pour 6 personnes	21 385,00
Xérox	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	7 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10							
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2004-2005							
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration							
DEMANDE DE LIVRAISON							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT 1) Fournisseur (au sens du règlement) 2) OSBL 3) Organisme public ou para-public 4) Autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvisionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Xérox	Fournisseur	X				Location de photocopieurs selon l'offre permanente numéro 020245	13 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 11
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES

Aucun contrat n'a été octroyé à une firme de relations publiques

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 12 DÉPENSES GLOBALES DE PHOTOCOPIE, TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, TÉLÉAVERTISSEURS, MOBILIER DE BUREAU, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS, AINSI QUE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC POUR LE CABINET MINISTÉRIEL	
OBJET	COÛT
PHOTOCOPIE	485 590,00
TÉLÉPHONIE CELLULAIRE (achat et coût d'utilisation)	97 997,00
TÉLÉAVERTISSEUR	2 366,00
MOBILIER DE BUREAU	77 496,00
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE (achat ou location et consommation)	5 462,00
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	236 299,00
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	169 694,00
PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT (ensemble des dépenses) :	
- Québec	361 553,00
- Extérieur du Québec	30 195,00

○

○

100

○

○

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 13

DÉPENSES GLOBALES DE PHOTOCOPIE, TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, TÉLÉAVERTISSEURS,
MOBILIER DE BUREAU, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, FRAIS D'HÉBERGEMENT
ET DE REPAS, AINSI QUE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS,
DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC
POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 12.

0

0

102

0

0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 14 LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2004-2005																
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		MOINS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
									MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,17	-	-	46	7,64	19	3,16
Professionnels	-	-	1	0,17	-	-	-	-	23	3,82	34	5,65	148	24,58	162	26,91
PBTA	-	-	-	-	-	-	-	-	10	1,66	16	2,66	39	6,48	188	31,23
Total	-	-	1	0,17	-	-	-	-	34	5,65	50	8,31	233	38,70	369	61,30

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total du Secrétariat du Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 14 LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2004-2005																
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
									MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	45	7,48	19	3,16	46	7,64	19	3,16
Professionnels	1	0,17	6	1,00	1	0,17	1	0,17	125	20,76	128	21,26	148	24,58	162	26,91
PBTA	5	0,83	-	-	-	-	1	0,17	29	4,82	172	28,57	39	6,48	188	31,23
Total	6	1,00	6	1,00	1	0,17	2	0,33	199	33,06	319	52,99	233	38,70	369	61,30

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total du Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15A À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2004-2005, NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
CADRES	12,50	18,00	21,00	7,00	11,00	28,50	12,50	6,00	5,00	10,50	3,50	3,50
PROFESSIONNELS	169,50	173,50	157,00	120,50	146,00	171,00	173,50	143,00	123,50	160,00	195,00	128,00
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	170,00	158,00	218,00	110,00	147,00	199,00	181,50	170,00	161,00	136,50	149,50	99,50
* AUTRES CATÉGORIES	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	352,00	349,50	396,00	237,50	319,00	398,50	367,50	319,00	289,50	307,00	348,00	231,00

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

0

0

106

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15B À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2004-2005, NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI						
MOIS	PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS		* AUTRES CATÉGORIES	
	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
AVRIL	349,75	254,57	147,08	243,38	72,75	0,00
MAI	458,49	370,00	175,50	207,24	0,00	0,00
JUIN	372,25	299,90	158,07	191,70	7,00	3,50
JUILLET	214,65	130,41	127,91	50,74	0,33	1,16
AOÛT	189,16	144,47	124,24	22,24	7,50	0,00
SEPTEMBRE	488,92	473,08	165,80	168,13	5,75	0,00
OCTOBRE	699,33	397,31	246,40	248,32	6,00	0,00
NOVEMBRE	611,54	371,05	243,81	222,83	0,00	0,00
DÉCEMBRE	446,82	91,66	261,57	167,57	0,00	0,00
JANVIER	299,91	181,90	241,63	84,89	0,00	0,00
FÉVRIER	280,33	207,16	257,16	144,40	0,00	0,00
MARS	391,69	84,74	300,83	130,00	0,00	0,00
TOTAL	4 802,84	3 006,25	2 450,00	1 881,44	99,33	4,66

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15C A CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2004-2005, NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
CADRES	85,50	59,00	145,00	358,00	459,00	113,00	60,50	38,00	129,50	90,50	66,00	48,50
PROFESSIONNELS	188,50	169,50	500,50	1760,00	2431,00	424,00	166,00	169,50	552,50	367,00	146,00	237,00
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	128,50	149,00	399,00	1463,00	1912,00	305,50	176,00	144,50	488,50	360,00	161,50	285,00
* AUTRES CATÉGORIES	1,00	0,00	3,00	31,00	24,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	403,50	377,50	1 047,50	3 612,00	4 826,00	843,50	402,50	352,00	1 170,50	817,50	373,50	570,50

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
010-Culture et Communications	Haute direction	7	6	6
	Cadre supérieur	62	57	49
	Cadre intermédiaire	1		
	Professionnel	275	263	254
	Enseignant	132	129	126
	Technicien	135	135	131
	Personnel de bureau	133	121	113
	Ouvrier	14	11	9
030-Relations internationales	Haute direction	16	17	16
	Cadre supérieur	51	50	54
	Professionnel	198	197	186
	Technicien	59	62	61
	Personnel de bureau	93	83	78
	Ouvrier	3	1	1
050-Affaires municipales, Sport et Loisir	Haute direction	24	26	24
	Cadre supérieur	35	43	48
	Professionnel	270	278	308
	Technicien	87	97	108
	Personnel de bureau	106	99	106
	Ouvrier	2	3	3
055-Relations avec les citoyens et Immigration	Haute direction	7	8	5
	Cadre supérieur	61	71	60
	Professionnel	383	396	374
	Enseignant	137	132	127
	Technicien	231	234	227
	Personnel de bureau	366	349	337
	Ouvrier	2	2	2
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	9	9	8
	Cadre supérieur	53	60	60
	Professionnel	410	421	412
	Technicien	83	80	79
	Personnel de bureau	163	155	146
	Ouvrier	1	1	1
063-Régie des rentes du Québec	Haute direction	4	4	4
	Cadre supérieur	50	53	52
	Professionnel	380	393	408
	Technicien	185	190	200
	Personnel de bureau	398	395	396
	Ouvrier	4	3	3
064-Régie de l'assurance maladie du Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	70	67	68
	Professionnel	422	451	441
	Technicien	314	340	349
	Personnel de bureau	470	455	429
	Ouvrier	6	5	5
075-Travail	Haute direction	3	4	4
	Cadre supérieur	14	15	13
	Professionnel	107	110	110
	Technicien	57	63	65
	Personnel de bureau	56	53	49
	Ouvrier	1	1	1
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	8	9	7
	Cadre supérieur	117	124	122
	Professionnel	697	724	712
	Enseignant	114	113	110
	Technicien	657	642	616
	Personnel de bureau	315	303	275
	Ouvrier	62	59	56

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
095-Sécurité publique	Haute direction	10	11	7
	Cadre supérieur	313	334	332
	Professionnel	772	805	778
	Technicien	210	215	213
	Personnel de bureau	391	394	372
	Agent de la paix	2 479	2 538	2 498
	Ouvrier	105	101	99
140-Conseil exécutif	Haute direction	46	45	48
	Cadre supérieur	29	31	32
	Professionnel	147	153	152
	Technicien	70	73	76
	Personnel de bureau	93	89	86
160-Conseil du trésor	Haute direction	7	9	12
	Cadre supérieur	74	70	74
	Professionnel	370	394	397
	Technicien	132	139	138
	Personnel de bureau	145	139	141
206-Commission des biens culturels du Québec	Haute direction	2	2	1
	Personnel de bureau	2	2	2
210-Finances	Haute direction	12	9	11
	Cadre supérieur	90	76	72
	Professionnel	493	415	394
	Technicien	150	103	97
	Personnel de bureau	148	86	82
	Ouvrier	6	4	4
214-Conseil des relations interculturelles	Haute direction	1	1	1
	Professionnel	4	3	3
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	1
224-Conseil science et technologie	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	1	1	0
	Professionnel	9	9	10
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	3	3	3
228-Conseil de santé et du bien-être	Haute direction	2	4	3
	Cadre supérieur	1	3	3
	Professionnel	33	49	43
	Technicien	4	4	4
	Personnel de bureau	14	26	25
238-Conseil supérieur de l'éducation	Cadre supérieur	3	3	3
	Professionnel	14	14	14
	Technicien	5	5	4
	Personnel de bureau	9	10	8
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Haute direction	2	2	2
	Cadre supérieur	23	27	28
	Professionnel	133	149	152
	Technicien	81	88	83
	Personnel de bureau	199	186	174
247-Bureau du commissaire au lobbyisme	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	1	3	3
	Professionnel	3	8	8
	Technicien	2	3	3
	Personnel de bureau	2	5	4

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
267-Commissaire déontologie policière	Haute direction	1	2	2
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	20	17	15
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	11	11	10
274-Commission évaluation enseignement collégial	Haute direction	2	2	3
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	17	17	15
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	7	8	8
278-Commission de l'équité salariale	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	3	2	3
	Professionnel	32	34	35
	Technicien	5	7	6
	Personnel de bureau	11	10	10
280-Développement économique et régional	Haute direction	30	13	11
	Cadre supérieur	60	75	89
	Professionnel	508	563	597
	Technicien	54	98	133
	Personnel de bureau	187	232	229
	Ouvrier	1	3	4
285-Commission des relations du travail	Haute direction	33	33	34
	Cadre supérieur	1	4	4
	Professionnel	33	32	32
	Technicien	9	13	13
	Personnel de bureau	33	29	28
289-Conseil de la magistrature	Haute direction	1	1	1
	Professionnel	1	1	1
	Personnel de bureau	2	2	2
293-Coroner	Haute direction	14	14	14
	Cadre supérieur	3	3	2
	Professionnel	11	11	11
	Technicien	3	3	3
	Personnel de bureau	14	13	13
	Ouvrier	6	6	6
313-Agence de l'efficacité énergétique	Cadre supérieur	2	3	3
	Professionnel	19	20	21
	Technicien	1	2	1
	Personnel de bureau	4	4	5
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction	6	6	6
	Cadre supérieur	156	162	175
	Professionnel	869	890	896
	Technicien	930	912	822
	Personnel de bureau	572	598	557
	Agent de la paix	244	260	313
	Ouvrier	11	13	13
323-Institut de la statistique Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	11	12	11
	Professionnel	110	114	117
	Technicien	25	30	28
	Personnel de bureau	41	36	37
	Ouvrier	1	1	1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
328-Commission protection territoire agricole du Québec	Haute direction	16	15	16
	Cadre supérieur	5	5	5
	Professionnel	28	28	26
	Technicien	21	23	26
	Personnel de bureau	28	28	28
344-Office protection du consommateur	Haute direction	2	1	1
	Cadre supérieur	9	8	7
	Professionnel	33	33	33
	Technicien	52	51	50
	Personnel de bureau	12	12	11
350-Éducation	Haute direction	11	11	8
	Cadre supérieur	93	96	94
	Professionnel	636	641	643
	Technicien	229	228	228
	Personnel de bureau	357	354	327
	Ouvrier	4	3	3
352-Régie du cinéma	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	5	3	3
	Professionnel	16	20	17
	Technicien	15	13	13
	Personnel de bureau	11	12	10
	Ouvrier	1	1	1
360-Office des professions du Québec	Haute direction	2	2	2
	Cadre supérieur	3	3	3
	Professionnel	17	17	16
	Technicien	6	9	10
	Personnel de bureau	9	8	6
366-Régie du bâtiment du Québec	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	28	29	27
	Professionnel	64	67	66
	Technicien	167	166	155
	Personnel de bureau	128	130	123
369-Inspecteur général des institutions financières	Haute direction	3		1
	Cadre supérieur	19	9	8
	Professionnel	96	37	42
	Technicien	34	24	23
	Personnel de bureau	145	127	121
370-Assemblée nationale	Haute direction	4	2	2
	Cadre supérieur	38	39	41
	Professionnel	150	148	151
	Technicien	145	143	146
	Personnel de bureau	102	103	98
	Agent de la paix	2		
	Ouvrier	40	40	41
374-Vérificateur général	Haute direction	2	2	3
	Cadre supérieur	24	25	27
	Professionnel	174	175	169
	Technicien	14	13	14
	Personnel de bureau	9	10	12
380-Environnement	Haute direction	13	13	12
	Cadre supérieur	103	99	93
	Professionnel	792	796	775
	Technicien	596	586	562
	Personnel de bureau	273	270	253
	Ouvrier	16	8	8

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
386-Régie des alcools, courses et jeux	Haute direction	16	15	18
	Cadre supérieur	4	5	7
	Professionnel	27	29	43
	Technicien	49	52	56
	Personnel de bureau	65	67	70
390-Sûreté du Québec	Haute direction			1
	Cadre supérieur	35	32	33
	Professionnel	167	171	213
	Technicien	177	170	132
	Personnel de bureau	337	348	334
	Ouvrier	26	26	2
392-Régie marchés agriculture et alimentation du Québec	Haute direction	9	9	8
	Cadre supérieur	2	1	1
	Professionnel	13	13	14
	Technicien	12	11	11
	Personnel de bureau	7	7	7
400-Justice	Haute direction	6	6	6
	Cadre supérieur	126	130	127
	Professionnel	562	573	558
	Technicien	413	423	415
	Personnel de bureau	1 356	1 319	1 301
	Ouvrier	1	1	1
402-Comité de déontologie policière	Haute direction	6	6	6
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	2	2	2
	Technicien	2	2	2
	Personnel de bureau	7	6	7
408-Commission d'accès à l'information	Haute direction	5	4	5
	Cadre supérieur	3	2	1
	Professionnel	20	22	20
	Technicien	8	8	8
	Personnel de bureau	13	12	13
411-Commissaire industrie construction	Haute direction	5	5	5
	Personnel de bureau	5	4	4
414-Commission lésions professionnelles	Haute direction	117	116	112
	Cadre supérieur	7	5	5
	Professionnel	111	116	114
	Technicien	48	51	50
	Personnel de bureau	149	145	142
	Ouvrier	2	3	3
425-Commission québécoise libérations conditionnelles	Haute direction	9	10	10
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	9	9	9
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	8	8	8
430-Commission de la fonction publique	Haute direction	4	4	3
	Cadre supérieur	4	4	4
	Professionnel	13	17	18
	Technicien	3	3	4
	Personnel de bureau	5	5	5

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
440-Revenu	Haute direction	6	6	6
	Cadre supérieur	273	324	325
	Professionnel	1 566	1 673	1 694
	Technicien	1 832	1 901	1 861
	Personnel de bureau	1 288	1 248	1 187
	Ouvrier	11	11	11
450-Tribunal administratif du Québec	Haute direction	87	85	83
	Cadre supérieur	12	12	11
	Professionnel	29	29	30
	Technicien	43	45	45
	Personnel de bureau	80	77	76
510-Régie du logement	Haute direction	33	32	34
	Cadre supérieur	6	7	7
	Professionnel	16	14	16
	Technicien	13	15	14
	Personnel de bureau	147	138	133
520-La Financière agricole du Québec	Haute direction	6	6	5
	Cadre supérieur	32	32	32
	Professionnel	251	258	266
	Technicien	134	137	139
	Personnel de bureau	118	110	108
538-Office personnes handicapées Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	6	6	5
	Professionnel	63	63	71
	Technicien	34	34	29
	Personnel de bureau	32	27	23
547-Institut tourisme & hôtellerie Québec	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	9	11	11
	Professionnel	23	22	22
	Enseignant	39	39	37
	Technicien	33	35	34
	Personnel de bureau	27	25	24
	Ouvrier	11	11	10
560-Curateur public	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	26	30	29
	Professionnel	213	246	248
	Technicien	126	123	128
	Personnel de bureau	97	102	90
600-Ressources naturelles, Faune et Parcs	Haute direction	6	7	8
	Cadre supérieur	89	90	88
	Professionnel	577	594	581
	Technicien	399	397	395
	Personnel de bureau	231	229	219
	Ouvrier	8	18	16
610-Société financement agr.-fin.forest.	Cadre supérieur		1	
	Professionnel	4	4	
	Technicien	4	4	
	Personnel de bureau		1	
630-Directeur général des élections	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	13	14	15
	Professionnel	72	74	77
	Technicien	45	50	44
	Personnel de bureau	45	41	41
	Ouvrier	2	2	2

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
660-Conseil du statut de la femme	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	3	3	3
	Professionnel	25	27	26
	Technicien	11	11	10
	Personnel de bureau	17	16	16
690-Conseil supérieur de la langue française	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	6	6	6
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	7	5	7
700-Emploi, Solidarité sociale et Famille	Haute direction	11	9	14
	Cadre supérieur	229	230	219
	Professionnel	886	917	902
	Technicien	2 160	2 110	2 025
	Personnel de bureau	668	645	617
	Ouvrier	5	5	4
702-Commission des normes du travail	Haute direction	3	3	3
	Cadre supérieur	20	22	31
	Professionnel	115	130	167
	Technicien	220	234	216
	Personnel de bureau	119	112	110
	Ouvrier	1	1	1
703-Commission santé et sécurité travail	Haute direction	6	6	5
	Cadre supérieur	180	194	196
	Professionnel	1 643	1 650	1 661
	Technicien	1 084	1 087	1 084
	Personnel de bureau	618	615	591
	Ouvrier	20	20	20
710-Office québécois de la langue française	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	12	14	15
	Professionnel	147	149	150
	Technicien	37	38	38
	Personnel de bureau	44	43	41
730-Société d'habitation du Québec	Haute direction	4	4	4
	Cadre supérieur	16	17	18
	Professionnel	183	189	182
	Technicien	80	80	78
	Personnel de bureau	81	78	70
	Ouvrier	2	1	1
801-Fonds aide action communautaire autonome	Cadre supérieur	2	2	2
	Professionnel	10	11	10
	Technicien	2	1	1
	Personnel de bureau	9	11	8
802-Fonds forestier	Haute direction	1	2	3
	Cadre supérieur	82	83	84
	Professionnel	254	267	264
	Technicien	586	590	578
	Personnel de bureau	141	138	131
	Ouvrier	7	6	6
807-Fonds conservation et amélioration du réseau routier	Cadre supérieur	98	96	95
	Professionnel	660	681	678
	Technicien	843	842	818
	Personnel de bureau	289	292	278
	Ouvrier	15	15	14

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
808-Fonds de perception	Cadre supérieur	34	47	46
	Professionnel	93	96	101
	Technicien	531	549	552
	Personnel de bureau	106	112	98
810-Fonds information gouvernementale	Cadre supérieur	6	6	5
	Professionnel	52	50	46
	Technicien	33	37	34
	Personnel de bureau	38	36	32
	Ouvrier	7	7	7
812-Fonds des services de police	Haute direction	1	1	
	Cadre supérieur	20	24	24
	Professionnel	113	110	66
	Technicien	271	267	300
	Personnel de bureau	417	455	457
	Ouvrier	3	3	26
813-Fonds québécois d'initiatives sociales	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	4	3	5
	Technicien	2	2	2
	Personnel de bureau	2	2	1
814-Fonds de partenariat touristique	Haute direction	2	2	2
	Cadre supérieur	18	20	12
	Cadre intermédiaire	1		
	Professionnel	116	116	76
	Technicien	84	79	45
	Personnel de bureau	97	97	68
	Ouvrier	4	5	2
815-Fonds développement marché travail	Haute direction	3	2	2
	Cadre supérieur	159	153	149
	Professionnel	729	723	702
	Technicien	1 109	1 085	1 037
	Personnel de bureau	485	458	445
	Ouvrier	2	2	2
816-Fonds national formation main-d'oeuvre	Cadre supérieur		1	1
	Professionnel	53	38	31
	Technicien	9	7	6
	Personnel de bureau	7	7	7
819-Fonds développement régional	Professionnel	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	1
820-Fonds gestion équipement roulant	Cadre supérieur	28	32	29
	Professionnel	16	17	18
	Technicien	37	36	36
	Personnel de bureau	30	28	29
	Ouvrier	139	136	124
824-Fonds vente de biens et services - MTQ	Cadre supérieur	3	3	1
	Professionnel	2	2	2
	Technicien	2	4	3
	Personnel de bureau	4	5	4
	Ouvrier	10	10	7
829-Fonds de l'état civil	Haute direction	1	1	
	Cadre supérieur	6	9	11
	Enseignant	6	9	15
	Technicien	10	9	10
	Personnel de bureau	100	95	90
	Ouvrier	2	2	2

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
830-Commission des transports du Québec	Haute direction	11	11	11
	Cadre supérieur	9	8	8
	Professionnel	31	33	33
	Technicien	40	41	40
	Personnel de bureau	57	57	56
831-Secrétariat aux loisirs et sports	Haute direction	1	1	
	Cadre supérieur	4	4	
	Professionnel	37	34	
	Technicien	12	9	
	Personnel de bureau	13	12	
850-Transports	Haute direction	6	6	9
	Cadre supérieur	237	236	226
	Professionnel	578	576	582
	Technicien	585	585	567
	Personnel de bureau	458	443	417
	Ouvrier	932	883	828
852-Faunes et Parcs	Haute direction	5	5	1
	Cadre supérieur	70	82	80
	Professionnel	200	196	179
	Technicien	137	138	137
	Personnel de bureau	137	135	129
	Agent de la paix	338	319	313
	Ouvrier	15	15	12
865-Fonds d'information géographique	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	4	5	3
	Technicien	11	11	10
	Personnel de bureau	5	5	4
	Ouvrier	1	1	1
871-Compte de gestion de la TPS	Cadre supérieur	32	30	23
	Professionnel	446	449	453
	Technicien	479	446	442
	Personnel de bureau	185	176	137
872-Fonds aide victimes actes criminels	Professionnel	2	2	1
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	
874-Fonds de financement	Cadre supérieur	1	1	2
	Professionnel	12	11	9
	Technicien	2	2	2
	Personnel de bureau	1	1	1
875-Fonds gestion immeubles Québec à l'étranger	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	1	1	1
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	1
878-Fonds des registres	Cadre supérieur	7	7	6
	Professionnel	29	32	31
	Technicien	53	52	50
	Personnel de bureau	34	34	36
879-Fonds services gouvernementaux	Haute direction	2	1	1
	Cadre supérieur	53	47	44
	Professionnel	336	343	339
	Technicien	304	298	288
	Personnel de bureau	146	140	134
	Ouvrier	45	40	36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère/Organisme	Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
889-Fonds des pensions alimentaires	Cadre supérieur	20	26	18
	Professionnel	50	52	47
	Technicien	364	365	342
	Personnel de bureau	45	42	35
890-Fonds d'information foncière	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	32	36	34
	Professionnel	116	120	120
	Technicien	185	179	166
	Personnel de bureau	119	117	110
	Ouvrier	1	1	1
896-Secrétariat politique linguistique	Haute direction	1	1	1
	Cadre supérieur	1	1	1
	Professionnel	3	4	4
	Technicien	1	1	1
	Personnel de bureau	3	2	2
TOTAL		59 832	60 123	58 739

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
010 - Culture et Communications	Bas-Saint-Laurent	23	23	23
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	27	25	24
	Capitale-Nationale	448	421	400
	Mauricie	27	28	24
	Estrie	9	9	9
	Montréal	147	139	138
	Outaouais	23	21	22
	Abitibi-Témiscamingue	16	16	16
	Côte-Nord	7	8	7
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	6	5
	Chaudière-Appalaches	6	6	5
	Laurentides	8	8	8
	Montréal	10	9	7
	Indéterminée	2	3	
030 - Relations internationales	Capitale-Nationale	346	329	325
	Montréal	21	20	18
	Hors-Québec	44	51	46
	Indéterminée	9	10	7
050 - Affaires municipales, Sport et Loisir	Bas-Saint-Laurent	4	4	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	5	6
	Capitale-Nationale	387	406	445
	Mauricie	4	6	20
	Estrie	4	4	5
	Montréal	100	102	96
	Outaouais	5	5	5
	Abitibi-Témiscamingue	4	4	5
	Côte-Nord	4	4	4
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	3	3
	Laval	3	3	3
	Indéterminée	1		
055 - Relations avec les citoyens et Immigration	Bas-Saint-Laurent	7	6	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	10	12	12
	Capitale-Nationale	180	185	160
	Mauricie	13	14	14
	Estrie	31	29	29
	Montréal	780	793	764
	Outaouais	23	25	26
	Abitibi-Témiscamingue	9	9	8
	Côte-Nord	8	8	8
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	6	6
	Chaudière-Appalaches	7	6	6
	Laval	32	34	35
	Lanaudière	4	4	4
	Laurentides	6	6	5
	Montréal	52	51	46
	Centre-du-Québec	4	4	4
	Indéterminée	15		
060 - Santé et Services sociaux	Capitale-Nationale	674	681	665
	Montréal	42	39	39
	Indéterminée	3	6	2
063 - Régie des rentes du Québec	Bas-Saint-Laurent	5	5	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	5	4
	Capitale-Nationale	831	854	885
	Mauricie	5	5	5
	Estrie	4	5	5
	Montréal	148	152	148
	Outaouais	5	5	5
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	1
	Centre-du-Québec	5	5	5
	Indéterminée	11		
064 - Régie de l'assurance maladie du Québec	Capitale-Nationale	1 175	1 210	1 181
	Montréal	108	109	112
075 - Travail	Capitale-Nationale	172	181	178
	Montréal	66	65	64

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
080 - Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Bas-Saint-Laurent	179	172	171
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	49	50	47
	Capitale-Nationale	804	827	795
	Mauricie	35	37	41
	Estrie	56	56	54
	Montréal	43	44	37
	Outaouais	39	39	37
	Abitibi-Témiscamingue	37	37	36
	Côte-Nord	27	26	21
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	93	92	89
	Chaudière-Appalaches	94	92	91
	Laval	12	12	12
	Lanaudière	52	53	48
	Laurentides	42	42	40
	Montréal	314	308	302
	Centre-du-Québec	85	84	77
	Indéterminée	9	3	
095 - Sécurité publique	Bas-Saint-Laurent	87	85	84
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	113	123	124
	Capitale-Nationale	1 272	1 308	1 250
	Mauricie	146	154	155
	Estrie	151	148	149
	Montréal	1 562	1 595	1 557
	Outaouais	173	173	177
	Abitibi-Témiscamingue	87	97	101
	Côte-Nord	95	96	99
	Nord-du-Québec		3	2
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	68	70	75
	Chaudière-Appalaches	5	7	6
	Laval	26	24	25
	Lanaudière	27	28	25
	Laurentides	256	267	267
	Montréal	178	193	195
	Centre-du-Québec	6	7	7
	Indéterminée	28	20	1
140 - Conseil exécutif	Capitale-Nationale	357	338	375
	Montréal	10	8	9
	Outaouais			1
	Hors-Québec	7	10	9
	Indéterminée	11	35	
160 - Conseil du trésor	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	2
	Capitale-Nationale	693	717	730
	Mauricie	3	3	3
	Estrie	1	1	1
	Montréal	22	21	20
	Outaouais	2	2	2
	Abitibi-Témiscamingue	1	1	
	Côte-Nord	1	1	1
	Indéterminée	1	1	1
206 - Commission des biens culturels du Québec	Capitale-Nationale	4	4	3
210 - Finances	Capitale-Nationale	855	692	657
	Montréal	29	1	1
	Centre-du-Québec	1		
	Indéterminée	14		2
214 - Conseil des relations interculturelles	Montréal	7	6	6
224 - Conseil science et technologie	Capitale-Nationale	13	13	13
	Montréal	2	2	2
228 - Conseil de santé et du bien-être	Capitale-Nationale	34	49	44
	Montréal	19	36	33
	Indéterminée	1	1	1
238 - Conseil supérieur de l'éducation	Capitale-Nationale	29	30	28
	Montréal	2	2	1
240 - Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Capitale-Nationale	437	451	439
	Indéterminée	1	1	
247 - Bureau du commissaire au lobbying	Capitale-Nationale	9	20	19
267 - Commissaire déontologie policière	Capitale-Nationale	21	20	19
	Montréal	13	12	10
274 - Commission évaluation enseignement collégial	Capitale-Nationale	28	29	28
278 - Commission de l'équité salariale	Capitale-Nationale	46	48	49
	Montréal	8	8	8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
280 - Développement économique et régional	Bas-Saint-Laurent	17	16	15
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	16	15	13
	Capitale-Nationale	411	558	604
	Mauricie	16	16	15
	Estrie	15	16	16
	Montréal	211	221	249
	Outaouais	12	13	13
	Abitibi-Témiscamingue	14	11	13
	Côte-Nord	11	10	11
	Nord-du-Québec	5	4	5
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12	11	13
	Chaudière-Appalaches	17	15	16
	Laval	7	8	8
	Lanaudière	13	12	11
	Laurentides	13	13	14
	Montréal	31	26	27
	Centre-du-Québec	14	15	12
	Indéterminée	5	4	8
285 - Commission des relations du travail	Capitale-Nationale	40	40	41
	Montréal	69	71	70
289 - Conseil de la magistrature	Capitale-Nationale	3	3	3
	Montréal	1	1	1
293 - Coroner	Capitale-Nationale	35	35	35
	Montréal	16	15	14
313 - Agence de l'efficacité énergétique	Capitale-Nationale	25	28	29
	Montréal	1	1	1
320 - Société de l'assurance automobile du Québec	Bas-Saint-Laurent	45	42	42
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	63	66	62
	Capitale-Nationale	1 869	1 876	1 845
	Mauricie	39	42	42
	Estrie	42	41	39
	Montréal	275	296	279
	Outaouais	43	44	42
	Abitibi-Témiscamingue	47	47	45
	Côte-Nord	13	14	17
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15	56	53
	Chaudière-Appalaches	47	47	47
	Laval	79	72	66
	Lanaudière	10	9	10
	Laurentides	21	22	26
	Montréal	167	154	153
	Centre-du-Québec	13	13	13
	Indéterminée			1
323 - Institut de la statistique Québec	Capitale-Nationale	149	155	156
	Montréal	24	26	27
	Lanaudière	13	12	11
	Indéterminée	3	1	1
328 - Commission protection territoire agricole du Québec	Capitale-Nationale	52	53	56
	Montréal	45	46	45
	Indéterminée	1		
344 - Office protection du consommateur	Bas-Saint-Laurent	1	1	1
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	6	6
	Capitale-Nationale	46	45	44
	Mauricie	4	4	4
	Estrie	3	3	3
	Montréal	37	36	34
	Outaouais	4	3	3
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Côte-Nord	1	1	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	1
	Laurentides	3	3	3
350 - Éducation	Bas-Saint-Laurent	10	9	10
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	11	12	11
	Capitale-Nationale	1 100	1 106	1 081
	Mauricie	11	10	10
	Estrie	10	11	11
	Montréal	126	124	125
	Outaouais	11	10	11
	Abitibi-Témiscamingue	9	9	8
	Côte-Nord	9	10	7
	Laurentides	17	17	16
	Montréal	16	15	12
	Indéterminée			1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
352 - Régie du cinéma	Montréal	51	51	47
	Indéterminée		1	
360 - Office des professions du Québec	Capitale-Nationale	37	39	37
366 - Régie du bâtiment du Québec	Bas-Saint-Laurent	14	13	13
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	16	16	15
	Capitale-Nationale	91	91	88
	Mauricie	13	13	16
	Estrie	18	19	19
	Montréal	99	107	105
	Outaouais	12	12	11
	Abitibi-Témiscamingue	8	8	6
	Côte-Nord	4	3	4
	Laval	55	56	53
	Monterégie	52	49	44
	Centre-du-Québec	5	5	
	Indéterminée	3	3	
369 - Inspecteur général des institutions financières	Capitale-Nationale	259	173	173
	Montréal	35	22	21
	Indéterminée	3	2	1
370 - Assemblée nationale	Capitale-Nationale	479	452	471
	Montréal	1		
	Indéterminée	1	23	8
374 - Vérificateur général	Capitale-Nationale	169	174	173
	Montréal	54	50	52
	Indéterminée		1	
380 - Environnement	Bas-Saint-Laurent	42	42	41
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	45	45	44
	Capitale-Nationale	1 073	1 048	1 002
	Mauricie	39	36	37
	Estrie	44	45	42
	Montréal	72	73	69
	Outaouais	39	39	35
	Abitibi-Témiscamingue	42	44	41
	Côte-Nord	29	30	31
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	22	23	21
	Chaudière-Appalaches	77	79	78
	Laval	41	41	41
	Lanaudière	32	32	32
	Laurentides	47	45	44
	Monterégie	110	111	105
	Centre-du-Québec	39	38	37
	Indéterminée		1	3
386 - Régie des alcools, courses et jeux	Capitale-Nationale	70	75	84
	Montréal	89	93	110
	Indéterminée	2		
390 - Sûreté du Québec	Bas-Saint-Laurent	9	9	7
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	8	8
	Capitale-Nationale	40	42	39
	Mauricie	27	29	11
	Estrie	10	10	9
	Montréal	532	522	569
	Outaouais	24	25	9
	Abitibi-Témiscamingue	4	16	6
	Côte-Nord	22	21	7
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	1
	Chaudière-Appalaches	2	1	1
	Laval	2	2	2
	Lanaudière	7	12	11
	Laurentides	2	2	3
	Monterégie	9	10	13
	Indéterminée	44	37	19
392 - Régie marchés agriculture et alimentation du Québec	Capitale-Nationale	1		
	Montréal	27	27	26
	Chaudière-Appalaches	12	11	12
	Lanaudière	1	1	1
	Monterégie	1	1	1
	Centre-du-Québec	1	1	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
400 - Justice	Bas-Saint-Laurent	49	48	45
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	54	55	55
	Capitale-Nationale	875	892	873
	Mauricie	63	62	61
	Estrie	64	64	64
	Montréal	684	675	676
	Outaouais	76	74	70
	Abitibi-Témiscamingue	57	53	51
	Côte-Nord	30	29	26
	Nord-du-Québec	1	1	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28	27	27
	Chaudière-Appalaches	31	31	29
	Laval	40	38	37
	Lanaudière	57	55	54
	Laurentides	96	93	92
	Montréal	223	224	217
	Centre-du-Québec	31	30	28
	Indéterminée	5	1	2
402 - Comité de déontologie policière	Capitale-Nationale	11	10	11
	Montréal	7	7	7
408 - Commission d'accès à l'information	Capitale-Nationale	40	39	39
	Montréal	9	9	8
411 - Commissaire industrie construction	Capitale-Nationale	5	5	5
	Montréal	5	4	4
414 - Commission lésions professionnelles	Bas-Saint-Laurent	3	3	3
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	9	9	8
	Capitale-Nationale	93	94	93
	Mauricie	12	12	11
	Estrie	13	12	12
	Montréal	151	156	152
	Outaouais	8	8	8
	Abitibi-Témiscamingue	8	8	8
	Côte-Nord	3	3	3
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	8	8
	Chaudière-Appalaches	19	20	20
	Laval	9	8	7
	Lanaudière	22	21	21
	Laurentides	21	22	22
	Montréal	42	40	39
	Centre-du-Québec	10	10	9
	Indéterminée	3	2	2
425 - Commission québécoise libérations conditionnelles	Capitale-Nationale	22	22	20
	Montréal	6	7	9
430 - Commission de la fonction publique	Capitale-Nationale	28	31	33
	Indéterminée	1	2	1
440 - Revenu	Bas-Saint-Laurent	92	87	89
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	69	76	81
	Capitale-Nationale	2 203	2 255	2 242
	Mauricie	118	129	122
	Estrie	93	93	95
	Montréal	1 557	1 660	1 616
	Outaouais	86	80	79
	Abitibi-Témiscamingue	50	51	48
	Côte-Nord	32	33	30
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	20	21	23
	Laval	306	315	302
	Lanaudière			1
	Montréal	319	335	327
	Hors-Québec	18	21	27
	Indéterminée	13	7	2
450 - Tribunal administratif du Québec	Capitale-Nationale	125	122	123
	Montréal	126	126	122

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
510 - Régie du logement	Bas-Saint-Laurent	6	7	6
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	4	3
	Capitale-Nationale	24	24	25
	Mauricie	8	8	7
	Estrie	5	5	5
	Montréal	118	110	109
	Outaouais	3	3	3
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Côte-Nord	2	2	2
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	2
	Chaudière-Appalaches	1	1	1
	Laval	9	9	10
	Lanaudière	1	1	1
	Laurentides	4	4	4
	Montréal	24	22	22
	Centre-du-Québec	2	2	1
	Indéterminée	1	1	1
520 - La Financière agricole du Québec	Bas-Saint-Laurent	27	27	28
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	14	14	15
	Capitale-Nationale	132	127	127
	Mauricie	14	14	14
	Estrie	21	21	23
	Outaouais	10	10	11
	Abitibi-Témiscamingue	8	9	10
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	2	2
	Chaudière-Appalaches	172	175	178
	Lanaudière	26	20	22
	Laurentides		7	6
	Montréal	83	85	83
	Centre-du-Québec	32	32	31
538 - Office personnes handicapées Québec	Bas-Saint-Laurent	5	4	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	3	3
	Capitale-Nationale	10	10	12
	Mauricie	4	4	3
	Estrie	3	2	3
	Montréal	10	10	20
	Outaouais	4	4	2
	Abitibi-Témiscamingue	4	4	4
	Côte-Nord	3	3	4
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4	3	2
	Laval	4	3	
	Lanaudière	4	3	1
	Laurentides	4	4	2
	Montréal	5	6	
	Centre-du-Québec	67	68	70
	Indéterminée	1		1
547 - Institut tourisme & hôtellerie Québec	Montréal	142	143	138
	Indéterminée	1	1	1
560 - Curateur public	Bas-Saint-Laurent	3	4	4
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	4	4
	Capitale-Nationale	45	41	40
	Mauricie	10	10	10
	Estrie	4	5	5
	Montréal	339	380	374
	Outaouais	2	2	2
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Laurentides	23	24	24
	Montréal	30	30	30
	Centre-du-Québec	2	2	3
	Indéterminée	1		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
600 - Ressources naturelles, Faune et Parcs	Bas-Saint-Laurent	14	14	15
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	28	29	28
	Capitale-Nationale	1 125	1 153	1 121
	Mauricie	14	15	17
	Estrie	1	1	1
	Montréal	24	26	24
	Outaouais	12	12	13
	Abitibi-Témiscamingue	40	40	43
	Côte-Nord	25	24	24
	Nord-du-Québec	6	5	5
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	7	7
	Chaudière-Appalaches	2	1	1
	Lanaudière	3	3	3
	Laurentides	5	5	5
	Indéterminée	4		
610 - Société financement agr.-fin.forest.	Bas-Saint-Laurent	1	1	
	Capitale-Nationale	1	1	
	Mauricie			
	Estrie	1	1	
	Outaouais	1	1	
	Chaudière-Appalaches	3	5	
	Lanaudière	1	1	
630 - Directeur général des élections	Capitale-Nationale	171	172	170
	Montréal	4	4	3
	Indéterminée	3	6	7
660 - Conseil du statut de la femme	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	2
	Capitale-Nationale	34	32	31
	Mauricie	2	2	1
	Estrie	2	2	2
	Montréal	5	5	5
	Outaouais	2	2	2
	Abitibi-Témiscamingue	2	2	2
	Côte-Nord	2	2	2
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	1
	Laval	2	2	2
	Lanaudière		1	1
	Montérégie	1	2	2
	Centre-du-Québec		1	1
690 - Conseil supérieur de la langue française	Capitale-Nationale	14	13	14
	Montréal	2	1	2
700 - Emploi, Solidarité sociale et Famille	Bas-Saint-Laurent	96	91	86
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	124	119	113
	Capitale-Nationale	1 516	1 533	1 482
	Mauricie	166	163	158
	Estrie	111	108	103
	Montréal	596	580	562
	Outaouais	118	113	109
	Abitibi-Témiscamingue	72	69	66
	Côte-Nord	41	41	37
	Nord-du-Québec	11	12	12
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	122	121	120
	Chaudière-Appalaches	102	96	90
	Laval	111	110	113
	Lanaudière	126	126	122
	Laurentides	160	157	151
	Montérégie	403	397	383
	Centre-du-Québec	79	78	74
	Indéterminée	5	2	
702 - Commission des normes du travail	Bas-Saint-Laurent	8	7	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	9	10	10
	Capitale-Nationale	177	171	171
	Mauricie	11	12	11
	Estrie	9	11	10
	Montréal	164	155	156
	Outaouais	11	9	8
	Abitibi-Témiscamingue	2	3	4
	Côte-Nord	3	3	3
	Chaudière-Appalaches	9	10	9
	Laval	11	14	13
	Lanaudière	9	12	10
	Laurentides	11	10	10
	Montérégie	29	28	26
	Indéterminée	15	47	82

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
703 - Commission santé et sécurité travail	Bas-Saint-Laurent	68	67	66
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	90	94	93
	Capitale-Nationale	1 188	1 202	1 199
	Mauricie	120	121	118
	Estrie	96	96	97
	Montréal	892	898	896
	Outaouais	67	69	70
	Abitibi-Témiscamingue	79	80	81
	Côte-Nord	51	52	49
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	46	44	43
	Chaudière-Appalaches	127	122	120
	Laval	112	109	109
	Lanaudière	114	113	114
	Laurentides	116	122	116
	Montréal	356	366	355
	Indéterminée	29	17	31
710 - Office québécois de la langue française	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	2
	Capitale-Nationale	86	91	90
	Mauricie	3	3	3
	Estrie	1	1	2
	Montréal	143	142	142
	Outaouais	2	2	2
	Indéterminée	2	2	2
730 - Société d'habitation du Québec	Capitale-Nationale	304	309	295
	Montréal	59	60	57
	Indéterminée	3		1
801 - Fonds aide action communautaire autonome	Capitale-Nationale	22	24	20
	Montréal	1	1	1
802 - Fonds forestier	Bas-Saint-Laurent	85	83	82
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	83	92	91
	Capitale-Nationale	335	346	335
	Mauricie	63	65	63
	Estrie	16	13	12
	Montréal	22	21	23
	Outaouais	84	88	87
	Abitibi-Témiscamingue	121	125	121
	Côte-Nord	71	71	73
	Nord-du-Québec	33	34	31
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	51	51	52
	Chaudière-Appalaches	21	21	19
	Lanaudière	28	30	31
	Laurentides	29	40	40
	Montréal	4	4	4
	Centre-du-Québec	2	2	2
	Indéterminée	23		
807 - Fonds conservation et amélioration du réseau routier	Bas-Saint-Laurent	147	149	148
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	101	109	109
	Capitale-Nationale	523	532	509
	Mauricie	106	104	101
	Estrie	89	87	86
	Montréal	138	141	142
	Outaouais	93	90	90
	Abitibi-Témiscamingue	82	80	83
	Côte-Nord	74	77	77
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	13	12	12
	Chaudière-Appalaches	140	140	134
	Laval	78	78	75
	Lanaudière	5	5	4
	Laurentides	91	95	90
	Montréal	193	196	195
	Centre-du-Québec	32	31	28
808 - Fonds de perception	Capitale-Nationale	290	286	280
	Montréal	238	253	246
	Outaouais	20	27	28
	Laval	150	163	169
	Montréal	64	72	74
	Indéterminée	2	3	
810 - Fonds information gouvernementale	Capitale-Nationale	134	134	121
	Montréal	2	2	3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
812 - Fonds des services de police	Bas-Saint-Laurent	42	45	47
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	38	39	37
	Capitale-Nationale	60	66	70
	Mauricie	17	24	37
	Estrie	40	41	41
	Montréal	239	247	194
	Outaouais	19	16	30
	Abitibi-Témiscamingue	27	30	42
	Côte-Nord	23	23	40
	Nord-du-Québec	4	4	3
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	21	23	23
	Chaudière-Appalaches	21	22	21
	Lanaudière	63	64	66
	Laurentides	23	25	21
	Montréal	82	88	84
	Centre-du-Québec	25	25	23
	Indéterminée	81	78	94
813 - Fonds québécois d'initiatives sociales	Capitale-Nationale	9	8	9
814 - Fonds de partenariat touristique	Capitale-Nationale	170	168	84
	Montréal	152	151	121
815 - Fonds développement marché travail	Bas-Saint-Laurent	101	97	93
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	126	120	116
	Capitale-Nationale	283	274	269
	Mauricie	115	116	112
	Estrie	100	92	87
	Montréal	570	539	536
	Outaouais	106	104	100
	Abitibi-Témiscamingue	69	69	66
	Côte-Nord	58	56	54
	Nord-du-Québec	8	15	13
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	77	76	73
	Chaudière-Appalaches	119	119	109
	Laval	93	89	82
	Lanaudière	120	115	113
	Laurentides	142	139	131
	Montréal	332	318	308
	Centre-du-Québec	67	66	75
	Indéterminée	1	19	
816 - Fonds national formation main-d'oeuvre	Bas-Saint-Laurent	2	1	
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	1	1
	Capitale-Nationale	6	4	2
	Mauricie	3	2	1
	Estrie	2	1	1
	Montréal	33	33	28
	Outaouais	2	1	1
	Abitibi-Témiscamingue	2	1	1
	Côte-Nord	2	1	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	1	1
	Chaudière-Appalaches	1		
	Laval	1	1	1
	Lanaudière	2	1	1
	Laurentides	2	1	1
	Montréal	6	3	3
	Centre-du-Québec	1	1	1
	Indéterminée			1
819 - Fonds développement régional	Capitale-Nationale	2	2	2
820 - Fonds gestion équipement roulant	Bas-Saint-Laurent	14	15	13
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	8	7
	Capitale-Nationale	79	78	78
	Mauricie	11	11	10
	Estrie	13	13	13
	Montréal	20	20	18
	Outaouais	6	6	4
	Abitibi-Témiscamingue	14	15	14
	Côte-Nord	4	4	4
	Nord-du-Québec	2	2	2
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	9	8
	Chaudière-Appalaches	19	19	19
	Lanaudière	3	2	3
	Laurentides	13	12	13
	Montréal	25	26	23
	Centre-du-Québec	9	9	7
824 - Fonds vente de biens et services - MTQ	Capitale-Nationale	21	24	17
829 - Fonds de l'état civil	Capitale-Nationale	97	97	99
	Montréal	28	28	29

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
830 - Commission des transports du Québec	Capitale-Nationale	70	72	67
	Montréal	75	78	81
	Indéterminée	3		
831 - Secrétariat aux loisirs et sports	Bas-Saint-Laurent	1	1	
	Saguenay-Lac-Saint-Jean		1	
	Capitale-Nationale	48	40	
	Mauricie	14	14	
	Estrie	1	1	
	Montréal	1	1	
	Outaouais	1		
	Abitibi-Témiscamingue		1	
850 - Transports	Côte-Nord	1	1	
	Bas-Saint-Laurent	97	93	89
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	92	85	79
	Capitale-Nationale	1 032	1 019	1 009
	Mauricie	65	65	63
	Estrie	101	99	89
	Montréal	348	336	330
	Outaouais	87	84	78
	Abitibi-Témiscamingue	119	118	108
	Côte-Nord	77	77	74
	Nord-du-Québec	27	26	25
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	84	83	79
	Chaudière-Appalaches	161	157	147
	Laval	36	35	33
	Lanaudière	65	61	58
	Laurentides	97	91	87
	Montréal	221	218	206
	Centre-du-Québec	87	81	75
852 - Faunes et Parcs	Indéterminée		1	
	Bas-Saint-Laurent	48	44	45
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	56	52	51
	Capitale-Nationale	286	281	258
	Mauricie	49	50	53
	Estrie	35	34	33
	Montréal	1	1	1
	Outaouais	61	61	60
	Abitibi-Témiscamingue	62	64	62
	Côte-Nord	54	54	53
	Nord-du-Québec	33	36	35
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	45	43	40
	Chaudière-Appalaches	40	40	37
	Lanaudière	26	23	21
	Laurentides	48	49	48
	Montréal	43	45	44
	Centre-du-Québec	15	13	10
865 - Fonds d'information géographique	Capitale-Nationale	22	23	19
871 - Compte de gestion de la TPS	Bas-Saint-Laurent	13	16	10
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	10	11	5
	Capitale-Nationale	544	519	459
	Mauricie	21	22	25
	Estrie	13	11	7
	Montréal	309	298	319
	Outaouais	12	11	9
	Abitibi-Témiscamingue	9	9	10
	Côte-Nord	6	4	5
	Laval	97	91	97
	Montréal	108	109	109
872 - Fonds aide victimes actes criminels	Indéterminée			1
	Capitale-Nationale	3	3	1
874 - Fonds de financement	Montréal	1	1	13
	Capitale-Nationale	16	15	1
875 - Fonds gestion immeubles Québec à l'étranger	Capitale-Nationale	4	4	4
878 - Fonds des registres	Capitale-Nationale	6	6	6
	Montréal	117	119	116
	Laval			1
879 - Fonds services gouvernementaux	Bas-Saint-Laurent	2	2	2
	Capitale-Nationale	855	839	812
	Montréal	29	28	28
	Laurentides			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16A				
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2002-2003				
Ministère Organisme	Région	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
889 - Fonds des pensions alimentaires	Capitale-Nationale	251	254	236
	Montréal	226	230	205
	Laval	1		
	Indéterminée	1	1	
890 - Fonds d'information foncière	Bas-Saint-Laurent	7	5	5
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	5	5
	Capitale-Nationale	238	249	247
	Mauricie	10	10	11
	Estrie	18	20	18
	Montréal	52	64	60
	Outaouais	10	10	8
	Abitibi-Témiscamingue	7	5	5
	Côte-Nord	2	2	1
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5	6	6
	Chaudière-Appalaches	4	4	4
	Laval	3	3	3
	Lanaudière	10	9	7
	Laurentides	31	32	33
	Montérégie	40	24	17
	Centre-du-Québec	6	6	3
	Indéterminée	7		
896 - Secrétariat politique linguistique	Capitale-Nationale	8	9	9
	Montréal	1		
TOTAL		59 832	60 123	58 739

0

0

0

0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16B NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR DEPUIS 2002-2003			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2002-2003	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005
010 - Culture et des Communications	23	27	24
030 - Relations internationales	23	23	41
050 - Affaires municipales, Sports et Loisirs	43	38	63
055 - Relations avec les citoyens et de l'Immigration	18	16	25
060 - Santé et des Services sociaux	89	88	82
063 - Régie des rentes du Québec	55	60	61
064 - Régie de l'assurance maladie du Québec	43	40	50
075 - Travail	12	12	12
080 - Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	142	145	141
095 - Sécurité publique	53	52	54
140 - Conseil exécutif	28	28	48
160 - Conseil du trésor	86	89	92
210 - Finances	91	84	89
224 - Conseil science et technologie	2	2	2
228 - Conseil de santé et du bien-être	1	1	3
238 - Conseil supérieur de l'éducation	6	6	7
240 - Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	17	16	17
274 - Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	3	4	3
278 - Commission de l'équité salariale	3	4	5
280 - Développement économique et régional	69	89	100
285 - Commission des relations de travail	-	-	2
289 - Conseil de la magistrature	1	1	1
313 - Agence de l'efficacité énergétique	3	2	2
320 - Société de l'assurance automobile du Québec	138	146	152
323 - Institut de la statistique du Québec	18	18	15
328 - Commission de protection du territoire agricole	2	3	4
344 - Office de la protection du consommateur	1	1	2
350 - Éducation	91	101	112
360 - Office des professions du Québec	1	1	2
366 - Régie du bâtiment du Québec	12	11	8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16B NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR DEPUIS 2002-2003			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2002-2003	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005
369 - Registraire des entreprises	14	13	8
370 - Assemblée nationale	3	3	4
374 - Vérificateur général du Québec	46	47	42
380 - Environnement	44	46	58
386 - Régie des alcools, des courses et des jeux	1	1	1
400 - Justice	36	35	35
408 - Commission d'accès à l'information	3	4	4
414 - Commission des lésions professionnelles	4	4	6
440 - Revenu	180	179	171
450 - Tribunal administratif du Québec	2	2	2
510 - Régie du logement	1	-	1
520 - La Financière agricole du Québec	54	55	55
538 - Office des personnes handicapées du Québec	3	3	1
560 - Curateur public	4	5	5
600 - Ressources naturelles, Faune et Parcs	86	84	85
630 - Directeur général des élections	6	6	5
660 - Conseil du statut de la femme	6	6	5
700 - Emploi, Solidarité sociale et Famille	151	175	181
702 - Commission des normes du travail	9	12	11
710 - Office québécois de la langue française	10	10	10
730 - Société d'habitation du Québec	24	25	27
801 - Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	1
802 - Fonds forestier	44	43	38
807 - Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	22	21	23
808 - Fonds de perception	6	6	6
810 - Fonds de l'information gouvernementale	4	4	4
814 - Fonds de partenariat touristique	18	16	13
815 - Fonds de développement du marché du travail	27	26	58
816 - Fonds national de la formation de la main-d'oeuvre	-	-	5
820 - Fonds de gestion de l'équipement roulant	1	1	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16B NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR DEPUIS 2002-2003			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2002-2003	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005
829 - Fonds de l'État civil	-	-	1
830 - Commission des transports du Québec	7	5	5
831 - Secrétariat au loisir et au sport	5	3	-
850 - Transports	38	42	44
852 - Faune et des Parcs	12	12	15
871 - Compte de gestion de la TPS	58	51	55
874 - Fonds de financement	2	2	3
875 - Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger	1	1	1
879 - Fonds des services gouvernementaux	33	35	27
889 - Fonds des pensions alimentaires	4	4	3
890 - Fonds d'information foncière	3	6	6
896 - Secrétariat de la politique linguistique	-	-	2
Total	2 046	2 103	2247



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16C NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE DEPUIS 2002-2003			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2002-2003	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005
010 - Culture et des Communications	41	38	24
030 - Relations internationales	58	54	28
050 - Affaires municipales, Sports et Loisirs	34	35	31
055 - Relations avec les citoyens et de l'Immigration	79	82	36
060 - Santé et des Services sociaux	53	54	49
063 - Régie des rentes du Québec	20	20	18
064 - Régie de l'assurance maladie du Québec	69	85	66
075 - Travail	5	8	11
080 - Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	51	51	45
095 - Sécurité publique	247	247	202
140 - Conseil exécutif	97	99	75
160 - Conseil du trésor	45	54	36
210 - Finances	89	77	37
214 - Conseil des relations interculturelles	2	2	1
224 - Conseil science et technologie	1	2	2
228 - Conseil de santé et du bien-être	12	13	9
238 - Conseil supérieur de l'éducation	1	1	1
240 - Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	7	6	6
247 - Bureau du commissaire au lobbying	1	2	-
267 - Commissaire à la déontologie policière	4	4	3
274 - Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	3	3	3
278 - Commission de l'équité salariale	5	3	4
280 - Développement économique et régional	84	91	64
285 - Commission des relations du travail	4	5	4
289 - Conseil de la magistrature	3	3	3
293 - Coroner	20	21	19
313 - Agence de l'efficacité énergétique	3	1	1
320 - Société de l'assurance automobile du Québec	56	86	72
323 - Institut de la statistique du Québec	5	6	2
328 - Commission de protection du territoire agricole	2	2	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16C NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE DEPUIS 2002-2003			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2002-2003	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005
344 - Office de la protection du consommateur	6	8	3
350 - Éducation	65	79	76
352 - Régie du cinéma	4	4	-
360 - Office des professions du Québec	4	4	4
366 - Régie du bâtiment du Québec	3	5	5
369 - Registraire des entreprises	11	12	3
370 - Assemblée nationale	9	8	8
374 - Vérificateur général du Québec	-	1	1
380 - Environnement	89	88	45
386 - Régie des alcools, des courses et des jeux	15	17	8
392 - Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	8	8	7
400 - Justice	57	68	48
402 - Comité de déontologie policière	-	-	1
408 - Commission d'accès à l'information	5	6	6
414 - Commission des lésions professionnelles	29	28	24
425 - Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	1	-
430 - Commission de la fonction publique	-	-	1
440 - Revenu	76	71	49
450 - Tribunal administratif du Québec	2	3	2
510 - Régie du logement	3	3	3
520 - La Financière agricole du Québec	15	16	16
538 - Office des personnes handicapées du Québec	4	2	1
547 - Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	22	12	7
560 - Curateur public	11	13	14
600 - Ressources naturelles, Faune et Parcs	118	113	34
630 - Directeur général des élections	2	3	2
660 - Conseil du statut de la femme	2	2	2
700 - Emploi, Solidarité sociale et Famille	135	140	91
702 - Commission des normes du travail	19	16	16
710 - Office de la langue française	4	3	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16C NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE DEPUIS 2002-2003			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2002-2003	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005
730 - Société d'habitation du Québec	7	10	3
801 - Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	5	4	1
802 - Fonds forestier	79	93	46
807 - Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	133	125	127
808 - Fonds de perception	133	30	14
810 - Fonds de l'information gouvernementale	3	2	2
813 - Fonds québécois d'initiatives sociales	1	1	-
814 - Fonds de partenariat touristique	44	44	14
815 - Fonds de développement du marché du travail	63	61	34
816 - Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	5	3	1
820 - Fonds de gestion de l'équipement roulant	45	53	48
824 - Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	2	2	1
829 - Fonds de l'état civil	7	4	5
831 - Secrétariat au loisir et au sport	11	7	-
850 - Transports	343	334	296
852 - Faune et des Parcs	18	18	12
871 - Compte de gestion de la TPS	9	9	5
872 - Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	1	1	1
874 - Fonds de financement	2	2	-
879 - Fonds des services gouvernementaux	94	100	30
889 - Fonds des pensions alimentaires	1	2	2
890 - Fonds d'information foncière	22	24	14
896 - Secrétariat à la politique linguistique	3	4	2
Total	2 851	2 822	1987



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 16D
NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL

Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque l'information est dans chacun des ministères.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16E
NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

Nous ne pouvons répondre à cette demande, puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.

)

)

144

)

)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES						
MINISTÈRE / ORGANISME	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
010 Culture et Communications	33	31	35	41	46	186
030 Relations internationales	19	21	18	22	23	103
050 Affaires municipales, Sport et Loisir	14	18	19	25	30	106
055 Relations avec les citoyens et Immigration	47	57	56	61	70	291
060 Santé et Services sociaux	31	34	41	50	42	198
063 Régie des rentes du Québec	32	42	40	48	55	217
064 Régie de l'assurance-maladie du Québec	52	65	56	79	72	324
075 Travail	9	10	9	10	13	51
080 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	68	72	89	87	112	428
095 Sécurité publique	103	115	148	152	143	661
140 Conseil exécutif	11	12	15	14	17	69
160 Conseil du trésor	29	24	35	36	49	173
206 Commission des biens culturels du Québec	1	0	0	0	0	1
210 Finances	18	17	24	20	27	106
224 Conseil de la science et de la technologie	1	2	1	1	2	7
228 Conseil de la santé et du bien-être	3	3	4	5	4	19
238 Conseil supérieur de l'éducation	1	1	1	1	2	6
240 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	13	13	15	26	33	100
247 Bureau du Commissaire au lobbying	0	0	1	0	1	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F						
NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES						
MINISTÈRE / ORGANISME	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
267 Commissaire à la déontologie policière	2	3	2	2	1	10
274 Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1	2	1	1	1	6
278 Commission de l'équité salariale	3	1	2	2	2	10
280 Développement économique et régional et recherche	47	45	50	47	46	235
285 Commission des relations du travail	3	3	3	4	4	17
289 Conseil de la magistrature	0	0	0	1	0	1
293 Coroner	2	1	2	2	2	9
313 Agence de l'efficacité énergétique	1	1	1	1	1	5
320 Société de l'assurance automobile du Québec	69	71	84	103	123	450
323 Institut de la statistique du Québec	9	6	6	11	10	42
328 Commission de protection du territoire agricole du Québec	3	2	3	5	5	18
344 Office de la protection du consommateur	5	4	5	5	6	25
350 Éducation	60	61	70	72	85	348
352 Régie du cinéma	1	2	1	2	2	8
360 Office des professions du Québec	1	2	2	1	1	7
366 Régie du bâtiment du Québec	16	19	19	20	22	96
369 Inspecteur général des institutions financières	5	8	9	11	13	46
370 Assemblée nationale	18	18	19	23	23	101
374 Vérificateur général	2	2	3	3	3	13

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES						
MINISTÈRE / ORGANISME	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
380 Environnement	46	58	58	71	76	309
386 Régie des alcools, des courses et des jeux	4	6	8	6	9	33
390 Sûreté du Québec	22	16	21	24	27	110
392 Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1	1	1	2	2	7
400 Justice	85	95	111	131	138	560
402 Comité de déontologie policière	0	1	0	0	2	3
408 Commission d'accès à l'information	3	2	2	1	2	10
411 Commissaire de l'industrie de la construction	0	0	0	1	0	1
414 Commission des lésions professionnelles	9	9	11	11	13	53
425 Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	1	1	2	2	7
430 Commission de la fonction publique	1	2	2	2	3	10
440 Revenu	123	122	139	163	199	746
450 Tribunal administratif du Québec	7	6	8	9	8	38
510 Régie du logement	6	6	6	7	9	34
520 La Financière agricole du Québec	11	8	12	13	22	66
538 Office des personnes handicapées du Québec	3	3	3	4	6	19
547 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	6	7	6	7	8	34
560 Curateur public	12	12	13	18	19	74
600 Ressources naturelles, Faune et Parcs	38	55	57	67	71	288
630 Directeur général des élections	6	7	7	7	7	34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES						
MINISTÈRE / ORGANISME	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
660 Conseil du statut de la femme	2	2	2	3	3	12
690 Conseil supérieur de la langue française	1	1	1	1	1	5
700 Emploi, Solidarité sociale et Famille	88	98	124	144	151	605
702 Commission des normes du travail	15	18	18	20	26	97
703 Commission de la santé et de la sécurité du travail	89	99	118	140	141	587
710 Office québécois de la langue française	14	11	12	13	14	64
730 Société d'habitation du Québec	18	21	17	21	19	96
801 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1	1	1	1	0	4
802 Fonds forestier	28	29	34	42	42	175
807 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	48	53	66	77	94	338
808 Fonds de perception	16	18	18	17	23	92
810 Fonds de l'information gouvernementale	7	6	5	10	8	36
812 Fonds des services de police	15	18	25	28	39	125
814 Fonds de partenariat touristique	9	8	11	12	13	53
815 Fonds de développement du marché du travail	67	90	96	111	118	482
816 Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	2	2	3	2	2	11
820 Fonds de gestion de l'équipement roulant	9	10	10	11	18	58
824 Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	3	1	0	1	2	7
829 Fonds de l'état civil	3	5	6	8	10	32

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16F NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES						
MINISTÈRE / ORGANISME	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
830 Commission des transports du Québec	4	4	3	6	9	26
831 Secrétariat au loisir et au sport	2	2	2	3	3	12
850 Transports	107	114	149	158	160	688
852 Faune et Parcs	26	36	39	38	55	194
865 Fonds d'information géographique	0	1	0	1	1	3
871 Compte de gestion de la taxe de vente sur les produits et services	24	28	29	36	48	165
878 Fonds des registres	3	2	3	4	3	15
879 Fonds des services gouvernementaux	29	31	36	44	40	180
889 Fonds des pensions alimentaires	8	10	11	11	12	52
890 Fonds d'information foncière	17	19	22	24	25	107
896 Secrétariat à la politique linguistique	0	0	0	0	1	1
TOTAL	1 770	1 940	2 220	2 530	2 800	11 260

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 17
LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

La Société immobilière du Québec répondra à cette demande.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 18
LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC A MIS FIN EN 2004-2005, ET PRÉVISIONS 2005-2006

La Société immobilière du Québec répondra à cette demande.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 19
LISTE DES FIRMES EN 2004-2005 DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES
(Autres que la Société immobilière du Québec)

Aucune firme de qui sont loués des espaces (autres que la Société immobilière du Québec).

0

0

156

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 20 COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2004	
TRAVAUX EXÉCUTÉS DANS LE CABINET MINISTÉRIEL	COÛT
Du 1 ^{er} avril 2004 au 17 février 2005 Réaménagement de la suite ministérielle de la Présidente du Conseil du trésor au 500, boul. René-Lévesque, Montréal	14 963,86

)

)

158

)

)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 21A LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MADAME MONIQUE JÉRÔME-FORGET EN 2004-2005				
NOM	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART
CANAC-MARQUIS, Louise	Attachée politique	Québec	2003-04-30	
DELANEY, Élise	Employée de soutien	Montréal	2003-06-02	2004-10-15
DORÉ, Réjean	Directeur adjoint	Québec	2003-05-20	2005-02-21
DOYON, Patrick	Attaché politique	Montréal	2004-09-20	
DU BOIS, Astrid	Attachée politique	Québec	2003-11-10	
DUGRÉ, Jean	Attaché politique	Montréal	2003-05-26	2004-05-21
DYOTTE, Robert	Attaché politique	Montréal	2003-05-12	
ÉVANGELISTA, Luciana	Employée de soutien	Lasalle	2003-06-09	
HÉBERT, Danielle	Employée de soutien	Québec	2003-05-23	
JOACHIM, Marie-Anne	Employée de soutien	Montréal	2004-09-03	
LAMOUREUX, Jean-Sébastien	Directeur	Montréal	2003-10-06	
MERCIER, Véronique	Attachée politique	Montréal	2003-04-30	
PELLETIER, Sylvain	Attaché politique	Québec	2003-05-20	
POIRIER, Danielle	Attachée politique	Montréal	2004-10-25	
POIRIER, Mychelle	Attachée politique	LaSalle	2003-04-30	2004-08-09
TASCHEREAU, Isabelle	Attachée politique	Québec	2004-04-05	
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2004-2005				
Nombre total d'employés :	16			
Rémunération totale annuelle :	703 674,00 \$			
Honoraires :	9 450,00 \$			
Indemnités de départ :	30 404,00 \$			



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 21B
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MADAME MONIQUE JÉRÔME-FORGET
QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE

NOM DU PERSONNEL

Hébert, Danielle
Pelletier, Sylvain

)

)

162

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 21C
DESCRIPTION DES TÂCHES DU PERSONNEL DU CABINET DE MADAME MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Voir l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 21D

LE NOM DES EMPLOYÉS DU CABINET DE MADAME MONIQUE JÉRÔME-FORGET
BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE

Aucun individu concerné.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Actions jeunes citoyens, conseil jeunesse de Montréal	500,00
Agence des Grands Frères & Grandes Sœurs de Lanaudière	200,00
Amitiés Canada-Rwanda	500,00
Armée du Salut	1 000,00
Association d'entraide Le Chaînon	2 000,00
Association des Grands Frères & Grandes Sœurs du Québec	3 000,00
Association des jeunes parlementaires de l'Estrie	200,00
Association des services de loisir en institution du Montréal-Métro	500,00
Association Logement Amitié inc.	3 000,00
Association parlementaire des étudiants du Québec inc.	500,00
Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec	300,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	1 000,00
Centre africain de développement et d'entraide	500,00
Centre communautaire et culturel chinois de Montréal	3 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22	
LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE	
POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Centre communauté des Punjabis	1 000,00
Centre Culturel Empress	400,00
Centre des Femmes Haïtiennes de Rivière-des-Prairies	300,00
Centre du théâtre d'aujourd'hui inc.	1 000,00
Centre international de résolution de conflits et de médiation	500,00
Centre St-Pierre	500,00
CHORRA	1 000,00
Cinémania	500,00
Club de hockey Avalanches de Québec	1 000,00
Club Rotary de Mont-Joli	1 000,00
Comité de la Semaine Québécoise des Familles inc.	200,00
Communauté vietnamienne au Canada, région de Montréal	1 000,00
Communautique	1 000,00
Conseil des personnes âgées de la communauté noire de Montréal	200,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Coopérative de Solidarité des Haïtiens du Québec	200,00
Création etc.	500,00
Croix-Rouge canadienne, division de Québec	1 000,00
Décllic, initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes	1 000,00
Défi Sportif	300,00
École orale de Montréal pour les sourds inc.	500,00
École secondaire Rochebelle	1 000,00
En marge 12-17	1 000,00
Entraide Grands brûlés	1 000,00
Équi Vox Montréal	200,00
Équipe Élite Odyssée	500,00
Ex æquo	1 000,00
Fabrique de Pointe-du-Lac	300,00
Fédération acadienne du Québec	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté	500,00
Fédération québécoise des Sociétés Alzheimer de Montréal	1 000,00
Festiblues international de Montréal	500,00
Festival des harmonies et des orchestres symphoniques du Québec	1 000,00
Festival des Musiques sacrées de Saint-Roch	500,00
Festival international du film sur l'art	1 000,00
Festival international latino de Montréal	500,00
Festival Télé-jeunes	1 000,00
Festivalissimo	500,00
Fondation Achille Tanguay	1 000,00
Fondation Autisme de Montréal	2 000,00
Fondation BBCM	2 000,00
Fondation canadienne du rein	1 000,00
Fondation d'Aide directe SIDA de Montréal	1 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation de la lutte au décrochage scolaire	500,00
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile	500,00
Fondation de la tolérance	1 000,00
Fondation de l'Hôpital LaSalle	5 000,00
Fondation de l'Hôpital Sainte-Justine	1 000,00
Fondation des aveugles du Québec	1 000,00
Fondation des parlementaires québécois	1 000,00
Fondation des pompiers du Québec pour les grands brûlés	300,00
Fondation des victimes du 6 décembre contre la violence	500,00
Fondation d'oncologie Ville-Marie	3 000,00
Fondation du cancer du sein du Québec	2 000,00
Fondation Émergence	500,00
Fondation Fahra	1 000,00
Fondation Femmes, Politique et Démocratie	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22	
LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE	
POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation Hôpital Santa Cabrini	1 000,00
Fondation Jeunesses Musicales du Canada	2 000,00
Fondation Le Monde de Charlotte Audrey-Anne	1 000,00
Fondation Lina Cyr	1 000,00
Fondation OLO	1 000,00
Fondation Paul Gérin-Lajoie	3 000,00
Fondation Père Lindsay	2 000,00
Fondation Sommeil : Association des personnes atteintes de déficiences reliées au sommeil	500,00
Fonds au bénéfice des personnes incarcérées de l'Établissement de détention de Montréal	2 000,00
Fonds communautaire d'accès au microcrédit	500,00
Jeu de Génie du Québec 2005, campus de l'Université de Montréal	1 000,00
Journées orientales de Montréal	500,00
La 20taine	1 000,00
La Biennale de Montréal	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
La ligne parents	500,00
L'Association sportive de l'ouest de Montréal	1 000,00
Le club des petits déjeuners du Québec	1 000,00
Le Magnifique	100,00
Le refuge des jeunes de Montréal	500,00
Les Clubs 4-H du Québec	500,00
Les Olympiques atomes BB de Hull	1 000,00
Les Violons du Roy	1 000,00
LEUCAN	1 000,00
L'Œuvre de la soupe maison	1 000,00
Logi+Net	2 000,00
L'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal	2 000,00
Maison Sam X	500,00
Mission Old Brewery	2 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22	
LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE	
POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Mobilisation Jeunesse	1 000,00
Moisson Montréal inc.	500,00
Oasis liberté	300,00
Opération bonne mine	500,00
Opération Nez Rouge, île de Montréal	1 000,00
Ordre des Fils d'Italie au Canada	2 000,00
Ostéoporose-Québec	1 000,00
PARADOS inc.	100,00
Parents-Secours du Québec inc., Siège social	500,00
Parlement jeunesse du Québec	500,00
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	1 000,00
Phobies-Zéro	500,00
Production Absolu St-Laurent	1 000,00
Production St-Léo	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Productions Kléos	500,00
Projet LOVE : Vivre sans violence (Québec)	2 000,00
Regroupement de parents de personnes ayant une déficience intellectuelle de Montréal	300,00
Regroupement des Aveugles et Amblyopes du Montréal Métropolitain	1 000,00
Réseau d'Entraide de Verdun	500,00
Scouts Côteau-du-Lac, Meutes les pierres à loup	250,00
Scouts de Montréal Métropolitain	500,00
Société canadienne de la Sclérose en plaques du Québec, section Thérèse-de-Blainville	500,00
Société d'arthrite, division du Québec	500,00
Société de promotion du canal de Lachine	1 000,00
Société Parkinson, région de Québec	100,00
Société québécoise d'évaluation de programme	1 000,00
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	1 000,00
Société Saint-Vincent-de-Paul, conseil central de Montréal	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2004-2005	
UNITÉ ADMINISTRATIVE: Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Solidarité Union Corporation (SUCO)	1 000,00
Syndicat de la fonction publique du Québec, région Montréal-Laval	2 000,00
Tel-Écoute	500,00
Tel-Jeunes	1 000,00
Théâtre Coups de Théâtre	1 500,00
Théâtre du Nouveau Monde	2 000,00
Théâtre le Petit Chaplin	1 000,00
Théâtre Répercussion	500,00
Trois siècles d'aventure et de culture	500,00
Via l'anse	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 23
VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2004-2005
DANS LE CADRE DES DIVERS PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS
(Description sommaire du mode de subvention)

Aucun montant obtenu du gouvernement fédéral en 2004-2005 dans le cadre de programmes à frais partagés.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24A LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)				
CLASSE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Agent de recherche et de planification socio-économique		59 811		2004-03-15
Agent de recherche et de planification socio-économique		56 145		2004-09-16
Agent de recherche et de planification socio-économique		65 425		1997-08-11
Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		64 870		2002-10-01
Attaché d'administration		62 475		2004-06-02
Bibliothécaire		62 475		2002-03-04
Biologiste		65 425		2002-05-21
Avocat ou notaire		80 900		2005-02-10
Spécialiste en sciences physiques		42 133		2001-07-23
Agent de bureau, classe nominale		31 905		2003-04-07
Préposé aux établissements accrédités		41 368		2004-06-15
Auxiliaire de bureau, classe nominale		21 287		2004-06-28
Auxiliaire de bureau, classe nominale		26 609		2003-11-03
Auxiliaire de bureau, classe nominale		26 609		2003-09-28
Agent d'aide socio-économique, classe nominale		43 722		2004-06-02
Agent d'aide socio-économique, classe nominale		39 974		2004-06-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24A LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)				
CLASSE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Agent d'aide socio-économique, classe nominale		43 722		2004-06-02
Agent d'aide socio-économique, classe nominale		37 476		2004-06-02
Agent d'aide socio-économique, classe nominale		43 722		2004-06-02
Agente de secrétariat, classe 1		33 513		2004-06-02
Agente de secrétariat, classe 1		33 513		2004-10-04
Agente de secrétariat, classe 1		28 725		2004-06-02
Inspecteur en santé et sécurité, classe nominale		45 256		2004-08-23
Préposé aux services d'imprimerie, classe nominale		31 851		2004-04-13
Opérateur en informatique, classe II		28 609		2004-12-06
Opérateur en informatique, classe II		30 043		2004-07-05
Préposé aux renseignements, classe principale		39 612		2004-04-01
Préposé aux renseignements, classe nominale		33 184		2005-02-19
Préposé aux télécommunications, classe principale		31 851		2004-01-05
Préposé aux télécommunications, classe principale		31 851		2004-01-05
Technicien de laboratoire, classe principale		47 447		2001-09-27
Technicien de laboratoire, classe principale		47 447		2001-09-24

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24A LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)				
CLASSE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Technicien de laboratoire, classe nominale		42 498		2001-09-24
Technicien de laboratoire, classe nominale		42 498		2001-09-24
Technicien en administration, classe nominale		42 133		2002-07-22
Technicien en droit, classe nominale		42 133		2003-10-14
Technicien en droit, classe nominale		42 133		2003-11-03
Technicien en droit, classe nominale		42 133		2002-07-31
Technicienne en droit, classe nominale		42 133		2002-12-16
Technicienne en droit, classe nominale		42 133		2003-08-18
Technicienne en droit, classe nominale		42 133		2003-09-07
Enquêteur en matières frauduleuses, classe principale		53 748		2005-01-24
Enquêteur en matières frauduleuses, classe nominale		47 447		2003-07-04
Enquêteur en matières frauduleuses, classe nominale		47 447		2004-04-19
Enquêteur en matières frauduleuses, classe nominale		47 447		2004-04-19
Menuisier d'atelier		37 908		2003-08-03
Ouvrier certifié en entretien		37 908		1999-05-20
Mécanicien de remontée mécanique		35 223		2002-09-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24A LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)				
CLASSE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Manutentionnaire		31 260		2004-06-21
Mécanicien, classe II		46 627		1999-05-01
Préposé à l'entretien mécanique		35 263		2004-04-13
Machiniste		39 624		1999-05-20
Ouvrier agricole		34 892		2000-08-28
Ouvrier agricole		35 263		2004-06-09
Foresterie		37 908		2002-03-04
Gardien de territoire		34 476		2000-05-17
Journalier		49 054		2004-05-31

Total : 57 personnes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24B
PRÉVISIONS 2005-2006 ET 2006-2007 CONCERNANT LE PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Nous ne pouvons répondre à cette demande, puisque ces informations ne sont pas connues.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 25
NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2004-2005
EN PRÉCISANT LE NOMBRE DEPUIS FÉVRIER 2005

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 26
MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE,
DES EMBAUCHES ET DU RENOUELEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

)

)

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 27

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)
RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

Aucune personne rémunérée par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.

0

0

190

0

0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 28 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES				
NOM DE LA PERSONNE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE	DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION
DESCHAMPS, Marcel	Sous-secrétariat aux marchés publics	Conseil canadien des marchés publics	88 196,00 \$	2005-03-31
BÉLANGER, Pierre A.	Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État	Institut d'administration publique	110 742,00 \$	2005-09-05
GAGNON, Michel	Service aérien gouvernemental	Société immobilière du Québec	125 155,00 \$	2005-12-11
VERGE, Michel	Direction générale de l'administration	Citoyenneté et Immigration Canada	88 196,00 \$	2006-07-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 29
LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS
NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

Aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux et affectée au ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 30
LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION

Aucune personne ne reçoit une double rémunération au Secrétariat du Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2004-2005	Serveurs	134 440
	HP CCPQ - PROLIANT DL380 (17)	
	HP CPPQ - PROLIANT DL360 (3)	
	Commutateurs	
	CISCO 2950 24 PORTS (21)	47 807
	COMMUTATEURS DE CONSOLE SERVEURS HP (5).	13 070
	Imprimantes	24 395
	HP 3000DTN (1)	
	HP 4200DTN (7)	
	HP LASERJET 2300D (3)	
	Numériseur	
	HP 8290 (1)	1 830
	Projecteurs	8 855
	NEC VT-770 (1)	
	NEC LT-245 (2)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2004-2005	Ordinateurs	
	DELL D505 (52)	102 341
	DELL OPTIPLEX GX-270 (125)	127 331
	ÉCRANS DELL 17 po. (20)	3 486
Années antérieures	Imprimantes	
	HP 1300 (1)	
	HP 3200 (1)	
	HP 4000 (16)	
	HP 4050 (7)	
	HP 4100 (12)	
	HP 4200 (4)	
	HP 4500 COLOR (1)	
	HP 4550 COLOR (1)	
	HP 4600 (1)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Années antérieures (suite)	HP 4600 COLOR (2)	
	HP 5100 (1)	
	HP BUSINESS INKJET 3000 (1)	
	HP DESKJET 1000 (1)	
	HP DESKJET 1120 (1)	
	HP DESKJET 1220C (1)	
	HP DESKJET 1600C (1)	
	HP DESKJET 2000C (1)	
	HP DESKJET 5650 (1)	
	HP DESKJET 6122 (2)	
	LEXMARK 4039 LASER PRINTER PLUS (1)	
	LEXMARK DESKJET 1000C (1)	
	LEXMARK OPTRA 1200 COLOR (1)	
	LEXMARK OPTRA S2455 (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Années antérieures (suite)	Commutateurs	
	CISCO 3524 (25)	
	CISCO 2950 (17)	
	CISCO 6000 (1)	
	CISCO VPN 3015 (1)	
	CISCO VPN 3002 (8)	
	CISCO PIX 525 (2)	
	CISCO 5350 (SERVEUR RAS) (1)	
	Serveurs	
	COMPAQ 850R (3)	
	COMPAQ 1600 (4)	
	COMPAQ 5500 (4)	
	COMPAQ 6000 (2)	
	HP-COMPAQ DL-360 (20)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Années antérieures (suite)	HP-COMPAQ DL-380 (7)	
	HP-COMPAQ DL-580 (5)	
	HP-COMPAQ ML-370 (4)	
	HP-COMPAQ ML-570 (2)	
	HP 9000 (2)	
	Ordinateurs	
	CIARRA EA81510A (1)	
	COMPAQ EVO D500 (250)	
	COMPAQ EVO D510 (6)	
	COMPAQ EVO N160 (25)	
	DELL LATITUDE C600 (7)	
	DELL LATITUDE D400 (1)	
	DELL LATITUDE D600 (23)	
	DELL OPTIPLEX GX110 (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 31 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Années antérieures (suite)	DELL OPTIPLEX GX115 (212) DELL OPTIPLEX GX333 (1) DELL OPTIPLEX GX400 (153) HP D530 CMT (DG767A) (162) HP VECTRA (2) IBM THINKPAD (3) MYNIX PRIMA/VANTAGE 2000 (13) TOSHIBA SATELLITE PRO 6100 (26) ASUS, modèle indéterminé (15) COMPAQ, modèle indéterminé (12) INTEL, modèle indéterminé (9) MYNIX, modèle indéterminé (32) SEANIX, modèle indéterminé (1) TOSHIBA PORTATIF, modèle indéterminé (3) Marque et modèle indéterminés (11)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire et autres unités administratives					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mise à jour du Recueil des politiques de gestion					118,45
Banque de consultation de jurisprudence					551,45
Gazette officielle				195,00	
Projets de lois					330,00
Centre de ressources du CCAF-FCVI				150,00	
Nom de domaine : centraide-secteur-public.qc.ca					45,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de madame Monique Jérôme-Forget					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Journal de Montréal		224,17			
Journal de Québec		77,59			
La Presse		534,04			
Le Devoir		816,31			
L'Actualité			32,95		
Le Soleil		460,91			
Les Affaires		155,90			
Châtelaine			39,94		
Elle Québec			18,95		
Gazette		206,62			
National Post		168,00			
Publications Québec - Projets de lois					165,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mise à jour du Code civil du Québec					48,00
Mise à jour des lois du travail					48,00
Mise à jour du Recueil des politiques de gestion					218,66
Banque de consultation de jurisprudence					159,00
L'Actualité			32,95		
VIEW - Informatique			1 022,00		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Incontournable			49,95		
« Affaires Plus »			19,95		
« Effectif »			365,12		
Revue Gestion			46,07		
Revue « Le clinicien » - La revue de formation médicale continue			102,00		
Travail et santé			35,00		
Mise à jour du Recueil des politiques de gestion					1 132,69
Banque de consultation de jurisprudence					270,00
Santé et sécurité au travail					1 359,00
Droit du travail Express					504,40
Objectif- Prévention			35,00		
Journal l'Écho		56,50			
Gazette des femmes				22,50	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32					
LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Osmose			38,50		
Annuaire médical			600,00		
Relations de travail			700,00		
Relations industrielles			100,00		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Études économiques de l'organisation de coopération et de développement économique					923,65
Conference Board				8 757,74	
Economist			316,00		
Mise à jour du Recueil des politiques de gestion					107,69
Options politiques	39,95				
PC Magazine			151,94		
Lois refondues du Québec					49,12
Observateur économique canadien			388,80		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mise à jour du Recueil des politiques de gestion					1 396,03
Accès direct aux fichiers du code géographique				700,00	
Incontournable			49,95		
Gazette officielle					225,00
Mises à jour des lois refondues du Québec					941,00
Revue Commerce			19,95		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
La Presse		145,60			
Council for Public Private Partnerships					237,50
Mise à jour du recueil des politiques de gestion					47,52
PFI Intelligence Bulletin				1 117,86	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale				635,00	
Tendances en sécurité sociale (ISSA)					78,32
Le code du travail	171,00				
Revue internationale de gestion					151,00
Mise à jour du Recueil des politiques de gestion					236,12
La Presse		145,60			
Le Devoir		173,87			
Gazette officielle du Québec					225,00
Conference Board				10 014,33	
Projets de lois publics, sanctionnés et Projets de lois publics, présentation					330,00
Mise à jour du Code civil du Québec					48,00
Alter ego : charte des droits de la personne	85,50				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Manuel de gestion financière (MSSS)					62,50
Répertoire des circulaires (MSSS)					62,50
Revue Relations industrielles					100,00
Banque de consultation de jurisprudence					33,00
L'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels					250,00
Tendances sociales canadiennes					62,40
Mise à jour des lois du travail (Wilson & Lafleur)					144,00
L'Observateur économique canadien					388,80
Mise à jour des lois refondues du Québec					910,00
Bulletin Gestion Plus					94,95
Recueil de jurisprudence en droit du travail et mises à jour en duo avec le Droit du travail Express	720,90				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔUT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Bulletin d'information Collection GRH				225,00	
Publications CCH Contrat des organismes publics québécois					745,00
Publications CCH Ltée : Régimes de retraite au Québec (papier)					1 349,00
Commerce			30,00		
Statistique Canada : CD-ROM de la revue chronologique de la population active - 1976 à 2003 et 1976 à 2004				418,00	
Association des hôpitaux du Québec (AHQ) : répertoire des régimes d'assurance collective					170,00
Mises à jour des lois & règlements de la CARRA					214,59
FAQ : licence « Statistical Analyse System » (SAS)				2 748,00	
Carswell : Canadian Employment Law Factbook					254,51
Répertoire législatif (lois)					20,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Lois sanctionnées en français					330,00
CCH : Loi de l'impôt sur le revenu du Canada & Règlement annoté	91,50				
Publications CCH Ltée : Charte Canadienne des droits et libertés	550,00				
Code criminel (Mise à jour)	48,00				
Code de procédure civile (Mise à jour)	48,00				
Congédiement en droit québécois	161,80				
Lois du travail (15 volumes)	524,25				
Charte canadienne des droits et libertés	140,90				
Tribunaux administratifs du Québec	100,90				
Droits de la personne et les relations du travail	117,80				
Mesures disciplinaires et non disciplinaires	193,70				
Accès à l'information	250,00				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 32					
LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Code civil du Québec (2 volumes)	59,60				
Alter Égo : Loi sur la faillite et insolvabilité	97,95				
Annuaire téléphonique judiciaire	42,00				
Cour suprême du Canada - mises à jour	310,45				
ADAMS - CDN Labour Law - mises à jour	76,53				

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 33

LISTE DES SITES INTERNET

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

• **Nom du site et adresse**

Secrétariat du Conseil du trésor
www.tresor.gouv.qc.ca

• **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

La démarche de conception du site Internet a été pilotée par Stéphanie Tremblay, de la Direction des communications, en collaboration avec Émilie Dumas, également de la Direction des communications, qui a réalisé le travail de graphisme et avec Denise Deschênes, de la Direction des communications, qui a conçu la mise en page et effectué l'intégration.

• **les coûts de construction du site**

L'ensemble du site a été réalisé à l'interne par le personnel de la Direction des communications. Toutefois, un mandat de services professionnels pour répondre à toutes les normes d'accessibilité a été attribué, dont le coût a été de 2 100 \$. Deux formulaires ont également été réalisés à l'externe : coût de 2 287 \$. Deux sections du site ont dû être rédigées à l'externe : coût de 2 223 \$.

• **le coût de l'entretien et de la mise à jour**

L'entretien et la mise à jour du site du Secrétariat du Conseil du trésor sont assumés par trois ressources internes : M^{mes} Émilie Dumas, Denise Deschênes et Joanne Normand. Il n'y a donc aucun débours, auprès de ressources externes, associé à ces activités.

• **le responsable du contenu du site**

M^{me} Caroline Martin est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor.

• **la fréquence moyenne de mise à jour**

Des modifications sont apportées régulièrement à l'ensemble des sections du site du Secrétariat du Conseil du trésor. Certaines sections, notamment celle sur « les emplois au gouvernement » et la page d'accueil, connaissent des modifications régulières, quotidiennes ou hebdomadaires, selon les besoins. D'autres, comme celles portant sur le recrutement dans les établissements d'enseignement, par exemple, connaissent des modifications au besoin.

• **le nombre de visiteurs (hits) par mois**

Le nombre moyen de visites mensuellement a été de 151 742 au cours de la dernière année.

• **le nombre de fois que le site a été refait**

Depuis son lancement au mois de mai 1999, le site a été refait deux fois : en 2001 et en 2004.

- **le coût :**

L'ensemble des modifications ont été réalisées à l'interne, à l'exception des éléments suivants :

- en 2004, normes d'accessibilité = 2 100 \$
- en 2004, formulaires = 2 287 \$
- en 2004, rédaction = 2 223 \$

- **les critères qui ont justifié les changements**

- Actualisation nécessaire du site, tant du point de vue de son aspect visuel que des techniques employées pour sa mise à jour
- Respect des mises aux normes établies par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) et par le World Wide Web Consortium
- Changements à la structure administrative du Secrétariat

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 34

DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION :

A) TÉLÉPHONIE; B) MATÉRIEL INFORMATIQUE; C) LOGICIELS; D) PROGRAMMATION; E) FORMATION

A) Téléphonie	239 739,67
B) Matériel informatique en supplément de la demande générale numéro 31	295 216,06
C) Logiciels	186 861,87
D) Programmation	<u>310 792,00</u>
	<u>1 032 690,60</u>
E) Formation : ces dépenses sont incluses dans la demande générale numéro 13	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 35
POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS,
ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Les salariées et salariés syndiqués, syndiquables et non syndiqués, assujettis à la Loi sur la fonction publique, sont des employés du Conseil du trésor au sens de la Loi sur l'équité salariale (LES). Ce dernier est aussi l'employeur des personnes salariées des secteurs de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux.

Les seuls organismes non assujettis à la Loi sur la fonction publique dont le Conseil du trésor est l'employeur au sens de la LES sont le Protecteur du citoyen, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le Conseil des services essentiels et la Régie des installations olympiques.

À la suite du jugement de la Cour supérieure du 9 janvier 2004 invalidant le chapitre IX de la Loi sur l'équité salariale, le programme gouvernemental de relativité salariale, qui avait été avalisé par la Commission de l'équité salariale, s'est retrouvé dépourvu des approbations légales requises. Ce faisant, le Conseil du trésor, en tant qu'employeur aux fins de l'application de la Loi, a l'obligation de revoir les travaux menés avec les groupes de salariés, et ce, dans le cadre du chapitre II de la Loi.

Le gouvernement s'est donc remis à la tâche afin de définir quelles étapes franchies pouvaient être réutilisées dans le cadre du chapitre général de la Loi sur l'équité salariale. Avec l'adoption du projet de loi 79, en décembre 2004, permettant le regroupement d'associations accréditées dans un même programme d'équité salariale, le gouvernement a permis de débloquer la mise en place de plusieurs comités d'équité salariale.

Les organisations syndicales CSN, CSQ, FIIQ et FTQ réunies en Intersyndicale ont conclu une entente avec le Conseil du trésor pour établir un programme distinct applicable aux personnes salariées qu'elles représentent. Les travaux menés avec ce groupe, qui représente environ 72 % des salariés visés dans les secteurs public et parapublic, ont repris à l'automne 2004. Le comité conjoint, créé à cet effet, a convenu des catégories d'emplois visées et de leur prédominance sexuelle. La méthode et les outils d'évaluation de ces catégories ont aussi été confirmés et l'élaboration de la démarche a été agréée par les parties. Le premier affichage, prévu par la Loi sur l'équité salariale, est en cours (du 14 février 2004 au 15 avril 2005). Les travaux se poursuivent donc sur une voie très positive.

D'autres comités ont été mis en place à la demande des organisations syndicales, par exemple ceux du SPGQ pour les 17 000 professionnels syndiqués de la Fonction publique et ceux du SFPQ visant les 47 000 fonctionnaires et ouvriers de la Fonction publique. Les travaux ont repris à l'automne 2004.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 35
POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS,
ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Pour le personnel d'encadrement pour qui plusieurs forums d'équité salariale avaient été mis en place depuis 2001, des questions juridiques restent en suspens. Elles ont été adressées à la Commission de l'équité salariale qui déterminera les interventions requises pour réaliser l'équité salariale conformément à la Loi.

Quant aux coûts, il faut rappeler qu'entre 1990 et 2007, l'État québécois aura, en moyenne, relevé de 6 % les échelles salariales des catégories à prédominance féminine. Pour l'ensemble des employés syndiqués et syndiquables des secteurs public et parapublic, les redressements équivalent à 4 % de la masse salariale. Les correctifs à venir seront sûrement de moindre envergure compte tenu des sommes déjà investies et des correctifs qu'ont générés des travaux de même nature chez d'autres employeurs québécois ou chez d'autres administrations provinciales.

Quoi qu'il en soit, le coût des corrections aux écarts salariaux sera pris en compte au premier titre dans le cadre budgétaire que le gouvernement s'est donné pour le renouvellement des conventions collectives.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 36
CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT AINSI QUE LE MONTANT DE CHACUN DE CES CONTRATS

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 10.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 37

SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT AINSI QUE LE MONTANT DE CHACUN DE CES CONTRATS

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 8.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 38

ÉTUDES COMMANDÉES EN 2004-2005 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX DÉJÀ OFFERTS
OU DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS, LES CONTRATS LIÉS À CES ÉTUDES, LES MANDATS DÉTAILLÉS, L'ÉCHÉANCE PRÉVUE ET LES MONTANTS IMPLIQUÉS

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 9.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 39

SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT
À LA DEMANDE DU CONSEIL EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 40
NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 41 BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DES MINISTÈRES (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) EN 2004-2005 ET CEUX PRÉVUS POUR 2005-2006		
ANNÉE	DESCRIPTION	COÛT
2004-2005	Entente convenue entre le Secrétariat du Conseil du trésor, le ministère du Conseil exécutif et le ministère de la Sécurité publique pour la sécurité aux édifices H et J en attendant la mécanisation des accès	265 778,13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 42A

TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE S'APPLIQUANT À TOUS LES MINISTÈRES OU ORGANISMES,
OU PARTICULIÈRE À CERTAINS MINISTÈRES OU ORGANISMES, À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION
AINSI QUE TOUTES LES SOMMES INVESTIES DANS L'APPLICATION DE CES MESURES

Les directives suivantes s'appliquent en matière de circulation et de confidentialité de l'information :

DIRECTIVES APPLICABLES AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES

- Directive sur l'utilisation éthique du courriel, d'un collecticiel et des services d'Internet pour le personnel de la fonction publique : cette directive a été adoptée le 1^{er} octobre 2002 et n'a fait l'objet d'aucune modification depuis cette date.
- Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques dans l'administration gouvernementale : adoptée le 23 novembre 1999 et n'a fait l'objet d'aucune modification depuis cette date.
- Directive concernant le traitement et la destruction de tout renseignement, registre, donnée, logiciel, système d'exploitation ou autre bien protégé par un droit d'auteur, emmagasiné sur un équipement micro-informatique ou sur un support informatique amovible : adoptée le 19 octobre 1999 et modifiée le 27 mai 2003. Elle n'a fait l'objet d'aucune modification depuis cette dernière date.
- Directive sur les services de certification offerts par le gouvernement du Québec pendant la phase intérimaire : cette directive a été adoptée le 13 février 2002 et modifiée les 13 août 2002 et 10 mars 2004. Elle n'a fait l'objet d'aucune modification depuis cette dernière date.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 42B

TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE S'APPLIQUANT À TOUS LES MINISTÈRES OU ORGANISMES, OU PARTICULIÈRE À CERTAINS MINISTÈRES OU ORGANISMES, À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION AINSI QUE TOUTES LES SOMMES INVESTIES DANS L'APPLICATION DE CES MESURES

Les directives suivantes s'appliquent en matière de circulation et de confidentialité de l'information :

DIRECTIVES INTERNES APPLICABLES AUX EMPLOYÉS DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR :

- Directive sur l'utilisation et la gestion du courrier électronique, émise le 3 novembre 1999;
- Directive sur la destruction des documents renfermant des renseignements confidentiels ou personnels, émise le 3 novembre 1999;
- Directive sur la sécurité informatique, émise le 2 avril 1997;
- Directive sur les sondages réalisés par le Secrétariat du Conseil du trésor ou l'un de ses mandataires, émise le 3 novembre 1999;
- Instructions et procédures pour l'application de la Directive du Conseil du trésor concernant le traitement et la destruction de tout renseignement, registre, donnée, logiciel, système d'exploitation ou autre bien protégé par un droit d'auteur emmagasiné sur un équipement micro-informatique ou sur un support informatique amovible, émise le 26 mai 2000;
- Directive sur la gestion des dossiers contenant des renseignements personnels à caractère médical, émise le 3 novembre 1999;
- Directive sur la transmission de renseignements confidentiels ou personnels par télécopieur, émise le 3 novembre 1999;
- Directive interne sur la communication de renseignements personnels en vue d'assurer la protection des personnes, émise le 26 juin 2002;
- Directive sur l'utilisation des écrans de veille, émise le 4 avril 2001;
- Politique ministérielle de la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques, émise le 9 mars 2004.

Nous n'avons aucun rapport faisant état de toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 43

NOMBRE ET NATURE DES GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES MINISTÉRIELLES
VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS AINSI QUE LE NOMBRE DE SANCTIONS IMPOSÉES AUX EMPLOYÉS ET AUX CADRES
À L'ÉGARD DE CES MÊMES POLITIQUES

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 44
NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS ET MÉDIATEURS

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 10.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 45
DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Au Secrétariat du Conseil du trésor, il n'y a eu aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle dans les régions du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 46
LES MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2004-2005 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006
POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES

Aucun montant déboursé pour la mise en place du gouvernement en ligne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 47

LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 48

LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR UN MINISTÈRE, ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 49
NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION POUR 2004-2005

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 50
LA LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 21.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 51
NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2005

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

)

)

254

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 52
MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
POUR FERMER L'ANNÉE 2004-2005 ET MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES

- Les budgets des ministères et organismes pour l'exercice 2004-2005 ont été établis en fonction d'une cible des dépenses budgétaires de 46 742 millions de dollars.
- Cette cible représente une croissance de 3,2 % par rapport à 2003-2004.
- Les portefeuilles de la santé et de l'éducation ont été priorisés en accaparant près de 90 % de la croissance des dépenses :
 - Santé et services sociaux : 5,1 % (+ 963 M\$)
 - Éducation : 2,6 % (+ 306 M\$)
- Le budget de l'ensemble des autres portefeuilles a également été augmenté dans une proportion moindre, soit de 0,4 % (+ 171 M\$).
- Pour une seconde année consécutive, le gouvernement a atteint sa cible budgétaire en respectant l'enveloppe qu'il s'était fixée initialement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 53
MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006 ET MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES

- Les budgets des ministères et organismes ont été établis en 2005-2006 en fonction d'une croissance de 3,6 % des dépenses de programmes. Les budgets ont été établis avec la préoccupation de maintenir les services à la population. Les efforts de rationalisation ont donc essentiellement portés sur les coûts de fonctionnement des ministères, notamment par la réduction par attrition de l'effectif du gouvernement.
- La priorité est donnée à la santé et à l'éducation :
 - Santé : 4,1 % (826 M\$)
 - Éducation : 2,7 % (321 M\$)
 - Autres portefeuilles : 0,9 % (130 M\$) en excluant les sommes pourvues au Fonds de suppléance
- Depuis avril 2003, le réinvestissement en santé et en éducation atteint près de 4 milliards de dollars dont près de 3 milliards de dollars pour la santé.
- Plusieurs autres portefeuilles disposent de hausses importantes de leur budget :
 - Affaires municipales et Régions : 8,4 % (137 M\$)
 - Culture et Communications : 2,5 % (15 M\$)
 - Famille, Aînés et Condition féminine : 9 % (134 M\$)
 - Ressources naturelles et Faune : 3 % (11 M\$)
 - Transports : 9,2 % (152 M\$)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 54
LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

0

1

260

2

3

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 55 LISTE ET MONTANTS VERSÉS À CHACUN DES TRAITEURS EN 2004-2005	
FOURNISSEUR	MONTANT VERSÉ EN 2004-2005
Avec Plaisirs	1 043,08
Bernard & Fils Traiteur	1 326,75
Buffet Clémentine	13 244,63
Buffet du Passant	563,42
Buffet il cabbiano	1 800,00
Buffet St-Émile	86,50
Les Buffets maison enr.	2 269,80
Café Suprême	121,76
Le Cartet boutique alimentaire	747,00
Centre de production A. N. inc.	3 618,09
Drapeau Christian le traiteur	650,00
Maison Jean-Alfred Moisan	128,71
Momentum traiteur	80,14
La part du chef	223,50
Pomerleau maître traiteur	126,80
Première moisson express	403,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 55 LISTE ET MONTANTS VERSÉS À CHACUN DES TRAITEURS EN 2004-2005	
FOURNISSEUR	MONTANT VERSÉ EN 2004-2005
Sodexho	76,50
Traiteur des anges	2 830,40
Traiteur Francis Beaulieu	1 032,35
Traiteur le Fin Gourmet inc.	1 915,10
Traiteur Lionel Riverin	1 030,05
Yuzu sushi bar	218,00
Zeste du monde	152,45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 56
COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES

Cette demande n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
1	Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années : <ul style="list-style-type: none"> - date et contexte de création; - objectifs poursuivis; - nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV; - indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin; - indiquer le budget dévolu 	1
2	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci	3
3	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats	5
4	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> - la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; - la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; - la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; - leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation 	7
5	Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité	9
6	Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	11
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes	13
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et pour 2004-2005	15
9	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005	17
10	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : <ul style="list-style-type: none"> - nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; - liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; - frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; - liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents 	19
11	Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts	21
12	Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts	23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
13	Bilan du Fonds des services gouvernementaux par secteur d'activité - valeur totale des contrats accordés durant l'année; - coûts des dépassements s'il y a lieu; - liste des ministères et organismes qui ont fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés par le ministère	25
14	Liste des nouveaux baux conclus par la Société immobilière du Québec pour 2004-2005. Noms et adresses des entreprises traitantes et ventilation par région	27
15	Liste des baux signés par la Société immobilière du Québec avec des propriétaires privés - coûts et superficie; - endroit; - occupant actuel; - date de la signature du bail; - locaux inoccupés en pieds carrés; - la durée du bail	29
16	Au 1 ^{er} mars 2005 : - la superficie totale du parc immobilier; - la superficie totale des espaces vacants; - le taux de vacance qui en découle	31
17	Ventilation détaillée du nombre total d'employés occasionnels par catégorie d'emploi et de statut d'emploi dans la fonction publique, dans le secteur de la santé et des services sociaux et dans le secteur de l'éducation au 1 ^{er} mars 2004 et au 1 ^{er} mars 2005	33
18	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2002, 2003, 2004 et 2005	35
19	Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence en 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005	37
20	Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2003, 2004 et 2005	39
21	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle	41
22	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération	43
23	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2004-2005 avec, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite, la répartition par région administrative, date de la publication des résultats	45
24	Pour chacun des concours précédemment mentionnés, le nombre de postulants issus des communautés culturelles, le nombre de personnes handicapées, le nombre d'anglophones, le nombre d'autochtones et le nombre de jeunes de moins de 35 ans	47
25	Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans	49
26	Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans	51
27	Depuis 2003, évolution des effectifs et de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme et membres de direction	53

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
28	Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme et membres de direction. Ventilation par année	55
29	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale	57
30	Copie des études, analyses et recherches réalisées par ou pour le Conseil du trésor dans le dossier de l'équité salariale	59
31	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	61
32	Liste des contrats attribués pour des services-conseils par le Conseil du trésor depuis le 14 avril 2003, comprenant le montant de chacun des contrats et le nom de l'entreprise qui a réalisé le mandat et la date à laquelle les contrats ont été octroyés	63
33	Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel de la fonction publique dont le contrat n'a pas été renouvelé à son échéance. Comparaison avec 2002-2003 et 2003-2004	65
34	Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi. Comparaison avec 2002-2003 et 2003-2004	67
35	Copie de toutes les études ou analyses détenues par le Conseil du trésor et touchant les partenariats public-privé et copie de tous les mandats donnés à des firmes privées touchant des partenariats public-privé	73
36	Copie de toutes les études ou analyses produites depuis 2003 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec	75
37	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR	77
38	Copie des études, analyses ou rapports portant sur la décentralisation, déconcentration ou dévolution d'organismes gouvernementaux	79
39	Nombre de réunions tenues par chacun des comités touchant la réingénierie ainsi que la date de ces réunions	81
40	À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?	83
41	À combien s'est élevée la rémunération du personnel des réseaux collégial et universitaire pour 2004-2005? Ventilation par catégorie d'emploi	85
42	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004	87
43	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques	89
44	Objectifs 2005-2006 pour la représentation des communautés culturelles dans les cabinets politiques, dans la haute direction de la fonction publique et aux conseils d'administration des organismes d'État	91
45	Détail de l'état d'avancement des travaux pour la mise en place d'un mécanisme de surveillance et d'imputabilité pour assurer la réalisation des priorités en matière d'immigration au niveau des nominations politiques	93

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
46	Bilan des six comités mis sur pied dans le cadre du discours inaugural de juin 2003. Liste des personnes membres de chaque comité, calendrier des rencontres, procès-verbaux des rencontres et montant déboursé pour chaque comité	95
47	Bilan des six comités lancés par le premier ministre le 9 octobre 2003 dans le cadre de la réingénierie. Liste des personnes membres de chaque comité, calendrier des rencontres, procès-verbaux des rencontres et montant déboursé pour chaque comité	101

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 1

POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

A) DATE ET CONTEXTE DE CRÉATION B) OBJECTIFS POURSUIVIS C) NOMBRE D'EMPLOYÉS ET/OU D'ADMINISTRATEURS
D) LE CAS ÉCHÉANT, LA DATE DU DÉBUT DU CONTRAT, DE LA NOMINATION OU AUTRE ET DE LA FIN E) LE BUDGET DÉVOLU

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 2

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2003 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS
ET PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 3

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES,
AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES.
POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

(

(

6

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 4

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2004-2005, INDIQUER : A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES D) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

(

(

8

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 5

POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE
ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 6
POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

)

)

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 7
NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2004-2005 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 8
NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2003-2004 ET POUR 2004-2005

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 9
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2004-2005

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

()

)

()

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 10

POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : A) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS
ET LES FRAIS AFFÉRENTS B) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION
D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 11
LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2004-2005, EN INCLUANT LES COÛTS

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

)

)

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 12
FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS
ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne répond pas à cette demande particulière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 13
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les Services gouvernementaux répondront à cette demande sous la demande particulière numéro 22.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 14
LISTE DES NOUVEAUX BAUX CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR 2004-2005
NOMS ET ADRESSES DES ENTREPRISES TRAITANTES ET VENTILATION PAR RÉGIONS

La Société immobilière du Québec répondra à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 15
LISTE DES BAUX SIGNÉS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC AVEC DES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

La Société immobilière du Québec répondra à cette demande.

0

0

30

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 16
AU 1^{ER} MARS 2005, LA SUPERFICIE TOTALE DU PARC IMMOBILIER, DES ESPACES VACANTS, LE TAUX DE VACANCE QUI EN DÉCOULE

La Société immobilière du Québec répondra à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 17A VENTILATION DÉTAILLÉE DU NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET DE STATUT D'EMPLOI, DANS LA FONCTION PUBLIQUE, AU 1 ^{ER} MARS 2004 ET 1 ^{ER} MARS 2005								
Catégorie d'emploi	Mars 2004				Mars 2005			
	Moins d'un an	Plus d'un an	Saisonnier	Total	Moins d'un an	Plus d'un an	Saisonnier	Total
Professionnel	679	1 105	15	1 799	659	1 330	-	1 989
Enseignant	477	106	0	583	471	116	-	587
Technicien	950	3 113	806	4 869	875	3 157	900	4 932
Personnel de bureau	1 813	2 063	952	4 828	1 771	2 110	1 011	4 892
Agent de la paix	35	0	11	46	41	-	21	62
Ouvrier	379	69	904	1 352	335	98	816	1 249
Total	4 333	6 456	2 688	13 477	4 152	6 811	2 748	13 711

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 17B VENTILATION DÉTAILLÉE DU NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET DE STATUT D'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION DU 1^{ER} JUILLET 2002 AU 30 JUIN 2003*								
CATÉGORIE D'EMPLOI	COMMISSIONS SCOLAIRES		COLLÈGES		SANTÉ		TOTAL	
	ETC	INDIVIDUS	ETC	INDIVIDUS	ETC	INDIVIDUS	ETC	INDIVIDUS
Cadre	25	42	51	65	338	403	414	510
Directeur d'école	40	72	—	—	—	—	40	72
Gérant	23	36	15	19	—	—	37	55
Professionnel	907	1 869	338	948	4 079	5 746	5 323	8 563
Infirmière et infirmier bacheliers	—	—	—	—	1 351	1 754	1 351	1 754
Enseignant	21 629	42 445	5 135	9 087	—	—	26 765	51 532
Technicien	1 373	4 062	376	2 116	5 931	8 803	7 680	14 981
Infirmière et infirmier	—	—	—	—	5 197	7 323	5 197	7 323
Assistant technicien	5 343	23 431	81	863	2 396	3 933	7 820	28 227
Auxiliaire infirmière et infirmier	—	—	—	—	8 775	14 458	8 775	14 458
Personnel de bureau	1 495	4 124	486	3 339	5 135	7 629	7 117	15 092
Ouvrier	186	476	24	55	—	—	210	531
Personnel d'entretien et service	1 026	4 221	179	762	4 125	7 776	5 331	12 759
Stagiaire et étudiant	—	—	—	—	770	949	770	949
Résident en médecine	—	—	—	—	960	1 445	960	1 445
Total	32 048	80 778	6 685	17 254	39 056	60 219	77 788	158 251

* Les données du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003 sont les dernières données disponibles pour ces secteurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 18 VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS TEMPORAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU 1 ^{ER} MARS 2002, 2003, 2004 et 2005				
Catégorie d'emploi	Mars 2002	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
Haute direction	60	59	52	50
Cadres supérieurs	24	56	58	31
Cadres intermédiaires	15			
Professionnels	2 983	3 353	2 352	1 186
Enseignants	176	175	83	51
Techniciens et assimilés	4 299	4 132	2 109	1 057
Personnel de bureau	2 897	2 963	1 485	745
Agents de la paix	585	882	867	511
Ouvriers	160	146	102	55
Total	11 199	11 766	7 108	3 686

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 19 NOMBRE D'EFFECTIFS TEMPORAIRES QUI ONT EU LE STATUT DE PERMANENCE EN 2002-2003, 2003-2004 ET 2004-2005			
Catégorie d'emploi	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Haute direction	5	0	4
Cadres supérieurs	10	14	20
Cadres intermédiaires	5	0	0
Professionnels	994	1 643	1 171
Enseignants	5	93	31
Techniciens et assimilés	1 173	2 519	1 038
Personnel de bureau	482	1 790	702
Agents de la paix	188	215	371
Ouvriers	66	71	56
Total	2 928	6 345	3 393

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 20 VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS PERMANENTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU 1 ^{ER} MARS 2003, 2004 ET 2005			
Catégorie d'emploi	Mars 2003	Mars 2004	Mars 2005
Haute direction	396	370	353
Cadre supérieur	3 574	3 750	3 722
Cadre intermédiaire	2	-	-
Professionnel	16 049	17 520	18 546
Enseignant	249	330	349
Technicien et assimilé	13 245	15 341	15 894
Personnel de bureau	10 636	11 801	11 912
Agent de la paix	2 196	2 250	2 613
Ouvrier	1 413	1 389	1 340
Total	47 760	52 751	54 729

0

0

40

0

0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 21	
NOMBRE D'UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES PROPRES À LA FONCTION PUBLIQUE EN INDIQUANT DE QUEL MINISTÈRE OU ORGANISME RELÈVE CHACUNE D'ELLES	
Unités autonomes de services (UAS) ou unités ayant conclu une convention de performance et d'imputabilité (CPI)	Ministère ou organisme responsable
Aide financière aux études (UAS)	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministère de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministère de la Culture et des Communications
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI)	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministère des Transports
Centre de perception fiscale (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Centre de recouvrement (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Centre québécois d'inspection des aliments et santé animale (CPI)	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Centre de signalisation (CPI)	Ministère des Transports
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CPI)	Présidente du Conseil du trésor
Emploi-Québec (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Forêt Québec (UAS)	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Géologie Québec (UAS)	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministère de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI)	Ministère de la Culture et des Communications
Régie des rentes du Québec (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Sécurité du revenu (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Services aériens (CPI)	Ministère des Services gouvernementaux
Contrôle routier Québec (CPI)	Ministère des Transports et Société d'assurance automobile du Québec
Revenu Québec (CPI)	Ministère du Revenu

()

()

42

()

()

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 22 LISTE DES UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES, NOMBRE D'EMPLOYÉS ET DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION		
Unités autonomes de services (UAS) ou unités ayant conclu une convention de performance et d'imputabilité (CPI)	NOMBRE D'EMPLOYÉS	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Aide financière aux études (UAS)	334	17 juin 1997
Bureau des infractions et amendes (CPI)	159	19 juin 2001
Centre de conservation du Québec (CPI)	25	22 novembre 2002
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI)	116	16 janvier 2002
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	175	12 avril 2001
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	440	27 mai 1997
Centre de perception fiscale (CPI)	1 107	11 octobre 2001
Centre de recouvrement (CPI)	309	5 avril 2001
Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale (CPI)	469	23 octobre 2001
Centre de signalisation (CPI)	32	8 mars 2001
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (CPI)	557	25 mars 2003
Emploi-Québec (CPI)	2 781	16 avril 2002
Forêt Québec (UAS)	1 614	19 mai 1998
Géologie Québec (UAS)	183	3 juin 1997
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	122	22 octobre 1996
Régie du cinéma (CPI)	52	1 ^{er} janvier 2001
Régie des rentes du Québec (CPI)	1 090	3 avril 2001
Sécurité du revenu (CPI)	2 793	1 ^{er} juin 2001
Service aérien gouvernemental (CPI)	166	12 septembre 2002
Contrôle routier Québec (CPI)	519	28 février 2001
Revenu Québec (CPI)	9 218	29 juin 2004

(

)

)

)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 23 LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2004-2005 AVEC, POUR CHACUN DE CES CONCOURS : LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS, LE NOMBRE DE POSTULANTS, LA DATE, LA NATURE RÉSERVÉE OU NON, LE TAUX DE RÉUSSITE, LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS						
NUMÉRO DE CONCOURS	DESCRIPTION	RÉGION DE VALIDITÉ	CANDIDATURE INSCRITE	CANDIDATURE ADMISE	CANDIDATURE DÉCLARÉE APTE	ÉMISSION DE LA LDA
103G4501001	AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	Toutes les régions	1	1	0	Pas de LDA
104G4501001	AGENT D'INFORMATION	Toutes les régions	1	1	1	2004-08-02
104G4503032	AGENT D'INFORMATION	Toutes les régions	1	1	1	2004-06-07
105G4501001	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	Toutes les régions	4	4	4	2004-08-02
105G4503110	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	Toutes les régions	1	1	1	2004-10-01
105G4503111	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	Toutes les régions	1	1	0	Pas de LDA
105G4503112	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	Toutes les régions	1	1	0	Pas de LDA
111G4501001	ATTACHÉ D'ADMINISTRATION	Toutes les régions	1	1	0	Pas de LDA
200G4501001	AGENT DE BUREAU	Toutes les régions	24	23	10	2004-08-02
211G4501001	AUXILIAIRE DE BUREAU	Toutes les régions	2	2	1	2004-08-02
214G4501001	AGENT D'AIDE SOCIO-ÉCONOMIQUE	Toutes les régions	3	3	2	2004-08-02
221G4501001	AGENT DE SECRÉTARIAT CLASSE I	Toutes les régions	1	1	0	Pas de LDA
221G4501002	AGENT DE SECRÉTARIAT CLASSE II	Toutes les régions	4	4	2	2004-08-02
249G4501001	PRÉPOSÉ AUX RENSEIGNEMENTS	Toutes les régions	5	5	3	2004-08-02
264G4501001	TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	Toutes les régions	4	4	0	Pas de LDA
265G4501001	TECHNICIEN EN ARTS APPLIQUÉS ET GRAPHIQUES	Toutes les régions	2	2	2	2004-08-02
272G4501001	TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	Toutes les régions	3	3	3	2004-08-02
900R4503004	RÉSERVE RECRUTEMENT COLLÉGIAL	Toutes les régions	2 457	2 221	N/C	N/C
429G4506003	APPRÊTEUR DE PANNEAUX DE SIGNALISATION	Toutes les régions	39	35	21	2004-06-18
434G4506003	PRÉPOSÉ À L'ENTRETIEN MÉCANIQUE	Toutes les régions	228	218	132	2004-06-18
445G4503003	PISCICULTEUR	Toutes les régions	1	1	1	2004-06-18
900R4503003	RÉSERVE RECRUTEMENT UNIVERSITAIRE	Toutes les régions	3 941	3 420	12 009	2004-12-09

N/C : Étapes non complétées

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 24
POUR CHACUN DES CONCOURS PRÉCÉDEMMENT MENTIONNÉS, LE NOMBRE DE POSTULANTS ISSUS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,
LE NOMBRE DE PERSONNES HANDICAPÉES, LE NOMBRE D'ANGLOPHONES, LE NOMBRE D'AUTOCHTONES ET LE NOMBRE DE JEUNES DE MOINS DE 35 ANS

NUMÉRO DE CONCOURS	DESCRIPTION	CANDITATURE INSCRITE						CANDITATURE ADMISE						CANDITATURE DÉCLARÉE APTE					
		Total	Ang.	Aut.	C.c.	Hand.	Moins de 35 ans	Total	Ang.	Aut.	C.c.	Hand.	Moins de 35 ans	Total	Ang.	Aut.	C.c.	Hand.	Moins de 35 ans
103G4501001	AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
104G4501001	AGENT D'INFORMATION	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0
104G4503032	AGENT D'INFORMATION	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
105G4501001	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	4	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0
105G4503110	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
105G4503111	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
105G4503112	AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
111G4501001	ATTACHÉ D'ADMINISTRATION	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
200G4501001	AGENT DE BUREAU	24	0	0	0	24	1	23	0	0	0	23	0	10	0	0	0	10	3
211G4501001	AUXILIAIRE DE BUREAU	2	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	0	1	0	0	0	1	0
214G4501001	AGENT D'AIDE SOCIO-ÉCONOMIQUE	3	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	2	0	0	0	1	0
221G4501001	AGENT DE SECRÉTARIAT CLASSE I	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
221G4501002	AGENT DE SECRÉTARIAT CLASSE II	4	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	2	0	0	0	2	0
249G4501001	PRÉPOSÉ AUX RENSEIGNEMENTS	5	0	0	0	5	0	5	0	0	0	5	0	3	0	0	0	3	1
264G4501001	TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	4	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0
265G4501001	TECHNICIEN EN ARTS APPLIQUÉS ET GRAPHIQUES	2	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	1

N/C : Étapes non complétées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 24
 POUR CHACUN DES CONCOURS PRÉCÉDEMMENT MENTIONNÉS, LE NOMBRE DE POSTULANTS ISSUS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,
 LE NOMBRE DE PERSONNES HANDICAPÉES, LE NOMBRE D'ANGLOPHONES, LE NOMBRE D'AUTOCHTONES ET LE NOMBRE DE JEUNES DE MOINS DE 35 ANS

NUMÉRO DE CONCOURS	DESCRIPTION	CANDITATURE INSCRITE						CANDITATURE ADMISE						CANDITATURE DÉCLARÉE APTE					
		Total	Ang.	Aut.	C.c.	Hand.	Moins de 35 ans	Total	Ang.	Aut.	C.c.	Hand.	Moins de 35 ans	Total	Ang.	Aut.	C.c.	Hand.	Moins de 35 ans
272G4501001	TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	3	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0
900R4503004	RÉSERVE RECRUTEMENT COLLÉGIAL	2 457	33	9	331	3	2 163	2 221	32	9	238	2	1 995	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C
429G4506003	APPRÊTEUR DE PANNEAUX DE SIGNALISATION	39	1	0	3	1	24	35	0	0	2	1	21	21	0	0	0	1	13
434G4506003	PRÉPOSÉ À L'ENTRETIEN MÉCANIQUE	228	4	0	24	1	190	218	4	0	22	1	183	132	3	0	10	0	116
445G4503003	PISCICULTEUR	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1
900R4503003	RÉSERVE RECRUTEMENT UNIVERSITAIRE	3 941	39	10	1 121	21	3 180	3 420	32	9	863	17	2 828	12 009	103	30	1 506	46	10 607

N/C : Étapes non complétées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 25	
POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EMBAUCHÉS ISSUS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, QUI SONT DES PERSONNES HANDICAPÉES, QUI SONT ANGLOPHONES, AUTOCHTONES OU QUI ONT MOINS DE 35 ANS	
Communautés culturelles	875
Handicapées	138
Anglophones	198
Autochtones	53
Moins de 35 ans	6 815

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 26 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS MIS À PIED OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ ISSUS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, QUI SONT DES PERSONNES HANDICAPÉES, QUI SONT ANGLOPHONES, AUTOCHTONES OU QUI ONT MOINS DE 35 ANS	
Communautés culturelles	36
Handicapées	45
Anglophones	55
Autochtones	30
Moins de 35 ans	2 240

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 27

DEPUIS 2003, ÉVOLUTION DES EFFECTIFS ET DE LA MASSE SALARIALE GLOBALE POUR LES CLASSES D'EMPLOI SUIVANTES :
SOUS-MINISTRES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS, SOUS-MINISTRES ADJOINTS, DIRIGEANTS D'ORGANISME ET MEMBRES DE DIRECTION

Le Conseil exécutif répondra à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 28

DEPUIS 2003, NOMBRE DE NOMINATIONS OU DE RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS POUR LES POSTES DE SOUS-MINISTRES,
SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS, SOUS-MINISTRES ADJOINTS, DIRIGEANTS D'ORGANISME ET MEMBRES DE DIRECTION

Le Conseil exécutif répondra à cette demande.

0

0

56

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 29
POUR CHACUN DES GRANDS SECTEURS DE L'ÉTAT, ÉTAT DE LA SITUATION ET AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

À la suite du jugement de la Cour supérieure du 9 janvier 2004 invalidant le chapitre IX de la Loi sur l'équité salariale, le programme gouvernemental de relativité salariale, qui avait été avalisé par la Commission de l'équité salariale, s'est retrouvé dépourvu des approbations légales requises. Ce faisant, le Conseil du trésor, en tant qu'employeur aux fins de l'application de la Loi, a l'obligation de revoir les travaux menés avec les groupes de salariés, et ce, dans le cadre du chapitre II de la Loi.

Le gouvernement s'est donc remis à la tâche afin de définir quelles étapes franchies pouvaient être réutilisées dans le cadre du chapitre général de la Loi sur l'équité salariale. Avec l'adoption du projet de loi 79, en décembre 2004, permettant le regroupement d'associations accréditées dans un même programme d'équité salariale, le gouvernement a permis de débloquent la mise en place de plusieurs comités d'équité salariale.

Les organisations syndicales CSN, CSQ, FIIQ et FTQ réunies en Intersyndicale ont conclu une entente avec le Conseil du trésor pour établir un programme distinct applicable aux personnes salariées qu'elles représentent. Les travaux menés avec ce groupe, qui représente environ 72 % des salariés visés dans les secteurs public et parapublic, ont repris à l'automne 2004. Le comité conjoint, créé à cet effet, a convenu des catégories d'emplois visées et de leur prédominance sexuelle. La méthode et les outils d'évaluation de ces catégories ont aussi été confirmés et l'élaboration de la démarche a été agréée par les parties. Le premier affichage, prévu par la Loi sur l'équité salariale, est en cours (du 14 février 2004 au 15 avril 2005). Les travaux se poursuivent donc sur une voie très positive.

D'autres comités ont été mis en place à la demande des organisations syndicales, par exemple, ceux du SPGQ pour les 17 000 professionnels syndiqués de la Fonction publique et ceux du SFPQ visant les 47 000 fonctionnaires et ouvriers de la Fonction publique. Les travaux ont repris à l'automne 2004.

Pour le personnel d'encadrement pour qui plusieurs forums d'équité salariale avaient été mis en place depuis 2001, des questions juridiques restent en suspens. Elles ont été adressées à la Commission de l'équité salariale qui déterminera les interventions requises pour réaliser l'équité salariale conformément à la Loi.

Quant aux coûts, il faut rappeler qu'entre 1990 et 2007, l'État québécois aura, en moyenne, relevé de 6 % les échelles salariales des catégories à prédominance féminine. Pour l'ensemble des employés syndiqués et syndiquables des secteurs public et parapublic, les redressements équivalent à 4 % de la masse salariale. Les correctifs à venir seront sûrement de moindre envergure compte tenu des sommes déjà investies et des correctifs qu'ont générés des travaux de même nature chez d'autres employeurs québécois ou chez d'autres administrations provinciales.

Quoi qu'il en soit, le coût des corrections aux écarts salariaux sera pris en compte au premier titre dans le cadre budgétaire que le gouvernement s'est donné pour le renouvellement des conventions collectives.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 30
COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES RÉALISÉES PAR OU POUR LE CONSEIL DU TRÉSOR DANS LE DOSSIER DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

Voir documents joints (version française et anglaise) :

- Premier affichage - Application de la Loi sur l'équité salariale (art. 75 et 76) - Programme d'équité salariale du Conseil du trésor pour les salariées et salariés représentés par : la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 31

COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT
PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que pour consultation sur place.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 32

LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS POUR DES SERVICES-CONSEILS PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR DEPUIS LE 14 AVRIL 2003, COMPRENANT LE MONTANT DE CHACUN DES CONTRATS ET LE NOM DE L'ENTREPRISE QUI A RÉALISÉ LE MANDAT ET LA DATE À LAQUELLE LES CONTRATS ONT ÉTÉ OCTROYÉS

La réponse à cette demande est incluse dans celle transmise à la demande générale numéro 10.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 33 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ À SON ÉCHÉANCE COMPARAISON AVEC 2002-2003 ET 2003-2004	
ANNÉE	NOMBRE
2004-2005 ¹	5 926
2003-2004	3 626
2002-2003	5 627

¹ Pour 2004-2005, les données concernant la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont manquantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR CLASSE D'EMPLOI COMPARAISON AVEC 2002-2003 ET 2003-2004			
CLASSE D'EMPLOI	2004-2005	2003-2004	2002-2003
102-Agent de développement industriel	-	2	1
103-Agent de la gestion financière	1	1	1
104-Agent d'information	-	3	1
105-Agent rech.et planific.socio-économ.	10	8	5
107-Agent culturel	-	-	1
108-Analyste informat.et proc.administr.	7	6	3
109-Architecte	-	1	-
111-Attaché d'administration	3	3	5
113-Biologiste	1	1	-
115-Avocat et notaire	1	-	1
118-Ingénieur	1	-	2
120-Médecin	1	1	1
123-Spécialiste sciences de l'éducation	1	-	-
124-Spécialiste en sciences physiques	-	1	-
125-Traducteur	-	1	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR CLASSE D'EMPLOI COMPARAISON AVEC 2002-2003 ET 2003-2004			
CLASSE D'EMPLOI	2004-2005	2003-2004	2002-2003
132-Evaluateur agréé ou ag.éval.foncière	-	1	-
133-Conseiller affaires internationales	-	1	1
200-Agent de bureau	33	34	31
205-Préposé établissements accrédités	1	-	-
206-Technicien en vérification fiscale	7	19	12
207-Agent d'indemnisation	2	1	1
208-Agent rentes, retraite et assurances	1	1	1
209-Agent-vérificateur	1	2	-
211-Auxiliaire de bureau	2	2	2
213-Auxiliaire en informatique	3	5	3
214-Agent d'aide socio-économique	8	8	3
216-Inspecteur-enq., Commis.normes trav.	-	1	2
217-Bibliotechnicien	-	-	1
218-Dactylographe	1	1	1
221-Agent de secrétariat	23	13	21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR CLASSE D'EMPLOI COMPARAISON AVEC 2002-2003 ET 2003-2004			
CLASSE D'EMPLOI	2004-2005	2003-2004	2002-2003
223-Evaluateur conduite véhic.routiers	3	1	6
225-Greffier-audiencier	1	-	-
230-Inspect. produits agric. et aliments	-	1	1
238-Préposé à la photocopie	2	3	-
241-Magasinier	1	2	-
244-Opérateur en informatique	2	-	-
248-Pilote d'aéronefs	1	1	-
249-Préposé aux renseignements	11	13	18
252-Préposé aux relevés d'arpentage	-	-	1
253-Préposé aux télécommunications	-	1	2
257-Technicien agricole	-	2	-
258-Technicien de laboratoire	1	-	1
259-Technicien de la faune	-	1	-
263-Technicien des travaux publics	3	-	2
264-Technicien en administration	4	9	8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

<p style="text-align: center;">DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR CLASSE D'EMPLOI COMPARAISON AVEC 2002-2003 ET 2003-2004</p>			
CLASSE D'EMPLOI	2004-2005	2003-2004	2002-2003
265-Technicien arts appliqués et graph.	1	-	-
266-Technicien en eau et assainissement	3	1	-
269-Technicien en foresterie	4	1	1
271-Technicien en information	1	-	1
272-Technicien en informatique	3	5	2
276-Téléphoniste-réceptionniste	2	-	1
283-Technicien en droit	-	1	2
285-Agent de recouvrement fiscal	7	10	2
298-Enquêteur en matières frauduleuses	3	1	-
300-Agent de la conservation de la faune	1	1	1
303-Constable spécial sécur. édif. gouv.	2	1	-
307-Agent des services correctionnels	7	15	20
310-Contrôleur routier	1	2	-
416-Entretien général	-	-	1
421-Electricité	-	1	1

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34 POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR CLASSE D'EMPLOI COMPARAISON AVEC 2002-2003 ET 2003-2004			
CLASSE D'EMPLOI	2004-2005	2003-2004	2002-2003
430-Patrouille	-	-	1
433-Entreposage de matériel	1	2	-
434-Entretien mécanique équip. motorisés	1	3	2
435-Forge et soudure	1	-	-
437-Assistance mécan. et pers. at.mécan.	-	-	1
443-Foresterie	1	-	3
445-Faune	-	-	1
446-Cuisine	2	3	-
459-Constr.entretien routes et struct.	15	9	14
618-Sous-ministre associé	-	1	2
630-Cadre supérieur	-	1	-
675-Personnel enseignant	2	6	8
833-Huissier-audiencier	2	-	2
990-Etudiant	7	4	6
Total	204	219	212



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 35

COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES OU ANALYSES DÉTENUES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET TOUCHANT LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ
ET COPIE DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À DES FIRMES PRIVÉES TOUCHANT DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

- La synthèse critique d'expériences significatives de partenariats public-privé dans les domaines des infrastructures de traitement et de distribution de l'eau potable et de traitement des eaux usées et de l'opération, de la réfection et de la construction de routes est disponible sur le site http://www.tresor.gouv.qc.ca/fr/publications/modernisation/partenerariat/synthese_ppp.pdf
- L'étude visant à examiner les possibilités d'un partenariat public-privé pour l'exploitation de l'hôtel d'application de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) est refusée en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès à l'information et aux renseignements personnels, puisque produite dans le cadre d'un processus décisionnel en cours qui n'est pas achevé.

(

)

74

(

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 36

COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES OU ANALYSES PRODUITES DEPUIS 2003 ET PORTANT SUR DES SCÉNARIOS DE PRIVATISATION D'ACTIVITÉS
ASSUMÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Au Secrétariat du Conseil du trésor, il n'y a aucune activité qui porte sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 37
ÉTAT DE L'ENSEMBLE DES COÛTS RELIÉS AU DÉVELOPPEMENT ET À LA MISE EN PLACE DU PROJET SAGIR

Les Services gouvernementaux répondront à cette demande sous la demande particulière numéro 23.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 38

COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES OU RAPPORTS PORTANT SUR LA DÉCENTRALISATION, DÉCONCENTRATION OU DÉVOLUTION D'ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

La communication de ces études, analyses ou rapports est refusée en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès à l'information et aux renseignements personnels, puisque produits dans le cadre d'un processus décisionnel en cours qui n'est pas achevé.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 39
NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES PAR CHACUN DES COMITÉS TOUCHANT LA RÉINGÉNIERIE AINSI QUE LA DATE DE CES RÉUNIONS

Dix-huit rencontres du Groupe de travail sur l'examen des organismes du gouvernement ont eu lieu.

Les dates de ces réunions sont réparties comme suit :

- 5 juillet 2004
- 13-19-26 août 2004
- 2-16-30 septembre 2004
- 15-28 octobre 2004
- 4-19-26 novembre 2004
- 3-10-17 décembre 2004
- 14-21-31 janvier 2005

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 40

À COMBIEN SONT ÉVALUÉS LES COÛTS DE SYSTÈME DE CHACUN DES MINISTÈRES (LE % D'AUGMENTATION DU BUDGET D'UN MINISTÈRE QUI EST NÉCESSAIRE UNIQUEMENT POUR MAINTENIR LE MÊME NIVEAU DE SERVICE D'UNE ANNÉE À L'AUTRE)?

La notion de coût de système est utilisée dans le cas du secteur de la santé et des services sociaux. Cette notion réfère notamment à l'évolution des dépenses de rémunération (l'application des conventions collectives, le coût des régimes de retraite et la progression dans les échelles salariales), à l'évolution des prix des biens et services, aux variations dans les besoins de la clientèle (notamment en raison du vieillissement de la population) et à l'évolution d'autres paramètres tels que le service de dette. Le coût de système « santé » tient aussi compte des nouveaux modes de prestations de services, notamment ceux liés à l'évolution des technologies qui font en sorte que la structure des coûts évolue d'une année à l'autre.

À titre informatif, le coût de système « santé » est estimé à 3,8 % en excluant les ajustements liés aux paramètres salariaux qui restent à convenir. En 2005-2006, l'augmentation totale du budget du ministère de la Santé et des Services sociaux est de 826 M\$ ou 4,1 %.

Pour l'ensemble des ministères, comme instrument de budgétisation, le secrétariat du Conseil du trésor utilise plutôt la notion de coût de reconduction qui englobe de nombreux paramètres.

Ainsi, dans le cadre du processus de la préparation du budget de dépenses, les discussions tiennent compte de l'évaluation des coûts de reconduction des programmes (incluant la variation des clientèles et de leurs besoins), de même que des efforts de réduction de coûts ou des économies réalisés par des changements de processus administratifs ou opérationnels, et ce, dans un souci d'amélioration de la performance. Ce processus se poursuit jusqu'à la fin de la Revue de programmes qui se termine avec la détermination des enveloppes de dépenses.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 41
À COMBIEN S'EST ÉLEVÉE LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DES RÉSEAUX COLLÉGIAL ET UNIVERSITAIRE POUR 2004-2005?
VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI**

Le gouvernement du Québec n'est pas l'employeur des salariés du secteur universitaire. Des données détaillées sur le personnel des universités ne seraient disponibles qu'auprès de ces institutions. Le gouvernement subventionne cependant les universités et une grande partie de son soutien est destiné à la rémunération. Pour la rémunération en 2004-2005, le gouvernement du Québec a accordé des crédits de 1 509 M\$, soit 82 % du montant total accordé aux universités (1 839,8 M\$). La subvention représente environ 52 % des dépenses totales des universités.

Les plus récentes données administratives provenant des collèges datent de l'année scolaire 2003-2004 (année juillet/juin). Le tableau suivant présente la distribution de la masse salariale (excluant les avantages sociaux) de 2003-2004 selon les principales catégories d'emplois.

Personnel des collèges 2003-2004				
Catégorie	Individus	ÉTC	Salaire moyen	Masse salariale
Cadre	771	724	81 199	58 788 076
Gérant	249	225	57 415	12 918 375
Sous-total	1 020	950	75 561	71 782 950
Professionnel	1 878	1 154	60 198	69 468 492
Enseignant	13 946	9 921	54 958	545 238 318
Technicien	8 336	5 259	49 366	259 615 794
Assistant technicien	1 079	243	29 718	7 221 474
Personnel de bureau	5 414	2 120	31 973	67 782 760
Ouvrier	267	214	39 060	8 358 840
Personnel d'entretien et de service	1 339	648	30 550	19 796 400
Sous-total	32 259	19 559	49 976	977 480 584
Total	33 279	20 509	51 161	1 049 260 949

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 42
LISTE DE TOUTES LES NOUVELLES STRUCTURES ADMINISTRATIVES CRÉÉES DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004

- Sous-secrétariat à la réingénierie de l'État
- Agence des partenariats public-privé

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 43
POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LE MONTANT CONSACRÉ PAR L'ENSEMBLE DES ORGANISMES ET MINISTÈRES
AU DÉVELOPPEMENT ET À LA MISE EN PLACE DE SERVICES ÉLECTRONIQUES

Les Services gouvernementaux répondront à cette demande sous la demande particulière numéro 24.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 44

OBJECTIFS 2005-2006 POUR LA REPRÉSENTATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LES CABINETS POLITIQUES, DANS LA HAUTE DIRECTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES D'ÉTAT

Ne s'applique pas à la fonction publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 45
DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME DE SURVEILLANCE ET D'IMPUTABILITÉ
POUR ASSURER LA RÉALISATION DES PRIORITÉS EN MATIÈRE D'IMMIGRATION AU NIVEAU DES NOMINATIONS POLITIQUES

Ne s'applique pas à la fonction publique

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 46				
BILAN DES SIX COMITÉS MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU DISCOURS INAUGURAL DE JUIN 2003				
LISTE DES PERSONNES MEMBRES DE CHAQUE COMITÉ, CALENDRIER DES RENCONTRES, PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES ET MONTANT DÉBOURSÉ POUR CHAQUE COMITÉ				
COMITÉ	MEMBRES	CALENDRIER	PROCÈS-VERBAUX	MONTANT DÉBOURSÉ
Révision des structures de l'État et des programmes gouvernementaux	<p>Monique Jérôme-Forget Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, à titre de ministre responsable</p> <p>Roch Cholette Adjoint parlementaire à la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale</p> <p>France Hamel Bernard Brodeur Deux députés nommés par le premier ministre, à titre d'observateur</p> <p>Luc Meunier Secrétaire du Conseil du trésor, à titre de secrétaire</p> <p>Daniel Bienvenue Secrétaire général associé du ministère du Conseil exécutif</p> <p>Louise Pagé Secrétaire associée à la réingénierie de l'État au Secrétariat du Conseil du trésor</p>	<p>9 octobre 2003</p> <p>22 octobre 2003</p> <p>29 octobre 2003</p> <p>5 novembre 2003</p> <p>28 novembre 2003</p> <p>3 décembre 2003</p> <p>10 décembre 2003</p> <p>15 janvier 2004</p> <p>1^{er} avril 2004</p>	<p>Étant donné que les avis et recommandations de ce comité n'ont pas fait l'objet de décisions, les procès-verbaux qui ont pu être préparés seraient, le cas échéant, protégés par les articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</p>	<p>Pris à même les budgets du ministère</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 46				
BILAN DES SIX COMITÉS MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU DISCOURS INAUGURAL DE JUIN 2003				
LISTE DES PERSONNES MEMBRES DE CHAQUE COMITÉ, CALENDRIER DES RENCONTRES, PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES ET MONTANT DÉBOURSÉ POUR CHAQUE COMITÉ				
COMITÉ	MEMBRES	CALENDRIER	PROCÈS-VERBAUX	MONTANT DÉBOURSÉ
Revue des modes d'intervention du gouvernement dans l'économie	<p>Michel Audet Ministre du Développement économique et des régions, à titre de ministre responsable</p> <p>Claude Béchard Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille</p> <p>Karl Blackburn Adjoint parlementaire au ministre du Développement économique et des régions</p> <p>Vincent Auclair Adjoint parlementaire au ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille</p> <p>Diane Legault Vincent Auclair Deux députés nommés par le premier ministre, à titre d'observateur</p> <p>Jean Pronovost Sous-ministre du ministère du Développement économique et des régions, à titre de secrétaire</p> <p>André Trudeau Sous-ministre du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille</p> <p>Suzanne Giguère Secrétaire adjointe du ministère du Conseil exécutif</p> <p>Louise Pagé Secrétaire associée à la réingénierie de l'État au Secrétariat du Conseil du trésor</p>	<p>9 octobre 2003</p> <p>22 octobre 2003</p> <p>20 novembre 2003</p> <p>28 novembre 2003</p> <p>11 décembre 2003</p> <p>12 janvier 2004</p> <p>20 janvier 2004</p>	<p>Étant donné que les avis et recommandations de ce comité n'ont pas fait l'objet de décisions, les procès-verbaux qui ont pu être préparés seraient, le cas échéant, protégés par les articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</p>	<p>Pris à même les budgets du ministère</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 46				
BILAN DES SIX COMITÉS MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU DISCOURS INAUGURAL DE JUIN 2003				
LISTE DES PERSONNES MEMBRES DE CHAQUE COMITÉ, CALENDRIER DES RENCONTRES, PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES ET MONTANT DÉBOURSÉ POUR CHAQUE COMITÉ				
COMITÉ	MEMBRES	CALENDRIER	PROCÈS-VERBAUX	MONTANT DÉBOURSÉ
Réorganisation des services de santé	<p>Philippe Couillard Ministre de la Santé et des Services sociaux, à titre de ministre responsable</p> <p>Russel Williams Adjoint parlementaire au ministre de la Santé et des Services sociaux</p> <p>Charlotte L'Écuyer Jean-Pierre Paquin Deux députés nommés par le premier ministre, à titre d'observateur</p> <p>Juan Roberto Iglesias Sous-ministre du ministère de la Santé et des Services sociaux, à titre de secrétaire</p> <p>François Turenne Secrétaire général associé du ministère du Conseil exécutif</p> <p>Louise Pagé Secrétaire associée à la réingénierie de l'État au Secrétariat du Conseil du trésor</p>	<p>9 octobre 2003</p> <p>23 octobre 2003</p> <p>6 novembre 2003</p> <p>20 novembre 2003</p> <p>4 décembre 2003</p> <p>5 février 2004</p> <p>19 février 2004</p> <p>18 mars 2004</p> <p>22 avril 2004</p>	<p>Étant donné que les avis et recommandations de ce comité n'ont pas fait l'objet de décisions, les procès-verbaux qui ont pu être préparés seraient, le cas échéant, protégés par les articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</p>	<p>Pris à même les budgets du ministère</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 46				
BILAN DES SIX COMITÉS MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU DISCOURS INAUGURAL DE JUIN 2003				
LISTE DES PERSONNES MEMBRES DE CHAQUE COMITÉ, CALENDRIER DES RENCONTRES, PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES ET MONTANT DÉBOURSÉ POUR CHAQUE COMITÉ				
COMITÉ	MEMBRES	CALENDRIER	PROCÈS-VERBAUX	MONTANT DÉBOURSÉ
Examen des perspectives de décentralisation et de déconcentration	<p>Jean-Marc Fournier Ministre des Affaires municipales, du Sport et des Loisirs, à titre de ministre responsable</p> <p>Nathalie Normandeau Ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme</p> <p>Laurent Lessard Adjoint parlementaire au ministre des Affaires municipales, du Sport et des Loisirs</p> <p>M. Claude Bachand M. Laurent Lessard Deux députés nommés par le premier ministre, à titre d'observateur</p> <p>Denys Jean Sous-ministre du ministère des Affaires municipales, du Sport et des Loisirs, à titre de secrétaire</p> <p>Suzanne Giguère Secrétaire adjointe du ministère du Conseil exécutif</p> <p>Louise Pagé Secrétaire associée à la réingénierie de l'État au Secrétariat du Conseil du trésor</p>	<p>9 octobre 2003</p> <p>26 novembre 2003</p> <p>14 janvier 2004</p>	<p>Étant donné que les avis et recommandations de ce comité n'ont pas fait l'objet de décisions, les procès-verbaux qui ont pu être préparés seraient, le cas échéant, protégés par les articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</p>	<p>Pris à même les budgets du ministère</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 46				
BILAN DES SIX COMITÉS MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU DISCOURS INAUGURAL DE JUIN 2003				
LISTE DES PERSONNES MEMBRES DE CHAQUE COMITÉ, CALENDRIER DES RENCONTRES, PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES ET MONTANT DÉBOURSÉ POUR CHAQUE COMITÉ				
COMITÉ	MEMBRES	CALENDRIER	PROCÈS-VERBAUX	MONTANT DÉBOURSÉ
Recentrage du réseau de l'éducation sur l'élève et l'étudiant	<p>Pierre Reid Ministre de l'Éducation, à titre de ministre responsable</p> <p>Francine Gaudet Adjoint parlementaire au ministre de l'Éducation</p> <p>Geoffrey Kelley Dominique Vien Deux députés nommés par le premier ministre, à titre d'observateur</p> <p>Pierre Lucier Sous-ministre du ministère de l'Éducation, à titre de secrétaire</p> <p>Michel Hamelin Secrétaire adjoint du ministère du Conseil exécutif</p> <p>Louise Pagé Secrétaire associée à la réingénierie de l'État au Secrétariat du Conseil du trésor</p>	<p>9 octobre 2003</p> <p>20 novembre 2003</p> <p>16 décembre 2003</p> <p>4 février 2004</p> <p>19 février 2004</p> <p>18 mars 2004</p>	<p>Étant donné que les avis et recommandations de ce comité n'ont pas fait l'objet de décisions, les procès-verbaux qui ont pu être préparés seraient, le cas échéant, protégés par les articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</p>	<p>Pris à même les budgets du ministère</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 45				
BILAN DES SIX COMITÉS MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU DISCOURS INAUGURAL DE JUIN 2003				
LISTE DES PERSONNES MEMBRES DE CHAQUE COMITÉ, CALENDRIER DES RENCONTRES, PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES ET MONTANT DÉBOURSÉ POUR CHAQUE COMITÉ				
COMITÉ	MEMBRES	CALENDRIER	PROCÈS-VERBAUX	MONTANT DÉBOURSÉ
Simplification et allègement du fardeau fiscal	<p>Yves Séguin Ministre des finances, à titre de ministre responsable</p> <p>Nancy Charest Adjointe parlementaire au ministre des Finances</p> <p>Sarah Perreault André Gabias Deux députés nommés par le premier ministre, à titre d'observateur</p> <p>Gilles Godbout Sous-ministre du ministère des Finances, à titre de secrétaire</p> <p>Daniel Bienvenue Secrétaire général associé du ministère du Conseil exécutif</p> <p>Louise Pagé Secrétaire associée à la réingénierie de l'État au Secrétariat du Conseil du trésor</p>	9 octobre 2003 ¹	Étant donné que les avis et recommandations de ce comité n'ont pas fait l'objet de décisions, les procès-verbaux qui ont pu être préparés seraient, le cas échéant, protégés par les articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics	Pris à même les budgets du ministère

¹ Le secret budgétaire et fiscal préconisait plutôt des travaux au sein du ministère des Finances. Un document de réflexion du ministère des Finances a été rendu public en juillet 2004 sur la simplification de la fiscalité